VALEURS ACTUELLES – HORS-SÉRIE GRANDS DÉBATS N° 10

VALEURSACTUELLES.COM
12,00 €

VALEURS ACTUELLES
Grands débats

HORS-SÉRIE

Avec
Bérénice Levet
Vincent Coussedière
Frédéric Rouvillois
Mathieu Bock-Côté

Onfray - Zemmour
La grande confrontation

La France, le peuple, l'islam, la gauche, le transhumanisme
Grand débat entre deux esprits rebelles

DOM : 13 € - BELUX : 12,9 € - CH : 19 FS - CAN : 20,50 $CA - ESP/GR/ITA/PORT CONT : 12,9 € - MAR : 138 DH - TOM : 1640 XPF - TUN : 36 TND

L 19450 - 10 H - F: 12,00 € - RD

Pour un renouveau éducatif au service des familles

www.fondationpourlecole.org

La Fondation pour l'école agit pour le développement des écoles indépendantes en France : écoles à pédagogie classique, écoles à petits effectifs, écoles adaptées aux enfants ayant des besoins éducatifs particuliers liés au handicap ou à des troubles des apprentissages, écoles en zone rurale, écoles Montessori…

La Fondation s'engage à leurs côtés pour former leurs professeurs, leur apporter un soutien juridique et financier, et défend la liberté d'enseignement pour permettre aux familles de faire un choix éducatif cohérent.

FONDATION POUR L'ÉCOLE

Avec 2 500 établissements, les écoles indépendantes connaissent aujourd'hui une croissance exceptionnelle.

Aidez-nous à rénover notre système éducatif en enrichissant l'offre scolaire : c'est une véritable urgence nationale !

Nous sommes à votre disposition au 07 56 27 81 27 ou à contact@fondationpourlecole.org pour toute question.

En chaque enfant, faire éclore tous les talents.

IFI • IR • Donations • Legs • IS • Taxe d'apprentissage • Solutions patrimoniales sur mesure

SOMMAIRE

« Il n'est de richesse que d'hommes. » **Jean Bodin**

Édito par Mickaël Fonton 4

Préfaces
Zemmour et nous, des hauts et débats
par Mickaël Fonton **6**
Onfray et nous : contre, tout contre
par Raphaël Stainville **10**

48

SPLENDEURS ET MISÈRES DE L'ENGAGEMENT

Pourquoi des intellectuels en politique
par Bérénice Levet **50**

Zemmour, les médias, la parole et l'action
par Vincent Coussedière **56**

14

RETROUVAILLES

Onfray-Zemmour, la confrontation **14**

60

À LA RECHERCHE DU PEUPLE PERDU

Le peuple et la foule
par Frédéric Rouvillois **62**

Les trois peuples
par Mathieu Bock-Côté **68**

Conclusion 74

PHOTOS : AKG-IMAGES/ERICH LESSING - BARBARA VIOLLET - MARIOCUTI/GETTY IMAGES/ISTOCK
CRÉDIT DE COUVERTURE : BARBARA VIOLLET

CE NUMÉRO COMPORTE UN ENCART "ABONNEMENT OFFRES DÉCOUVERTES VALEURS GRANDS DÉBATS" BROCHÉ ENTRE LES PAGES 66 ET 67.

Par **Mickaël Fonton**

Le peuple et au-delà

L'affaire qui a mis aux prises Éric Zemmour et Michel Onfray n'est pas anodine. On y trouve la question de l'intellectuel en politique, le regard que l'homme de droite porte sur le peuple et, surtout, le sujet essentiel : l'avenir de la France.

Quelle idée avions-nous eue là ! Inviter Michel Onfray et Éric Zemmour à débattre parce que le premier avait reproché au second de ne pas s'être soucié du peuple lors de sa campagne présidentielle. Deux intellectuels débattant du peuple : ce qu'il est, ce qu'il devrait être, pourquoi il vote bien, ou mal. Deux figures médiatiques prenant encore une fois la pose pour s'écharper ou se rabibocher. On imagine le pensum. *« Il y a tellement de sujets plus intéressants »*, nous glissait-on. C'est vrai : il y a l'école, la santé, la justice, l'industrie, l'immigration, l'islamisme, tous ces sujets que nous connaissons fort bien pour les avoir souvent traités, précisément. Et tous ces sujets que, d'ailleurs, au moins pour quelques-uns d'entre eux, nos deux protagonistes ont longuement évoqués.

On comprend, malgré tout, le reproche. Il est vrai qu'il faut agir, œuvrer, être sur le terrain, plutôt que de parler et parler encore. Il est vrai que le peuple français, la nation française, les foules qui défilent ou celles qui ne défilent pas, attendent du concret, de l'action, de la présence. Tout a été dit, tout est su, le constat a été fait mille fois (croit-on), alors il est temps d'agir, enfin. Mais n'en déplaise aux sceptiques c'est bien de cela que nous parlons dans ce présent numéro, même si le thème pourra paraître à certains à la fois plus limité (deux hommes qui débattent) et plus flou (la question du peuple) que d'ordinaire.

NOUS SOMMES BIEN DANS LE CONCRET, OU DANS LE POLITIQUE AU SENS PROPRE DU TERME. NOUS PARLONS DU GÉNÉRAL DE GAULLE ET DES GILETS JAUNES, DES VIEUX KABYLES ET DE NAPOLÉON, DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET DE LA RÉVOLUTION TRANSHUMANISTE, DE L'ISLAM ET DE LA CHRÉTIENTÉ. NOUS PARLONS MÊME DU PRIX DU DENTIFRICE ET DU TITANIC !

Nous sommes bien dans le concret, ou dans le politique au sens propre du terme. Nous parlons du général de Gaulle et des "gilets jaunes", des vieux Kabyles et de Napoléon, de la Révolution française et de la révolution transhumaniste, de l'islam et de la chrétienté. Nous parlons même du prix du dentifrice et du *Titanic*. Bref : nous parlons de la France et nous en parlons notamment avec Éric Zemmour et Michel Onfray, qui ont une histoire commune avec *Valeurs actuelles* et qui restent, avouons-le, des personnes qu'il est souvent intéressant de lire. ●

RADIO COURTOISIE

LEGS • DONATIONS • ASSURANCES-VIE

> Toute notre vie, nous avons défendu une certaine idée de la France

Par notre legs au fonds de dotation de Radio Courtoisie, nous poursuivons le combat pour nos enfants et petits enfants.

Depuis sa fondation en 1987, Radio Courtoisie se bat pour **défendre la langue française et les valeurs de « toutes les droites »**. Sans subventions ni ressources publicitaires, elle ne vit que des dons de ses auditeurs. En confiant votre legs, votre donation ou le bénéfice de votre assurance-vie au Fonds de dotation de Radio Courtoisie, vous l'aidez à **défendre dans la durée les valeurs qui vous sont chères** et garantissez son indépendance absolue.

FM Paris 95,6 MHz - Cherbourg 87,8 MHz - Chartres 104,5 MHz Caen 100,6 MHz - Le Havre 101,1 MHz - Le Mans 98,8 MHz DAB+ (Canal 6D) à Paris ET SUR **www.radiocourtoisie.fr**

RADIO COURTOISIE

Je soutiens le Fonds de dotation de Radio Courtoisie

COMPLÉTEZ ET RETOURNEZ CE COUPON À :
Radio Courtoisie - 61, boulevard Murat - 75016 PARIS

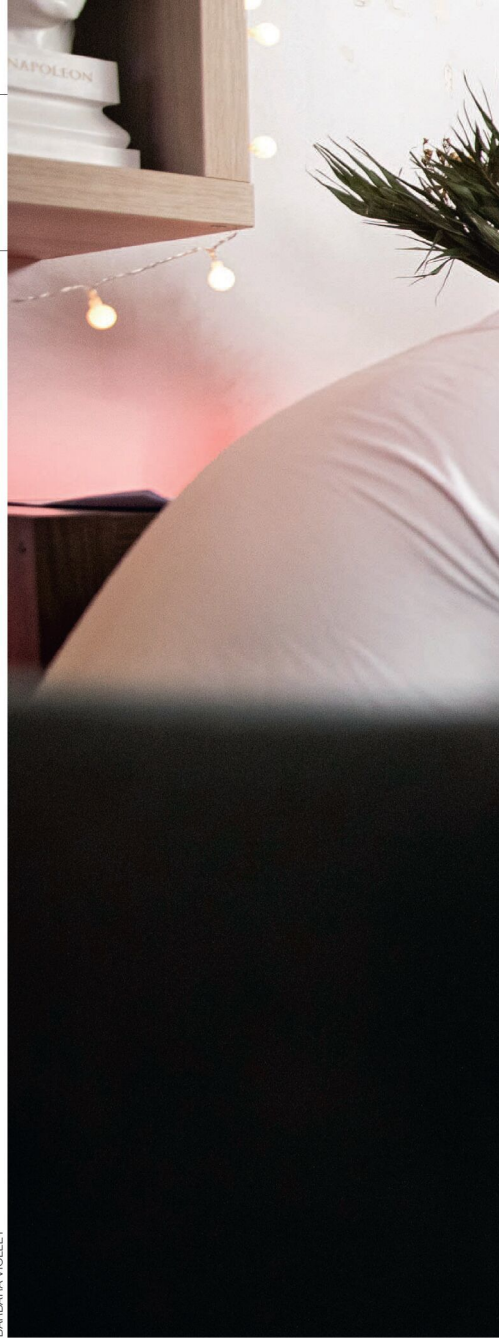
☐ Je souhaite recevoir gratuitement, sans engagement de ma part et en toute confidentialité, la brochure du Fonds de dotation de Radio Courtoisie.

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
CP : ..... Ville : .....
Courriel : ..... @.....
Je souhaite être contacté(e) personnellement entre ..... h et ..... h
au numéro de téléphone suivant : ⌊_⌋ ⌊_⌋ ⌊_⌋ ⌊_⌋ ⌊_⌋

Amandine Sicot, directrice déléguée de Radio Courtoisie, se tient à votre disposition pour répondre à vos questions.

Tél. : 07 85 55 90 91
amandine@radiocourtoisie.fr

Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données personnelles vous concernant. Votre adresse peut être communiquée à des organismes agréés par Radio Courtoisie. Vous pouvez cependant vous y opposer en cochant cette case ❑.



BARBARA VIOLLET

Éric Zemmour dans les locaux de "Valeurs actuelles". Estime mutuelle.

Zemmour et nous, des hauts et débats

Si la campagne présidentielle a mis Éric Zemmour en avant, dans les médias en général et dans nos colonnes en particulier, son histoire avec *Valeurs actuelles* avait commencé bien des années plus tôt. Récit d'un compagnonnage qui a toujours eu la France pour objet.

Par Mickaël Fonton

La torpille, *« Le dynamiteur »*, *« L'insoumis »*, *« L'homme de l'année »*. On sourit en parcourant les unes de *Valeurs actuelles* de ces dernières années, cherchant du regard ce nom, autrefois rare et aujourd'hui si connu. Zemmour. Éric Zemmour. Le visage a changé depuis la première couverture, en juin 2013, qui avait pour titre *« La France de Zemmour »*. Sur un fond blond, la composition rappelle l'affiche de campagne de François Mitterrand, avec son église en arrière-plan. Sous-titres: *« Les secrets d'un phénomène »* et *« Ceux qui l'aiment et ceux qui le détestent »*. *« Cela n'avait pas été facile d'imposer cette couverture »*, se souvient Geoffroy Lejeune, alors journaliste au service politique. Le bonhomme commence à être connu, certes, mais de là à le mettre en couverture…

Geoffroy insiste. Zemmour est alors un confrère du *Figaro*, un journaliste dont les livres d'histoire se vendent (très) bien (*Mélancolie française* est sorti en 2010) ; c'est surtout un débatteur de talent qui ne craint pas d'affronter la bien-pensance, le politiquement correct, le progressisme sûr de lui. Tous les samedis soir dans l'émission *On n'est pas couché*, sa pugnacité, sa culture, sa repartie, une certaine dose de courage aussi, lui permettent, aux côtés de son compère Éric Naulleau, d'assommer et de laisser groggy la quasi-totalité de ses adversaires. *« Cet homme de l'écrit est aussi un homme de l'écran »*, comme l'écrira Geoffroy Lejeune un peu plus tard. Il est "le Z", autour duquel commence à se rassembler toute une jeunesse de cette droite dite "décomplexée". Il devient aussi une cible, un homme à abattre.

"Un boulevard à droite et personne dessus"

En 2010, une phrase jetée dans le débat (*« La plupart des trafiquants sont noirs et arabes, c'est comme ça, c'est un fait »*) lui vaut de connaître les rigueurs de la justice. Il sera condamné pour provocation à la discrimination raciale. La loi était ainsi faite que le jugement ne faisait guère de doutes, malgré le talent de son avocat et sa propre défense. Une impression se dégageait toutefois: ce qui se jouait ce jour-là dépassait le simple cadre d'une affaire judiciaire. Il y avait quelque chose de plus profond, de plus important, de l'ordre du combat, de la guerre culturelle. La salle, largement acquise à sa cause, avait longuement applaudi le condamné. *« Je ne suis pas un délinquant, je suis un dissident »*, écrira-t-il plus tard.

Même si l'auteur de ces lignes, qui couvrait le procès, l'a véritablement découvert à ce moment-là, Éric Zemmour n'était pas un inconnu de la rédaction. Depuis quelques années déjà, il tenait une chronique politique dans *le Spectacle du monde*, le mensuel attaché à *Valeurs actuelles*, où sa signature "E. Z.", voisinait alors avec celles de journalistes qu'il admirait et tenait en haute estime, Stéphane Denis, le regretté Philippe Tesson ou Paul-Marie Coûteaux. En cette veille d'été 2013, Geoffroy Lejeune obtient donc gain de cause. Va pour Zemmour en couverture ! Pari osé, pari gagné. Les ventes font un bond de 30 %. Pour nous — comme d'ailleurs pour la majorité des journaux

français —, ce sera toujours comme ça. Qu'on le loue ou qu'on le lynche, Zemmour fait vendre. Cela ne dit pas tout, mais cela dit quelque chose.

Débatteur de talent, journaliste incisif, passionné d'histoire, il ramasse ce qu'il sait, ce qu'il voit, ce qu'on lui dit, dans un tout cohérent — presque un programme, déjà. Tout est politique, c'est bien connu. De quoi parle-t-il, alors ? Des flux migratoires, des masses musulmanes, de Bruxelles, des gauchistes… Ses *« obsessions »* disent ses détracteurs. Comprendre : des sujets brûlants, vitaux. Ces sujets — il les nommera plus tard *« les 5 i »* : identité, immigration, islam, instruction, industrie — sont aussi les nôtres, à *Valeurs actuelles*. Ils sont ceux d'une droite qui se sent vaguement orpheline du RPR, une droite qui a cru à Sarkozy (quand celui-ci croyait à Patrick Buisson), une droite que l'ouverture à gauche a sidérée, une droite qui regarde, sceptique, une UMP qui ne sait plus trop où elle habite et que Zemmour ne perd pas une occasion de secouer. Bref : comme le titrera bientôt un magazine politique, il y a *« un boulevard à droite et personne dessus »*.

HOLLANDE A REMPLACÉ SARKOZY, MACRON REMPLACE BIENTÔT HOLLANDE. LA DÉSAGRÉGATION DU PAYS SE POURSUIT. TOUS LES VOYANTS SONT AU ROUGE ÉCARLATE.

Si le réel manque de sel, il faut en appeler à la fiction. Dans un ouvrage intitulé *Une élection ordinaire*, publié en septembre 2015, Geoffroy Lejeune, qui a de la suite dans les idées, imagine quelqu'un sur le boulevard susnommé. Un profil capable de rassem- →

P. HUYNH-MINH/MAXPPP

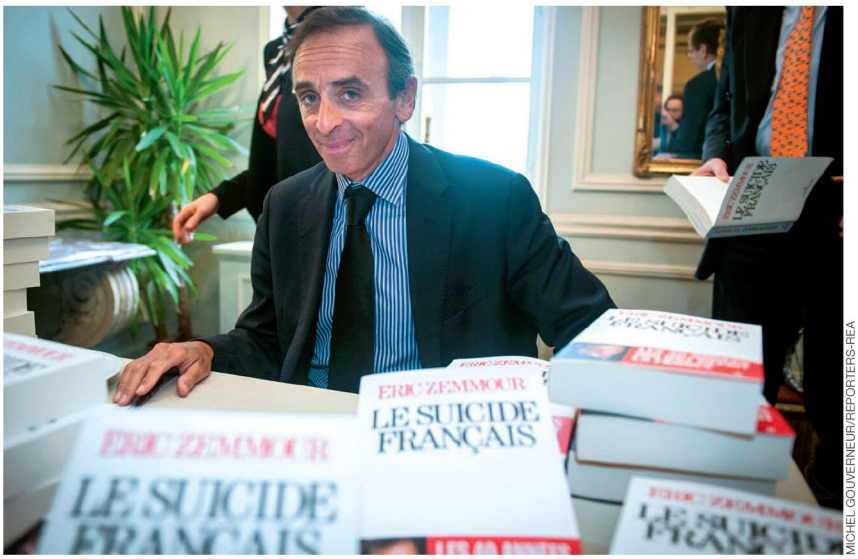
bler la droite, capable d'en finir avec la malédiction mitterrandienne qui l'a coupée en deux, capable de dire au pays ce qui ne va pas, ce qu'il faut faire et, ce faisant, décrocher la timbale présidentielle. Ce quelqu'un, on s'en doute, c'est "le Z". L'auteur connaît sa droite, il connaît son monde. Le livre — où presque tout est vrai — dégage un troublant parfum de vérité. Le principal intéressé, qui se retrouve en couverture du magazine sous le titre *« Zemmour président »*, se contente d'en sourire. C'est un bon roman. Le temps n'est pas encore venu.

Mais il passe, ce temps! Hollande a remplacé Sarkozy, Macron remplace bientôt Hollande. La désagrégation du pays se poursuit. Tous les voyants sont au rouge écarlate. Éric Zemmour a publié un ouvrage au titre explicite, *le Suicide français*, qui a battu des records de vente. Sa présence dans nos colonnes se fait un peu plus régulière, y compris en couverture, où il se trouve parfois accompagné d'autres figures du paysage médiatique — Alain Finkielkraut, Frédéric Taddeï, Denis Tillinac, Michel Onfray (déjà!) —, ou politique — Philippe de Villiers, Marion Maréchal, Gérald Darmanin. C'est ce dernier, alors ministre de l'Action et des Comptes publics d'Emmanuel Macron, qui nous avait glissé l'idée d'un face-à-face avec Zemmour. L'essayiste croisera aussi le fer avec Bruno Le Maire, au Cirque d'hiver, dans un événement organisé par la rédaction de *Valeurs actuelles*. Rien ne se dit encore mais, peu à peu, Napoléon perçant sous Bonaparte, l'homme fait sa mue.

Où en sommes-nous, avec lui? Nous continuons de chroniquer ses livres (l'excellent *Destin français*, notamment), nous concentrant sur le contenu sans nous arrêter aux petites polémiques (Pétain, les prénoms…) que chaque publication semble entraîner, presque mécaniquement. *« Avec vous au moins, on peut parler de l'histoire de France »*, nous avoue-t-il un jour, au sortir d'un entretien. Zemmour se plaint d'être caricaturé, attaqué pour un mot, une phrase, mais il en joue, aussi; il ne

Accusé par la justice (à gauche, en 2010) mais plébiscité par les lecteurs (à droite, lors d'une séance de dédicaces). "Je ne suis pas un délinquant, je suis un dissident", dira-t-il.

peut pas se retenir, il croit trop au pouvoir de la parole. La phrase délicieusement misogyne de Sacha Guitry — *« le silence est la seule chose en or que les femmes détestent »* — pourrait aussi lui être appliquée. Le Covid tombe bientôt sur la France. Éric Zemmour nous accorde deux longs entretiens, à l'été 2020 et à l'été 2021. Le premier parle du temps présent — cette crise sanitaire qui a révélé tant de nos faiblesses —, le second est plus tourné vers l'avenir. *« Je pense que l'on peut agir. Je sais ce qu'il faut faire, j'ai en tête les étapes nécessaires »*, nous confie-t-il. Voilà des mois que, dans toute la France, des affiches "Zemmour président" ornent les murs, les panneaux. La nouvelle de son engagement à la présidentielle n'est pas encore officielle mais elle n'a presque pas besoin de l'être. Il va y aller. Il y va.



MICHEL GOUVERNEUR/REPORTERS-REA

Le coup a été rude, mais il n'a pas mis un terme à l'aventure

Voilà donc Éric Zemmour candidat pour 2022! Posons honnêtement la question: quel média ne s'est pas réjoui de cette nouvelle? *« Franchement, vous en faites trop sur Zemmour »*, nous reprochera-t-on très vite. Mais tout le monde en a trop fait sur lui — souvent pour en dire beaucoup de mal, d'ailleurs. De notre côté, considérer que tel candidat porte des idées qui, *grosso modo*, sont celles de nos lecteurs, et s'en féliciter, est-ce en soi problématique, blâmable? Sans parler même de ses chances de victoire ou de l'avenir de la France, sa candidature était journalistiquement, intellectuellement, commercialement enfin, une excellente nouvelle. Pour le reste, faut-il vraiment rappeler que *Valeurs actuelles* n'a eu besoin de personne pour être pleinement de droite, pas plus de Zemmour que de Sarkozy, Marion Maréchal, Philippe de Villiers ou François-Xavier Bellamy? Passons.

La campagne est arrivée. Nos journalistes ont suivi les premiers pas d'Éric Zemmour comme ils ont suivi les autres candidats. Conscient que nous étions probablement moins mal disposés à son endroit que la majorité de nos confrères, il a laissé notre collègue, Jules Torres, l'approcher au plus près, offrant à celui-ci la matière suffisante pour rédiger un ouvrage sur la campagne. Rien que du très classique, là encore. Les semaines ont passé, dans une campagne dont l'intérêt devait beaucoup à sa personne, qui servait de repoussoir aux autres candidats. Rigoureux ou artificiels, les sondages ont mis Zemmour très haut, 18 %, 19 %, jusqu'aux portes du second tour. Zemmour tenait son débat avec Macron, et Geoffroy Lejeune tenait presque sa prophétie. Las! La guerre en Ukraine est arrivée, faisant disparaître et la campagne présidentielle et Éric Zemmour. La politique pouvait reprendre son cours normal. Après un débat sans grande saveur face à Marine Le Pen, Emmanuel Macron s'installait pour cinq années supplémentaires à l'Élysée.

LES SEMAINES ONT PASSÉ, DANS UNE CAMPAGNE DONT L'INTÉRÊT DEVAIT BEAUCOUP À SA PERSONNE, QUI SERVAIT DE REPOUSSOIR AUX AUTRES CANDIDATS.

Point final? C'est peu probable. Le coup a été rude, c'est certain, d'autant qu'avec la claque des législatives (aucun député pour Reconquête et lui-même éliminé au premier tour), il a été double. Mais dix mois ont passé. À en croire le titre de son dernier ouvrage *Je n'ai pas dit mon dernier mot* (dans lequel, renouant avec son métier de journaliste, il livre un récit fort bien troussé de la campagne) ou à l'écouter débattre longuement avec Michel Onfray, dans les pages qui suivent, il semble au contraire que l'aventure politique du "Z" n'en soit qu'à ses débuts. Débuts douloureux, certes, on le redit. *« J'ai commis des erreurs mais ce ne sont pas elles qui m'ont valu de finir à 7 %*, se justifie-t-il. *Ma démarche ne me semble pas remise en cause. »* Après tout la France est toujours très mal au point. Il y a toujours un boulevard à droite et peu de monde dessus. En 2027, l'absence d'Emmanuel Macron rebattra les cartes. On peut soutenir que l'histoire connaîtra d'autres chapitres. Et garantir que *Valeurs* sera là pour les chroniquer. ●

Onfray et nous : contre, tout contre

De la franche hostilité en passant par l'indifférence et les combats communs, la relation entre le philosophe et *Valeurs actuelles* n'a cessé avec le temps de prendre de l'épaisseur. Récit d'une amitié improbable en 5 actes.

Par Raphaël Stainville

C'est peu de le dire : entre Michel Onfray et *Valeurs actuelles*, la relation n'avait pas la force de l'évidence. Longtemps, nous nous sommes regardés en chiens de faïence. Encore n'est-il même pas certain que nous nous regardions tout court. Le temps était à l'indifférence. Et quand il nous arrivait de nous intéresser à Michel Onfray, c'était pour mieux l'accabler et nous défendre.

Acte I. La parution, en 2005, de son *Traité d'athéologie* nous était restée en travers de la gorge. S'il était délicat de passer à côté de ce phénomène d'édition qui achevait de consacrer le fondateur de l'université populaire de Caen comme l'une des figures incontournables des intellectuels de gauche et lui assurait par la même occasion les bonnes grâces du service public, il nous apparaissait plus inquiétant encore, ainsi que devait l'écrire Laurent Dandrieu, que *« les héritiers de Voltaire aient l'impression de penser en acquiesçant à ce festival de ressassements »*.

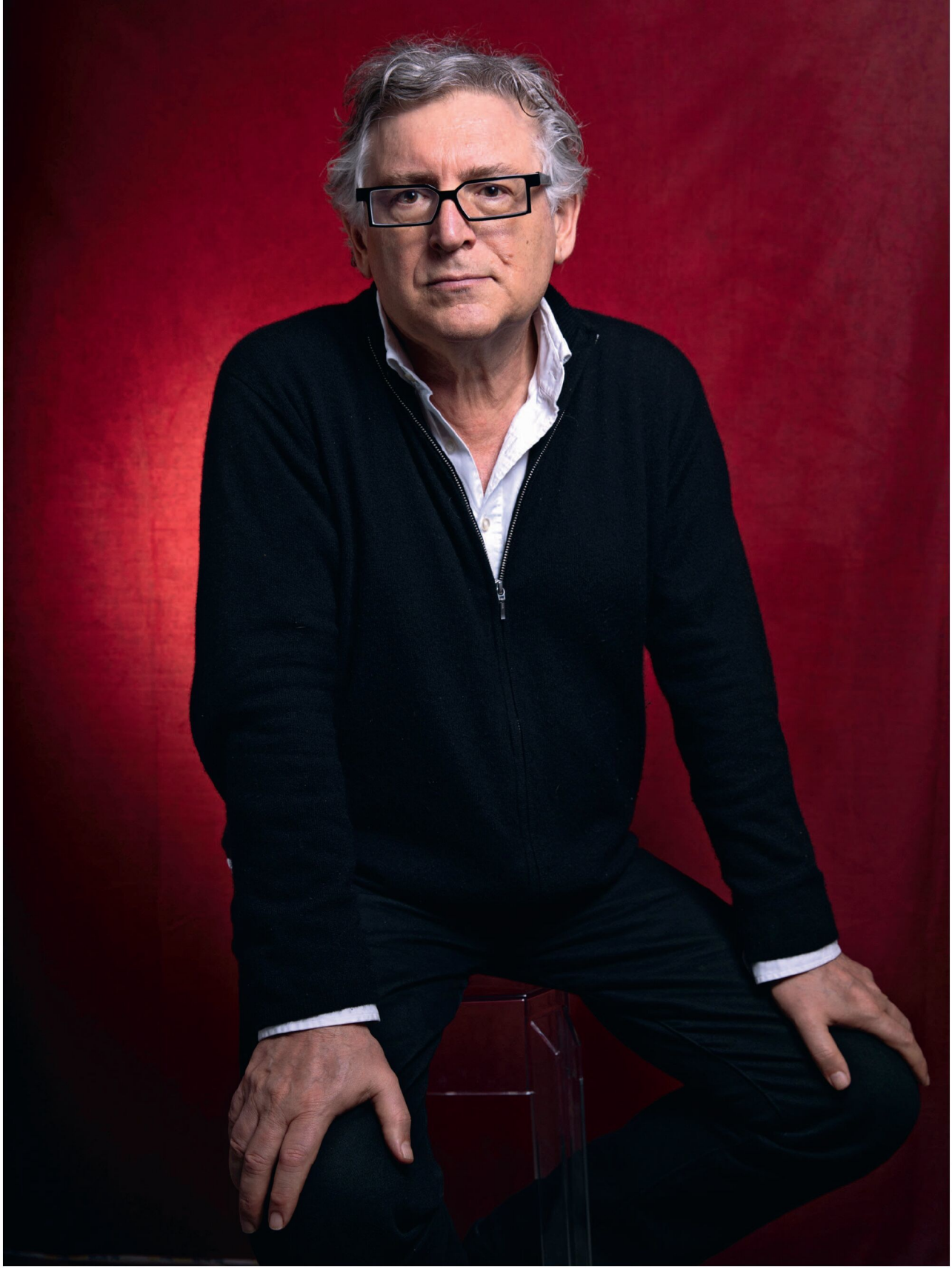
Dans une recension aussi joyeuse qu'assassine de l'essai de Michel Onfray, notre journaliste s'en donnait à cœur joie. D'entrée de jeu, Laurent Dandrieu, prévenait : *« Un livre qui est à la pensée ce que le micro-onde est à la grande cuisine. »* Et de poursuivre : *« Malgré la volonté affichée de repenser l'athéisme, pas l'ombre ici d'une idée neuve mais la sempiternelle litanie des sarcasmes laïcards et des aigreurs matérialistes. »* Pour un peu, Laurent Dandrieu se montrait déçu de si peu de matière grise. Face à ce qu'il considérait comme trop d'inconsistance, Dandrieu boxait dans le vide. *« L'athéisme pour les nuls »*, ainsi qu'il l'avait titré son article, s'achevait par un K.-O. *« On pourrait énumérer longtemps ces non-sens, approximations et erreurs manifestes qui tiennent lieu d'unique raisonnement. Un temps, avec les "cafés philo", on a cru que la philosophie envahissait les bistrots. Ce* Traité d'athéologie *remet les pendules à l'heure : c'est bien le café du commerce qui a investi la philosophie. »* Il n'est pas certain que Michel Onfray, qui admet volontiers ne jamais lire ce que la presse peut dire de lui, ait lu ces pages si peu charitables.

TOUT IRAIT POUR LE MIEUX POUR MICHEL ONFRAY S'IL N'AVAIT EU L'AUDACE DE COMMETTRE L'IRRÉPARABLE : PUBLIER "LE CRÉPUSCULE D'UNE IDOLE, L'AFFABULATION FREUDIENNE".

Acte II. Les années passent. Chacun campe sur sa rive.

Si Michel Onfray a ses habitudes à Paris, il n'en demeure pas moins le plus clair de son temps en Normandie. L'université populaire de Caen qu'il a créée au lendemain de l'élection présidentielle de 2002 pour combattre *« la lepénisation des esprits »* connaît un succès qui ne se dément pas. Les gens se pressent de loin pour assister à ses cours magistraux et ne manqueraient pour rien au monde cette grand-messe du lundi soir. Les malheureux qui n'auraient pas pu faire la route jusqu'au théâtre d'Hérouville-Saint-Clair, où ses cours ont été délocalisés pour accueillir un public toujours plus nombreux, savent pouvoir se consoler en les écoutant sur France Culture. Ses podcasts battent des records d'audience.

Tout irait pour le mieux pour Michel Onfray s'il n'avait eu l'audace, en cette année 2010, de commettre l'irréparable : publier *le Crépuscule d'une idole, l'affabulation freudienne*. S'attaquer à Freud, c'était immanquablement s'attirer l'ire du monde de la psychanalyse. La presse de gauche, qui a ses habitudes sur le divan plus qu'elle ne s'abîme les genoux sur des prie-Dieu, y voit un crime de lèse-majesté. *Le Monde*, *Libé*, *l'Obs* sonnent la charge. *Valeurs actuelles*, pour la première fois, le regarde avec une certaine bienveillance. Basile de Koch, qui tient à l'époque une chronique dans le journal, évoque, avec la drôlerie qui le caractérise, cette divine surprise. *« Donc, après Dieu, Freud ! L'auteur à succès du* Traité d'athéologie *s'apprête à balancer dans la mare un pavé suffisamment solide pour démolir la psychanalyse et renverser, du même geste, la statue de son Commandeur. Pour ma part, je n'y vois pas d'inconvénient majeur, n'ayant jamais été un freudien pratiquant, ni même croyant. Et en tant que catholique, le simple fait qu'on mette sur la sellette la psychanalyse au lieu de l'Église, par les temps qui courent, ça me fait des vacances ! »*



TOUS DROITS RÉSERVÉS

Mais Basile de Koch admet sa gêne pourtant, *« à l'idée d'"avoir raison avec Onfray" ». « Je fais comme un blocage inconscient. Il faudrait peut-être que je me fasse analyser… »*, ironise-t-il. Son a priori favorable est teinté de réserves. Car enfin, si sa lecture de Freud est aussi sérieuse que sa relecture des Écritures, n'y aurait-il pas quelques raisons de ne pas céder à trop d'enthousiasme aveugle? Notre chroniqueur a la mémoire longue. Le pardon n'est pas l'oubli.

Acte III. Michel Onfray est un homme de gauche. Il ne s'en cache pas. S'étonne →

L'université populaire de Caen, la grande fierté du philosophe, qui l'a lancée en 2002. Le but était alors de combattre "la lepénisation des esprits"...

MYCHELE DANIAU/AFP

même qu'on puisse lui poser la question, las de devoir se justifier. Il est et demeure philosophiquement de gauche. Mais il ne croit plus au personnel politique qui encombre la scène depuis cinquante ans. S'il a voté, il ne vote plus. Et ce n'est pas François Hollande et sa clique qui vont le réconcilier avec la politique.

Nous sommes en 2012. Michel Onfray s'apprête à publier *l'Ordre libertaire, la vie philosophique d'Albert Camus*. Pour les besoins de ce nouveau livre, le philosophe s'est replongé avec gourmandise dans l'œuvre complète de Camus et tombe soudain en arrêt, comme un chien devant du gibier, devant une phrase qui le prend aux tripes. *« Si la vérité devait être de droite, alors je serais de droite. »* Il la médite. Se questionne. Et se convainc bientôt de vivre selon cette maxime camusienne. *« Je suis passé de l'autre côté »*, confessera-t-il plus tard à *Valeurs actuelles*.

Les socialistes au pouvoir lui font payer cher sa liberté de penser et son refus de se laisser embrigader dans le camp du Bien pour lui préférer le camp de la Vérité. Pour s'être aventuré à considérer, lors d'un entretien accordé à *El Watan*, que *« depuis le 8 mai 1945 et la répression de Sétif et Guelma, il est prouvé que les militants de l'indépendance nationale ont souhaité tout s'interdire qui soit du côté de la paix, de la négociation, de la diplomatie, de l'intelligence, de la raison. Je vous rappelle en effet que ce sont les Algériens qui ont choisi la voie de la violence et sont à l'origine du plus grand nombre de morts du côté algérien ! »*, Michel Onfray se voit retirer le soutien du ministère de la Culture à son projet d'exposition Camus à Aix-en-Provence. Aurélie Filippetti, la ministre, plaide pour que le philosophe soit remplacé par Benjamin Stora. Michel Onfray préfère démissionner et dénonce bientôt *« la niaiserie d'une ministre qui confond usage public des crédits et punition idéologique »*. Pour la gauche, le philosophe est devenu comme un compagnon de route du Front national. Le fossé s'agrandit, mais Michel Onfray s'interdit de transiger.

Pire, en 2015, il aggrave son cas en affirmant dans une interview au *Point* : *« Je ne me sens pas proche de BHL ou d'Alain Minc, ni de Jacques Attali qui, me dit-on, sont de gauche. Faudrait-il que je me sente proche pour cela d'intellectuels de droite ? Qui sont-ils, d'ailleurs ? Concluez si vous voulez que je préfère une analyse juste d'Alain de Benoist à une analyse injuste de Minc,*

Michel Onfray en couverture de notre hebdomadaire. Rapprochements inattendus.

Attali ou BHL et que je préférais une analyse qui me paraisse juste de BHL à une analyse que je trouverais injuste d'Alain de Benoist… Les Papous vont hurler!»

Et effectivement, les Papous hurlent. Manuel Valls, alors Premier ministre, Jean-Marie Le Guen s'invitent dans les médias pour condamner le relativisme moral de Michel Onfray. La rupture est totale. Assumée. Revendiquée, même, par Michel Onfray. Qui récidive. Il ne se reconnaît pas dans cette gauche, *« la gauche mondaine, parisienne, celle de Saint-Germain-des-Prés »*, *« la gauche caviar de BHL »*, *« La gauche tellement libérale qu'elle défend la vente d'enfants en justifiant la location d'utérus des femmes pauvres pour des couples riches »*, *« la gauche de Pierre Bergé, qui estime que louer son ventre, c'est la même chose que travailler comme caissière »*.

Valeurs actuelles boit du petit-lait. Encore que Michel Onfray a quelques préventions à répondre favorablement à nos demandes d'entretien. Va pour *le Point*, *le Figaro* dont il devient un habitué. Mais l'heure est à la détente.

Acte IV. À la faveur de la complicité de Nicolas Ungemuth, grande plume du *Figaro Magazine*, qui a l'amabilité de nous prévenir qu'il déjeune en tête à tête avec Michel Onfray dans un petit restaurant italien de la rue de Provence, nous nous invitons au café pour faire sa connaissance.

L'homme est affable, courtois, aimable… bon vivant. Nous payons notre bouteille de negroamaro. La discussion se prolonge une partie de l'après-midi. Les sujets ne manquent pas. Pour quelques désaccords, combien de points de vue partagés? Mais Michel Onfray a annoncé sa retraite médiatique et le report de *Penser l'islam*. Il a fermé son compte Twitter après qu'un tweet a enflammé les réseaux sociaux. Il est devenu impossible de débattre en France. En 140 signes, du moins. Nous sommes à l'été 2016. Pour la première fois, Michel Onfray nous laisse entrevoir la possibilité d'un entretien, une fois achevée sa diète des micros. François Hollande n'a pas encore renoncé à se représenter, mais les carottes sont cuites pour l'ancien premier secrétaire du Parti socialiste. Michel Onfray fourbit ses armes… Il compte bien tenir un carnet de campagne.

Un an plus tard, quelques semaines après l'élection d'Emmanuel Macron, il publie *la Cour des miracles* et dresse en quatre-vingt-dix chapitres aussi courts qu'acérés les portraits des soi-disant princes qui nous gouvernent et de ceux qui aspirent à le faire. L'exercice relève du tir au pigeon. Michel Onfray ne rate jamais ses cibles et flingue avec une féroce allégresse la classe politique, tous plumages confondus: de la fausse insoumission de Mélenchon aux palinodies de Valls, du mentir vrai de Hollande au vrai mentir de Macron, des égarements de Marine Le Pen aux dérives de Fillon, tous en prennent pour leur grade. Il réserve sa première grande interview à André Bercoff et décroche par la même occasion la couverture de *Valeurs actuelles*.

QUAND NOMBRE DE PERSONNALITÉS DE DROITE PRÉFÈRENT FUIR LES MICROS PLUTÔT QUE PRENDRE LE RISQUE DE NOUS SOUTENIR, MICHEL ONFRAY PLAIDE NOTRE CAUSE.

Acte V. Ce qui était une rareté est devenu une habitude. Régulièrement, Michel Onfray accepte de se livrer dans *Valeurs actuelles*, sans qu'il ne craigne plus les commentaires assassins de la gauche officielle. Mieux, il n'est pas rare que le philosophe prenne des coups pour nous défendre. Au lendemain de l'affaire Obono, quand nombre de personnalités de droite préfèrent fuir les micros plutôt que prendre le risque de nous soutenir publiquement, Michel Onfray plaide notre cause sur BFM TV. Les épreuves révèlent les vrais amis. L'amitié n'empêche pas les désaccords. Elle permet que se constituent des fronts populaires. ●

Retrouvailles

Que *le soleil ne se couche pas sur votre colère*, conseille saint Paul dans sa *Lettre aux Éphésiens*. Éric Zemmour et Michel Onfray ont beaucoup dialogué ces dernières années. Ils se sont trouvé des idées communes, des regards communs, des points de divergence, aussi. Et puis la présidentielle est passée par là. Des choses ont été dites, des livres ont été écrits ou préfacés. Leur amitié, qui a toujours fermé les yeux sur quelques chamailleries, risquait cette fois de se trouver sérieusement altérée. On parlait de *« mépris »*, d'*« avilissement »*. Il fallait donc écouter le conseil paulinien et reprendre le fil de la conversation. Ce fut chose faite, dans les locaux de *Valeurs actuelles*. L'échange a duré plus de deux heures. Il fut viril, tonique, toujours courtois. Nous avons choisi de laisser les deux anciens compères parler le plus longuement, le plus librement possible. Les pages qui suivent nous apprennent beaucoup de choses sur l'un, sur l'autre et, bien sûr, sur le sujet essentiel: la France et les Français.

BARBARA VIOLLET

Michel Onfray et Éric Zemmour. Prêts à débattre.

PATRICK IAFRATE

LA GRANDE CONFRONTATION

Ils n'avaient plus débattu ensemble depuis un an et demi. L'élection présidentielle aurait pu leur offrir un combat commun. Cela n'a pas été le cas. Bien au contraire, pour Michel Onfray la campagne d'Éric Zemmour a remis en pleine lumière un de leurs vieux désaccords: la définition même du peuple français. Quelques mots ont été échangés qui n'ont fait que renforcer le malaise. Il fallait le dissiper.
Ce fut l'objet de leurs retrouvailles dans les locaux de *Valeurs actuelles*. Deux heures d'une conversation riche, intense mais courtoise, que nous vous donnons à lire dans les trente pages qui suivent.

Propos recueillis par Geoffroy Lejeune et Mickaël Fonton, avec Bastien Chappuis, Pauline Darrieus, Étiennette de La Ruffie et Elsa Lavergne.

Geoffroy Lejeune avec Éric Zemmour et Michel Onfray dans le studio de notre chaîne VA+.

Geoffroy Lejeune Avant que nous rentrions dans le vif du sujet — la question du peuple dans la campagne d'Éric Zemmour —, je voudrais vous demander d'expliquer à nos lecteurs qui est, pour vous, votre interlocuteur, quelle histoire vous lie à lui? Commençons par vous, Michel Onfray. Qui est, pour vous, Éric Zemmour?

COMPAGNONS DE ROUTE

Michel Onfray Il y a plusieurs Éric dans ma vie. Il y a celui dont je lisais les livres, que j'écoutais à la télévision, dont j'appréciais la liberté de ton, l'intelligence, la culture, la drôlerie; ça a été longtemps le seul Éric, pour moi. Nous ne nous étions alors jamais rencontrés. Après, il y a celui que j'ai côtoyé sur les plateaux de télévision, là nous étions ensemble, c'était d'abord *On n'est pas couché* (ONPC), et puis ensuite chez Christine Kelly. C'était un vrai bonheur de débattre avec lui. Nous étions d'accord sur beaucoup de sujets et en désaccord sur de nombreux autres, et je pense que ça n'a pas changé.

Et puis il y a le Éric devenu homme politique, qui est parti dans un vortex, un tourbillon, que j'ai suivi à la télévision, comme les autres. Nous avons échangé quelques textos, ce qui n'est jamais la meilleure chose à faire; j'écris trois mots, je ne sais pas quand Éric les reçoit, s'il est seul ou entouré d'une dizaine de personnes, il me fait une réponse, je ne sais même pas si c'est lui qui écrit; bref: on ne s'est pas vus, on ne s'est pas parlé, c'est plutôt l'occasion de malentendus.

Enfin il y a le Éric d'aujourd'hui; je n'ai pas encore lu son dernier livre mais j'en ai découvert les bonnes feuilles dans *le Figaro*, notamment les propos qu'il tient sur moi. De fait, j'ai préfacé l'ouvrage de Jacline Mouraud. C'est toujours sur la même question, Éric le sait, il n'a pas découvert ma pensée sur le sujet en lisant la préface, depuis le début je lui dis: il ne faut pas oublier les 50 % de gens qui ne votent plus. Il ne faut pas oublier le peuple; il ne s'agit pas de rassembler ceci ou cela, la droite, la droite et la gauche, ou même les droites, et ce faisant rassembler le peuple français.

L'expression du "bras gauche", c'était à l'occasion d'un dîner. Éric avait testé l'idée, il m'avait dit: *« Si j'y allais, qu'en penserais-tu? »* Je lui avais répondu: *« Si tu fais effectivement une candidature gaullienne, gaulliste, en rassemblant tous les Français, alors, effectivement, il y aura quelque chose à faire et je n'exclus pas d'en être, si tant est qu'il y ait bien un bras gauche »* — d'où l'expression. Éric est parti en campagne et nous n'avons jamais eu l'occasion d'en reparler précisément. Et puis je le vois récemment à la télévision (j'avoue que, quand il est là, j'ai toujours envie d'écouter ce qu'il dit), je l'écoute donc chez Ivan Rioufol, qui lui pose une question sur Jacline Mouraud — elle avait dû publier un papier dans la presse, et j'entends Éric qui demande *« Jacline qui? »*. Je me dis qu'il est en différé, il était en province...

Éric Zemmour J'étais aux Universités d'été...

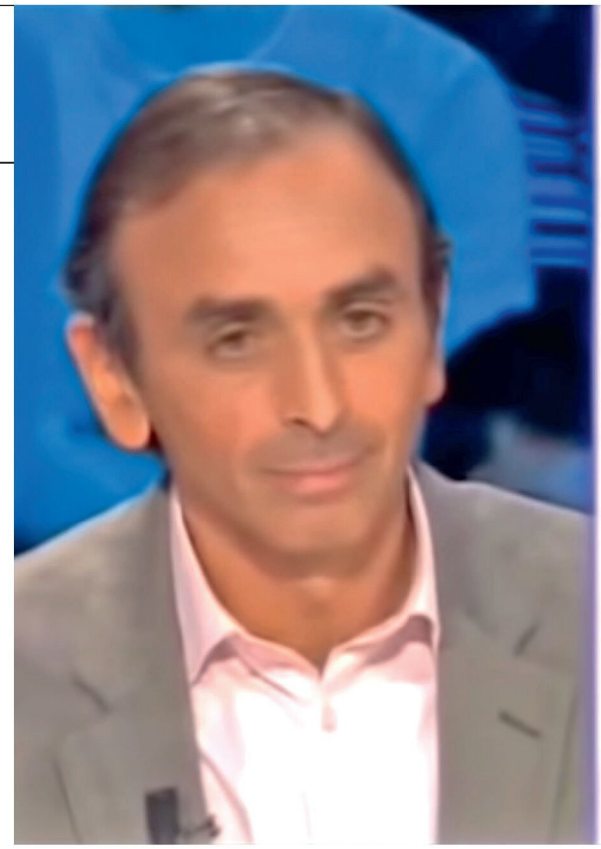
M. O. Voilà. Je me dis qu'il n'entend pas bien, avec l'oreillette, ça arrive. Ivan Rioufol repose alors la question, mais Éric avait très bien entendu, et il redit, *« Jacline qui? »*. Ivan Rioufol proteste, *« ce n'est pas ma question »* et Éric d'insister: *« C'est ma réponse. »* Et je me dis alors, *« non Éric, ça n'est pas bien »*. On est toujours sur cette logique, sinon de l'oubli au moins du mépris (ou l'inverse), d'un certain nombre de gens, ces gens qui ne votent plus car ils sont découragés. Pourtant, dès le départ, quand on m'a dit, *« mais alors, Éric Zemmour tu le connais, comment il est dans le privé, tu crois qu'il va y aller, etc. »*, je répondais que je n'en savais rien, déjà, mais ce que je veux dire c'est que je voyais de l'enthousiasme.

Et puis j'ai vu cet enthousiasme fondre comme neige au soleil et finalement disparaître pour laisser la place à des phrases du genre *« ah non, là, pas du tout, je ne voterai pas pour lui »*. Que s'est-il passé pour que cet enthousiasme débordant du départ, un enthousiasme un peu gaullien pour sa personne de débatteur, ait débouché sur ce refus? Et par ailleurs 50 % de gens ne votent toujours pas.

"QUE S'EST-IL PASSÉ POUR QUE CET ENTHOUSIASME DÉBORDANT DU DÉPART, UN ENTHOUSIASME UN PEU GAULLIEN, DÉBOUCHE SUR CE REFUS?"
Michel Onfray

➔

Éric Zemmour et Michel Onfray sur le plateau de l'émission "On n'est pas couché". Accords et désaccords.



Donc je pense qu'il y a chez Éric quelque chose du "philosophe roi" de Platon, auquel personnellement je n'ai jamais cru, c'est une impossibilité dans les faits ; si on est philosophe et qu'on devient roi, on cesse d'être philosophe, et si on est roi et qu'on devient philosophe, on cesse d'être roi ; l'idée de dire *« on va pouvoir faire les deux »* est difficilement tenable ; il y a du philosophe chez Éric, je l'ai dit dès le départ, c'est le fil rouge de ses livres, de sa présence chez Ruquier, mais à un moment il faut faire le deuil de l'un ou de l'autre et trouver une autre formule ; je pense que la formule c'est de se faire le capteur de l'énergie d'un peuple qui est oublié.

E. Z. C'est un peu la même chose, pour moi. J'ai connu Michel en lisant quelques-uns de ses livres, j'avais lu un de ses premiers, à l'époque j'étais au *Quotidien de Paris*, j'avais beaucoup aimé, sur la nourriture…

M. O. *Le Ventre des philosophes.*

E. Z. C'est ça. J'avais beaucoup aimé. Je le retrouve donc face à moi à ONPC pour son livre sur Freud ; je me souviens que j'avais été très séduit par la thèse iconoclaste, j'avais aussi quelques petits désaccords déjà, on s'accroche donc un peu mais ce qui m'amusait surtout, c'était de le voir, lui qui était plutôt dans l'idéologie dominante des années 1980-1990, cette gauche libertaire qui avait seule droit de cité, se retrouver ainsi aux prises avec ses anciens amis, qui lui tapaient dessus comme des brutes ; alors je lui disais *« bienvenue au club »* puisque moi aussi j'avais l'habitude de me faire taper par les mêmes. Ça m'amusait de le voir ainsi et je crois d'ailleurs qu'il a compris beaucoup de choses dans cette controverse, avec certains de ses anciens amis ; et puis on s'est liés, on s'est rencontrés, quand il venait à Paris on essayait de déjeuner, de dîner.

M. O. Un seul dîner, non ?

E. Z. Ah un seul, vous êtes sûr ? Peut-être. C'est parce que c'était intense, j'avais l'impression qu'il y en avait eu plusieurs… *[Rires]* Bref, et puis il y a eu ces débats — là ils furent nombreux — chez Christine Kelly avec des points d'accord, des points de désaccord…

"IL Y A DU PHILOSOPHE CHEZ ÉRIC, JE L'AI DIT DÈS LE DÉPART, C'EST LE FIL ROUGE DE SES LIVRES, MAIS À UN MOMENT IL FAUT FAIRE LE DEUIL DE ÇA ET TROUVER UNE AUTRE FORMULE."
Michel Onfray

Et j'ai pensé que nos points d'accord étaient plus importants que nos points de désaccord ; j'ai pensé que notre diagnostic global, notre crainte quant à l'inéluctabilité de la mort de notre civilisation, tout ceci était plus important et que cela nous emporterait tous les deux dans le même combat ; cela n'exclut pas les désaccords — j'en ai encore avec des personnes qui me soutiennent, même parmi celles qui m'ont rejoint à Reconquête !, sur les retraites, par exemple — mais je pense que le plus important, c'est ça, la mort de notre civilisation, de notre peuple, de notre nation, en France.

Bon. Il n'a pas estimé que c'était le cas ; il a pensé que nos désaccords étaient plus importants, et que, comme il dit, j'avais oublié le peuple — on va en parler. Avant cela, revenons rapidement sur Jacline Mouraud : en méprisant comme vous dites Jacline Mouraud ce n'est pas le peuple que je méprise. Jacline Mouraud n'est pas le peuple, elle ne représente pas le peuple ; maintenant que je la connais mieux, je peux dire qu'elle représente la quintessence de l'opportunisme en politique, de la cupidité et de l'ingratitude. Voilà ce qu'est Jacline Mouraud, voilà ce que je voulais exprimer en disant *« Jacline qui ? »* Je précise que Jacline Mouraud, quelques jours avant le premier tour, m'encensait encore dans ses discours, expli-

FRANCE 2

quait que j'avais tout compris au peuple, et que c'était moi qui parlais le mieux à la ruralité, à la France périphérique, etc.

Je continue de penser, je le lui ai dit, et je ne suis pas le seul à le penser, que Michel Onfray s'est avili en rédigeant la préface d'un livre indigne. C'est son problème, ce n'est pas le mien. Je pense qu'à côtoyer Jacline Mouraud, on s'abaisse. Mais chacun décide comme il veut.

En revanche je n'ai nullement méprisé le peuple — mais je crois que c'est la question de fond. Qu'est-ce que le peuple? Qu'est-ce que le peuple français? On peut discuter pendant des heures. Est-ce que c'est toute la nation? Est-ce que ce sont les classes populaires? Est-ce que ce sont les gens qui gagnent moins de tant ? Est-ce que ce sont, comme le dit Michel, les 50 % de gens qui ne votent plus? D'ailleurs ce n'est pas 50 %, en vérité. Pour la présidentielle, il reste 25 % de gens qui ne votent plus. C'est pour les autres élections que la participation chute. Les Français ont intériorisé la Ve République. Ils savent que l'élection du président de la République est l'élection fondatrice et la "clé de voûte", comme on nous apprenait jadis, et que toutes les autres dépendent de ça. Donc oui, ils votent peu, mais ils votent encore relativement beaucoup pour la présidentielle.

Deuxièmement, rassembler. Michel dit *« la démarche gaullienne c'est rassembler »*. C'est là qu'on a un désaccord de fond, historique. Le général de Gaulle a rassemblé quand il était au pouvoir, mon cher Michel. Quand il n'était pas au pouvoir il a été implacable avec ses adversaires, implacable avec les vichystes et les collabos, implacable avec les partisans de l'Algérie française (je ne parle même pas de l'OAS!), implacable jusqu'à la cruauté avec les harkis, parce qu'il ne voulait pas que son village devînt Colombey-les-deux-mosquées, selon la formule célèbre. Donc rassembler, ce n'est pas vrai. C'est vrai qu'il disait *« je ne suis pas de droite, je ne suis pas de gauche, la France c'est la droite et la gauche »*. Certes. Sauf qu'il a toujours été associé par la gauche à la droite. J'ai retrouvé une affiche absolument magnifique du Parti communiste, une affiche de 1958, avec le général de Gaulle bâillonnant Marianne et où on pouvait lire: "Le fascisme c'est lui". Donc voilà: le général de Gaulle, c'était la droite.

J'ai revu récemment une vieille émission d'*Apostrophe* avec Bernard Pivot. L'invité était Pierre Mendès France. C'était intéressant, le bonhomme dispose quand même d'une certaine stature intellectuelle et à un moment — j'ai pensé à vous Michel — il dit: *« La politique du général de Gaulle, c'est une politique réactionnaire. »* Réactionnaire! Il ne dit même pas de droite. On pourrait aller plus loin, d'ailleurs, avec le général de Gaulle.

Je reviens sur le "bras gauche" et après je laisserai parler Michel. Je me souviens d'une discussion, lors du fameux dîner, où j'ai expliqué à Michel comment ça devrait se passer une politique vraiment gaullienne; je lui dis notamment: *« On ne peut plus faire une politique de relance socialiste, la consommation, on a déjà beaucoup trop insisté sur ça. »* Et il me répond: *« Oui, c'est très juste, il faudrait insister sur la participation. »* Eh bien je vous invite, et j'invite tous les gens qui nous lisent à regarder mon programme de la présidentielle. La participation est un des enjeux majeurs de la politique économique et sociale de mon programme. On lui laissait vraiment une part énorme. D'ailleurs je me rappelle que mon équipe économique me disait *« c'est un peu la panique »*, parce qu'on permettait à beaucoup de salariés, y compris dans les petites struc-

"JE VOUDRAIS SIMPLEMENT DIRE, POUR REVENIR À CETTE QUESTION DU PEUPLE QUE, POUR MOI, LE PEUPLE C'EST TOUT LE PEUPLE FRANÇAIS."
Éric Zemmour

→

AKG-IMAGES / ULLSTEIN BILD

Le général de Gaulle. Une figure que tout le monde revendique sans jamais y projeter les mêmes choses.

tures, de prendre de la participation, et que certains petits patrons qu'on côtoyait faisaient un peu la tête… Donc il est faux de dire que j'ai oublié mon "bras gauche".

Maintenant on peut aussi avoir une discussion économique : la politique du général de Gaulle, par exemple, ce n'est pas du tout une politique socialiste. Ce n'est pas une politique de gauche. Je voudrais simplement dire, pour revenir à cette question du peuple que, pour moi, le peuple c'est tout le peuple français. Ce ne sont pas seulement les classes populaires. Ce ne sont pas seulement les gens qui gagnent moins de 2 000 euros par mois. C'est tout le peuple. Et j'aime le peuple français. Comment ne pas l'aimer ? D'abord j'en viens, comme Michel Onfray du reste, je viens des classes populaires. J'ai voulu m'assimiler à ce peuple de toutes mes forces. J'aime sa culture, ses mœurs, son humour. En vérité je vous le dis, je ne comprends même pas cette critique que l'on me fait, ce supposé mépris du peuple.

LA FIGURE DU GÉNÉRAL

M. O. On ne va pas aller dans le détail sur le général de Gaulle, mais enfin on pourrait…

E. Z. Alors là, avec plaisir !

M. O. Je suis partant pour un débat d'une heure sur le général de Gaulle, il n'y a aucun problème…

E. Z. Moi aussi.

M. O. Eh bien, par exemple, je ne crois pas qu'on puisse dire que le général de Gaulle n'a voulu l'union que quand il est arrivé au pouvoir…

E. Z. Mais si !

M. O. Le 18-Juin c'est un appel à tout le monde ! Il ne dit pas *« j'appelle la droite »*, et…

E. Z. Il est condamné à mort, il est tout seul, il ne rassemble personne.

M. O. Je voudrais juste pouvoir continuer.

E. Z. Pardon.

M. O. Juste pour dire qu'effectivement, il y aurait au moins deux façons d'être de droite, pour le coup, puisqu'il est condamné à mort par Vichy !

E. Z. Il y a beaucoup de gens de gauche à Vichy !

M. O. Je sais. Et il y a beaucoup de gens d'extrême droite qui ont répondu au général de Gaulle au moment de l'appel du 18-Juin…

E. Z. Absolument. Autour du général de Gaulle, il y a beaucoup de gens d'extrême droite aussi.

M. O. Je voudrais pouvoir finir une phrase. Quand le général de Gaulle fait l'appel du 18-Juin, c'est un appel à l'union. Il ne dit pas *« j'appelle les gens de droite, j'appelle les gens de la droite de la droite, j'appelle les communistes, j'appelle les socialistes »*. Il ne dit pas ça. Il dit *« j'appelle les Français »*. Donc les Français, c'est effectivement une occasion pour lui de dire que l'on ne s'adresse pas à la droite ou à la gauche particulièrement. Je ne voudrais pas qu'on passe tout notre temps là-dessus mais il est clair qu'on peut sortir les phrases du général de Gaulle de leur contexte ; rien qu'avec *C'était de Gaulle* de Peyrefitte, on peut dire *« regardez-moi ça, aujourd'hui il ne serait même pas au Rassemblement national, il serait complètement d'extrême droite, islamophobe, raciste, xénophobe… »*

G. L. Misogyne !

E. Z. Mais absolument !

M. O. Misogyne, phallocrate, tout ce qu'on veut.

E. Z. On peut, c'est la vérité.

M. O. C'est un peu comme avec Nietzsche, je ne considère que les textes qui ont été dûment estampillés par Nietzsche de son vivant pour pouvoir parler de lui, plutôt que d'exhumer des fragments posthumes qui disent ceci ou cela. Peyrefitte c'est formidable, mais ces choses-là ont été publiées après la mort du Général, c'est une version sans contre-version. Je ne dis pas que le général de Gaulle n'a pas dit tout ça, je dis simplement que je ne le prends pas trop en considération. Pour moi, ça ne suffit pas. Je mets ça de côté. J'ai, comme vous, lu l'œuvre complète du général de Gaulle, les discours, les messages. Je pense avoir tout lu. Je n'ai rien trouvé qui ressemble à tout ça : racisme, xénophobie, etc.

La vérité est que tout le monde tient des propos qui pourraient, d'une manière ou d'une autre, être assimilés à de la xénophobie, de l'homophobie. C'est une question de contexte. Si vraiment on est dans la transparence totale, ça peut donner des absurdités du genre : *« Il y a machin qui dit que le cuisinier du Général l'a entendu dire " je n'aime pas cette nourriture de bicot ", il a dit "bicot", vous vous rendez compte, le général de Gaulle était un raciste. »* Bref ! Tout ceci pour dire qu'il y a un corpus et que, dans ce corpus, il est possible de considérer, je l'admets, que sur le premier temps du général de Gaulle, c'est-à-dire le de Gaulle stratège, il n'a pas eu le souci de rassembler les Français.

E. Z. Ah !

M. O. Oui, il est dans des logiques de tanks, d'avions, de stratèges.

E. Z. Même avant, Michel. Dans les années 1930, il est isolé, il veut convaincre.

M. O. Il est tout seul. Sauf à être fou, un type ne peut pas dire : « Je veux réunir la totalité des Français », alors qu'il n'est rien du tout.

E. Z. Je ne vous le fais pas dire.

M. O. On ne peut pas dire qu'il n'a voulu l'union que lorsqu'il était au pouvoir — ce qui, d'ailleurs, entre nous, ne serait déjà pas si mal !

E. Z. Je suis d'accord.

M. O. Quand il démarre cette aventure de la Résistance il n'est pas au pouvoir mais il est déjà dans cette logique du rassemblement. *« Je ne regarde pas qui vient, venez ! »* Voilà ce qu'il dit. La preuve, c'est qu'il finit par accepter Thorez dans son gouvernement, il finit par accepter Mitterrand, malgré son passé de cagoulard. Il accepte des gens qui ne sont vraiment pas terribles. Mendès France, dont vous parliez tout à l'heure, ce n'est pas un modèle de vertu. Je sais bien qu'il y a une espèce de mythologie chez les sociaux-démocrates qui se cherchent des cerveaux ; ils n'en ont pas beaucoup, donc ils en ont trouvé un, soit ! Mais si vraiment on va dans le détail, ce n'est pas terrible. Oublions donc Mitterrand, Mendès. Pour revenir à la question du peuple, si on dit que le peuple c'est l'ensemble de la nation, alors Macron fait partie du peuple ? Élisabeth Borne fait partie du peuple ?

E. Z. Mais bien sûr !

M. O. Donc personne ne fait partie du peuple puisque tout le monde en fait partie !

E. Z. C'est le peuple français.

M. O. Dans ce cas-là c'est un concept, rien qu'un concept. Si c'est tout le monde, ce n'est personne.

E. Z. Je ne suis pas d'accord.

À LA RECHERCHE DU PEUPLE PERDU

M. O. Un jour, sur le plateau de Laurent Ruquier, Yann Moix me sort : *« Le peuple, ça n'existe pas. »* Je souris, je lui dis que c'est très tendance de dire ça. Il me demande une définition. Je propose alors : *« Ceux sur lesquels le pouvoir s'exerce. »* C'est arbitraire, j'en conviens, on peut très bien ne pas souscrire à cette définition ou proposer autre chose. Dans les colonnes du *Figaro*, j'ai parlé du peuple *"old school"*, le peuple "à l'ancienne". C'est celui qui trime et

"POUR REVENIR À LA QUESTION DU PEUPLE, SI ON DIT QUE LE PEUPLE C'EST L'ENSEMBLE DE LA NATION, ALORS MACRON FAIT PARTIE DU PEUPLE ? ÉLISABETH BORNE FAIT PARTIE DU PEUPLE ?"
Michel Onfray

➔

PHOTOS : PHOTO12 VIA AFP - CCI/BRIDGEMAN IMAGES

à qui on dit : *« Tu vas t'en prendre plein la figure mais on va tout de même te flatter. »* Vous connaissez magnifiquement la Révolution française, on a eu des débats sur les girondins, les montagnards, sur Robespierre, car Éric est robespierriste, il faut le rappeler, il est jacobin, figurez-vous…

E. Z. Je ne suis pas robespierriste !

M. O. Allons, je vous ai lu, il y a des pages très élogieuses sur Robespierre. Vous le réhabilitez.

E. Z. Je dis simplement que Robespierre, au moment du Comité de salut public, a gagné la guerre contre tous les pays européens, guerre déclenchée par vos amis girondins. C'est tout ce que je disais.

M. O. Peu importe. Mon propos était de dire qu'au moment où sont proclamés les grands idéaux, liberté, égalité, fraternité, au moment où on convoque les États généraux, où on décrète l'abolition des privilèges, où l'on proclame la République, il y a des gens qu'on appelle les enragés qui disent que tout ça, c'est formidable, mais que ce qu'ils veulent, eux, c'est de pouvoir manger, de pouvoir s'éclairer. Ils disent en substance : *« On est peut-être libres devant la loi, devant le droit, très bien, formidable on n'est plus des sujets du roi, on est des citoyens de la République. Mais on a toujours faim, on a toujours besoin de lait pour nos enfants, on a toujours besoin de chandelles, on a toujours besoin de vêtements, on a toujours besoin de nourriture et on n'a pas ça. Vous nous avez peut-être donné des idées, la liberté, l'égalité, la fraternité, ça nous fait une belle jambe : on a faim. »*

Et je dis simplement qu'aujourd'hui, il y a des gens qui sont dans la même situation. Ils ont faim et ils ont en face d'eux des robespierristes — Mélenchon n'a jamais caché sa passion pour Robespierre. Les gens font des économies de dentifrice, de savon, de produits de première nécessité, des protections périodiques, des couches pour les enfants. C'est ça, la réalité. Et je veux dire qu'entre Macron qui n'a pas de problème de savon ou de dentifrice, et ceux qui ont ce genre de problèmes, et que je n'ai pas inventés, il y a une distance, un écart. Il y a un peuple *old school*, et j'aimerais qu'on lui parle, j'aimerais qu'on s'en souvienne, j'aimerais qu'on sache qu'il existe. J'aimerais qu'on puisse lui dire : *« Il y a l'État, il y a la nation, il y a la France, l'histoire de France, une nation formidable, avec une culture fantastique, mais rassurez-vous : je ne vais pas oublier votre savon et votre dentifrice. »*

E. Z. Michel, vous prenez des choses qui sont contradictoires. Vous évoquez la haute figure du général de Gaulle, vous dites qu'il a rassemblé, et vous faites dans la lutte des classes. C'était le contraire du message du général. Vous dites *« il y a les classes populaires et il y a les élites »* et vous ajoutez *« il y a un affrontement »*. C'est moi qui suis beaucoup plus gaullien que vous, parce que justement, je refuse la lutte des classes. Et c'est exactement le message du général de Gaulle. Et même au sujet du social, vous faites comme si le social appartenait à la gauche ou à la sensibilité socialiste ou à la vôtre.

Non. Vous savez très bien que dès le XIX[e] siècle, c'est la droite, et même parfois l'extrême droite, comme on disait à l'époque qui, par l'Église, s'enquiert du social. C'est elle qui, la première, essaie de trouver des solutions. C'est même un homme très à droite, le chancelier Bismarck, qui invente le premier système d'assurance sociale. Donc ce n'est pas la gauche, le social. Et le peuple non plus. Et le peuple ce n'est pas seulement les classes les plus pauvres. Moi, je

"C'EST UN HOMME TRÈS À DROITE, LE CHANCELIER BISMARCK, QUI INVENTE LE PREMIER SYSTÈME D'ASSURANCE SOCIALE. DONC CE N'EST PAS LA GAUCHE, LE SOCIAL. ET LE PEUPLE NON PLUS."
Éric Zemmour

suis contre la lutte des classes. C'est une première chose qui nous distingue.

M. O. Oui !

E. Z. On est d'accord ?

M. O. Oui, j'ai dit oui. Je crois à la lutte des classes. Et le général de Gaulle aussi.

E. Z. Non, le général de Gaulle souhaitait justement conjurer la lutte des classes. Excusez-moi.

M. O. Ah ! Comment peut-on faire pour conjurer…

E. Z. On conjure la lutte des classes avec la sécurité sociale, avec les assurances sociales, avec…

E. Z. Éric, vous êtes en train de dire : *« Il ne croit pas à la lutte des classes, il veut la conjurer. »* On ne conjure pas quelque chose qui n'existe pas !

E. Z. Je veux dire par là qu'il veut la conjurer parce que…

M. O. Parce qu'elle existe !

E. Z. Non, pas seulement. Bien sûr, il y a toujours eu des affrontements de classe, ça a toujours existé. Pas seulement entre les plus pauvres et les plus riches, d'ailleurs. Entre la bourgeoisie et l'aristocratie il y a une lutte des classes qui a duré des siècles.

M. O. Oui.

E. Z. Donc ce n'est pas seulement une question de revenus. Je vous dis deux choses. Un : le général de Gaulle ne voulait pas de la lutte des classes, il était contre. Deux : il était contre le désordre. Quand vous encouragez les manifestations contre la réforme des retraites, par exemple, vous êtes contre le message du général de Gaulle, qui détestait la chienlit. Et sur Peyrefitte, c'est trop facile. Vous savez très bien que Peyrefitte ne ment pas. Je vais même aller plus loin : tout ce qui est dans Peyrefitte est ailleurs. Tout. Mais tout. La forme est plus soignée, mais c'est la même chose. Il y a tout.

Sur l'Algérie, sur le fait qu'il ne veut pas d'une population musulmane parce qu'il pense qu'elle ne peut pas s'assimiler au peuple français, tout ça se trouve dans d'autres textes. Sur l'économie, par exemple. Vous dites que vous avez tout lu. Dans ce cas-là vous devez avoir lu les Mémoires d'espoir et les 25 ou 30 pages consacrées au programme économique. Et si vous l'avez lu, vous devez reconnaître que c'est très proche de ce que j'ai fait durant cette campagne. C'est un programme économique qui appelle à l'effort. À l'effort. Sous le général de Gaulle, Michel Onfray, la retraite est à 65 ans et l'espérance de vie à 69. On en est loin, n'est-ce pas ? Il est pour la monnaie forte, il est pour l'équilibre budgétaire…

M. O. Mais qui serait contre ?

E. Z. Eh bien vous !

M. O. Non.

E. Z. Mais si ! Vous dites qu'on ne peut pas. Excusez-moi mais, pourquoi passe-t-on de 62 à 64 ans ? C'est uniquement pour essayer de limiter les déficits énormes qui sont les nôtres. On a 3000 milliards d'euros de dettes, Michel ! Le général de Gaulle détesterait cela !

"JE SUIS SIDÉRÉ DE VOUS TROUVER DU CÔTÉ DES MAASTRICHTIENS SUR CETTE AFFAIRE… PARCE QUE LA QUESTION DES RETRAITES C'EST TRÈS EXACTEMENT ÇA…"
Michel Onfray

UN ENNEMI NOMMÉ MAASTRICHT ?

M. O. Je suis sidéré de vous trouver du côté des maastrichtiens sur cette affaire… Parce que la question des retraites c'est très exactement ça : on enlève la gestion…

E. Z. Mais quel rapport avec Maastricht ?

M. O. Le rapport est que ça vient de là, très précisément.

E. Z. Je répète : quel rapport ?

M. O. Je pense que c'est la ligne de partage entre la droite et la gauche. Ceux qui nous disent qu'il faut absolument travailler plus et ceux qui disent qu'on peut trouver d'autres formes, d'autres solutions.

E. Z. Mais quelles solutions, Michel Onfray ? Quelles solutions ?

M. O. On peut taxer autrement.

E. Z. Ah oui, on peut faire payer les plus riches, c'est vrai.

M. O. Non, pas faire payer les riches.

E. Z. Mais si, c'est ça votre truc, alors que vous disiez le contraire il y a quelques années.

M. O. Comment ça ?

E. Z. Vous disiez que ce n'était pas la peine de faire payer les riches, que c'était insuffisant. J'ai retrouvé des formules…

M. O. Je n'ai pas dit que ce n'était pas la peine, j'ai dit que ça n'était pas suffisant. Ce n'est pas exactement la même chose. J'ai dit surtout qu'il y avait une autre organisation du travail, une autre organisation de la société…

E. Z. Mais ça, c'est autre chose, on peut être d'accord avec ça…

M. O. Et que ni chez vous ni chez Mélenchon d'ailleurs, il n'y avait de propositions allant en ce sens.

E. Z. Ce n'est pas vrai.

M. O. Parce que quand on est en train de dire : *« L'Europe est en train de faire tout ça, il faut que nous fassions exactement la même chose »*, et que…

E. Z. Pas du tout.

M. O. Je voudrais pouvoir finir cette phrase. Je vous ai longtemps écouté, je ne vous interromps pas.

E. Z. Allez-y, allez-y !

M. O. J'essaie justement de dire que cette réforme est contestable. Or, quand Marine Le Pen propose de faire une motion de censure, Mélenchon préfère faire passer la loi de Macron que de voter avec le fascisme. Je dis qu'on n'a pas le souci du peuple dans cette aventure. Et pour reprendre la question de la généalogie de cette réforme, que la gauche aurait de toute façon mise en œuvre si elle avait été au pouvoir, que Les Républicains auraient mise en œuvre s'ils avaient été au pouvoir, et que vous auriez vous aussi mise en œuvre…

E. Z. Pas comme ça mais oui, j'aurais relevé l'âge.

M. O. Eh bien les maastrichtiens auraient été heureux !

E. Z. *[Soupir]* Michel Onfray…

M. O. Je finis, je vais faire court.

E. Z. Allez-y.

M. O. Enlever la gestion des retraites aux syndicats pour les remettre aux fonds de pension qui, eux, sont propriétaires de notre propre dette… Vous pouvez soupirer mais je veux dire…

E. Z. Mais vous mélangez tout ! Et c'est faux, surtout, c'est faux !

M. O. Je voudrais pouvoir aller jusqu'au bout de ma démonstration pour que vous puissiez dire qu'elle est fausse.

E. Z. Je vous en prie.

"QUAND MARINE LE PEN PROPOSE DE FAIRE UNE MOTION DE CENSURE, MÉLENCHON PRÉFÈRE FAIRE PASSER LA LOI DE MACRON PLUTÔT QUE DE VOTER AVEC LE FASCISME."
Michel Onfray

BARBARA VIOLLET

M. O. Je dis simplement que ça faisait partie du projet des gens qui défendent Maastricht et que quand on n'est pas *"Frexiter"*, on ne peut rien faire. Vous n'auriez rien pu faire si vous aviez été au pouvoir. Ce n'est pas comme ça que ça se passe. C'est eux qui ont le pouvoir. Et je pense que le général de Gaulle était souverainiste, c'est toute la différence.

E. Z. Il n'était pas souverainiste.

M. O. La politique économique et monétaire du général est souverainiste. Et je pense que ce n'est pas exactement la même chose avec ceux qui, aujourd'hui, vont demander leur feuille de route à Bruxelles, qui elle-même la sollicite auprès de Washington, voire éventuellement un peu plus à l'ouest encore, en Californie, auprès des Gafam, puisqu'aujourd'hui c'est là que ça se passe.

G. L. J'interviens un instant pour aller dans le sens de Michel Onfray ; une des choses qui expliquent peut-être sa désillusion à votre sujet, entre le début de la campagne et maintenant, c'est ce que vous expliquez dans votre livre, Éric Zemmour, à savoir que vous avez changé de points de vue sur ces sujets-là.

E. Z. Sur quoi ? Sur Maastricht ?

G. L. Sur la hiérarchie, je veux dire.

E. Z. Je suis d'accord. Maastricht, c'est il y a trente ans. Michel Onfray, vous êtes comme l'armée française qui, en 1940, faisait encore la guerre de 1914.

M. O. Ce n'est pas il y a trente ans, c'est *depuis* trente ans.

E. Z. Oui mais il y a trente ans, quand même. Depuis, la hiérarchie a changé. Moi je pense que le point essentiel, c'est la survie du peuple français. Le peuple français dans sa totalité. Mais je vais y revenir. Maintenant sur Maastricht : ce n'est pas parce que la Commission nous oblige à le faire que je souhaite le report de l'âge de départ à la retraite. Est-ce que la Suisse est dans l'Union européenne ? Non, et la retraite est à 65 ans. Est-ce que les États-Unis sont dans Maastricht ? Non. Je le souhaite parce qu'il le faut.

M. O. Les Suisses ont voté pour la retraite.

E. Z. Certes. Mais ils ont voté pour quoi ? Pour 65 ans. On commerce avec les autres pays, Michel. On est en rivalité avec eux. Si les Italiens travaillent jusqu'à 67 ans, si les Allemands travaillent jusqu'à 67 ans, ce n'est pas parce que Maastricht les y oblige comme vous dites, c'est qu'ils ne peuvent pas, eux non plus, tenir leur modèle de retraites avec de moins en moins d'enfants, de plus en plus de gens âgés et de retraités. C'est mathématique. Ce ne sont pas des ordres. Entre parenthèses, c'est ce que dit le général de Gaulle dans ses *Mémoires d'espoir*. Il faut s'adapter à son temps. Et sur vos fonds de pension, c'est justement le contraire. Les fonds de pension, c'est dans le cadre d'un système de capitalisation où chacun épargne pour soi et donne à un fonds de pension.

Là, on fait le contraire. Si on augmente l'âge de la retraite, c'est justement pour essayer de préserver ce fameux système de répartition. D'ailleurs c'est nécessaire mais non suffisant. Je l'ai dit et je le redis, il y a toute une politique globale à revoir et, ne vous en déplaise, on devra parvenir à une forme de capitalisation. C'est obligatoire.

M. O. Eh bien voilà !

E. Z. Mais Michel ouvrez les yeux : votre retraite ne sera pas payée. La mienne non plus — on a le même âge. Vous verrez. Si on n'a pas ce système-là, global, il faut de toute urgence une politique familiale pour avoir plus de gens qui cotisent. Il faut aussi une politique de réindustrialisation parce que la part de notre industrie dans le PIB est à 10 % quand les Allemands sont à 20-25 %. Et je finis sur Maastricht. Je

Michel Onfray avec humour : "Je voudrais pouvoir aller jusqu'au bout de ma démonstration pour que vous puissiez dire qu'elle est fausse."

→

finis sur l'Europe. Récemment, je ne sais pas si vous avez suivi ça, les Allemands ont dit à la Commission de Bruxelles qu'ils allaient passer outre son ordre de supprimer le moteur thermique en 2035…

M. O. Mais précisément ce sont les Allemands, ce ne sont pas les Français. L'Europe de Maastricht est allemande.

E. Z. Mais pourquoi est-elle allemande ?

M. O. Parce qu'on a laissé faire.

E. Z. Merci. Et pourquoi on a laissé faire ? Je vais vous dire pourquoi. Parce qu'on a des dirigeants qui se couchent. Et pourquoi ils se couchent ? Vous voulez savoir ? Vous en avez déjà parlé avec eux ? Ils se couchent parce qu'avec 3 000 milliards d'euros de dettes, ils sont terrorisés à l'idée que les marchés financiers ne nous prêtent plus un sou. Ils se disent que l'Allemagne nous protège et qu'il faut donc se coucher devant l'Allemagne. C'est uniquement parce que l'on a 3 000 milliards de dettes qu'on a laissé courir. On a un système social à 800 milliards d'euros de dépenses, Michel ! 800 milliards !

“QUAND LE PAYS EST EN DANGER DE MORT, LE CLIVAGE N'EST PAS ENTRE CLASSES SOCIALES, MAIS ENTRE LES FRANÇAIS ET L'ÉTRANGER.”
Éric Zemmour

M. O. Oui, je sais. Mais je vous dis, ça fait trente ans que ça dure et ça n'est nullement un combat d'arrière-garde…

E. Z. Ça n'a rien à voir avec la Commission de Bruxelles, ça Si les Allemands lui mettent des claques, à la Commission, c'est parce qu'ils ne sont pas endettés, ils sont forts. Et nous on se couche parce qu'on est terrorisés…

M. O. Parce qu'on a tout fait pour qu'ils soient forts !

E. Z. Eux aussi, ils ont tout fait pour être forts. Ils ont gardé leurs industries ! Ce n'est pas Maastricht qui les en a empêchés. Ils ne se sont pas endettés. Ce n'est pas Maastricht qui les y a obligés. Nous, on a pris les contraintes de Maastricht et, en même temps, on a fait n'importe quoi. Voilà pourquoi nous en sommes là, et voilà pourquoi je dis que notre situation n'a rien à voir avec Maastricht.

M. O. Ça a tout à voir. C'est ce qui sépare un homme de droite d'un homme de gauche, un maastrichtien de quelqu'un qui ne l'est pas.

E. Z. Vous voulez savoir ce que je pense ? Je pense que vous cherchez, à chaque fois, des sujets de diversion pour ne pas voir le sujet fondamental, qui est le conflit de civilisation.

M. O. Mais parlons-en ! Nous y sommes. C'est un conflit de civilisation avec Maastricht.

E. Z. Ah mais non ! Avec Maastricht ce n'est pas un conflit de civilisation, excusez-moi.

LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE PATRIOTE

G. L. On va parler de la civilisation mais, si vous le voulez bien, finissons sur la question du peuple, parce que vous en avez, je crois, une définition différente. Éric Zemmour, dans votre dernier livre vous expliquez que le peuple c'est tout le monde, notamment pour répondre à la critique selon laquelle vous n'auriez comme électorat que ce qu'on appelle la…

E. Z. La bourgeoisie patriote. Ce que j'appelle, moi, la bourgeoisie patriote. Mais c'est faux.

G. L. Et qu'on présente comme la bourgeoisie radicalisée quand on veut la critiquer.

E. Z. Oui.

G. L. Jacline Mouraud de son côté fait, en gros, passer le peuple pour les “gilets jaunes”, dont elle était porte-parole, et on dirait que vous n'arrivez pas à vous entendre. Pourtant sur la question des retraites, par exemple, la philosophie qui est derrière vos deux discours de Lille n'est pas hostile aux “gilets jaunes”.

E. Z. Bien au contraire ! D'ailleurs je n'ai pas que des bourgeois qui ont voté pour moi. J'ai aussi des classes populaires. J'ai aussi des gens modestes. J'ai de toutes les classes sociales. Ce que je voulais c'est sortir justement de ce clivage, parce que je pense que, quand le pays est en danger de mort, le clivage n'est pas entre classes sociales, mais entre les Français et l'étranger. Entre les Français et ceux qui ne veulent pas nous ressembler, qui veulent nous

JOLY VICTOR/ABACA

Éric Zemmour en meeting au Trocadéro.

imposer une autre civilisation. C'est ça, le clivage aujourd'hui.

C'est la question de l'islam, plus précisément de l'islamisation de notre pays, et c'est bien plus important que les questions d'affrontements entre classes. Je ne dis pas que ça n'existe pas mais je dis que dans les classes populaires comme dans ce que j'appelle la bourgeoisie patriote, il y a le même sentiment d'urgence pour l'existence de notre pays. Et je voulais rassembler ces gens-là.

Ça ne veut pas dire que je n'ai pas de politique sociale, je vous le répète : le social n'appartient pas à la gauche. Le social ce n'est pas seulement distribuer des chèques, le social c'est aussi produire, produire davantage — c'est pour ça que je suis pour le relèvement de l'âge de la retraite, pour produire davantage. Nous nous appauvrissons, nous nous tiermondisons. Et ensuite, pour diminuer les charges de l'État, pour diminuer les taxes, parce que c'est aussi pour ça que les gens ont du mal. C'est parce qu'on est le pays le plus taxé au monde. Et ce n'est pas en agitant la lutte des classes que l'on résout cela.

M. O. Il faudrait reprendre plein de choses. Je vous ai laissé parler quand vous disiez que la justice, au XIXe siècle, c'était l'Église, alors que l'Église c'est la charité, donc le contraire de la justice. Quand vous dites qu'il y avait des hôpitaux, des écoles, mais évidemment ! Il n'y avait pas la possibilité pour les autres de faire ça. Comment auraient-ils pu payer ou financer ce genre d'écoles ? Il y a un moment donné où il faut arrêter. Je lisais l'autre jour que le christianisme a inventé la laïcité, le christianisme a inventé le féminisme, le christianisme a inventé la justice. Il faut se calmer !

Je crois que tout ça a été inventé en réaction au christianisme et que, effectivement, ce sont les pensées laïques, les pensées des philosophes, les pensées rationnelles qui rendent possible le surgissement de quelque chose qui est une alternative à la charité. On retourne à la charité aujourd'hui. On fait des politiques de chèques. Vous avez des problèmes avec le dentifrice, avec le savon ? On va vous faire un chèque de consommation…

E. Z. Je suis d'accord.

M. O. Vous avez des problèmes avec l'essence ? On va vous faire un chèque… L'Église doit trouver tout ça formidable. C'est son principe, à l'Église. C'est le contraire de la justice. La justice, c'est de donner des salaires dignes à des gens qui ont des travails dignes et de rendre possible la dignité du travail. Je pense que la question ce n'est pas le PIB ou ce genre de choses, c'est de penser le travail. Penser en termes de civilisation et non en termes de petites politiques politiciennes avec ses fiches à réciter.

Parlons donc de civilisation puisqu'on n'est pas d'accord là-dessus non plus. Il y a un roman de Victor Segalen qui s'appelle *les Immémoriaux*, où il explique comme s'effondre la civilisation marquisienne. C'est une toute petite civilisation, ce n'est pas Rome ; il y a un ancien qui est en train de raconter la litanie des généalogies dans l'île — il a une espèce de corde à nœuds — et puis à un moment donné il s'arrête, il est perdu, il ne sait plus raconter les choses : machin, fils de bidule, fils d'un tel, fils de… Il ne sait plus. La civilisation, elle s'est effondrée là. Alors seulement peuvent arriver les galions, les bateaux, les chrétiens qui installent la leur, de civilisation.

Je pense que le problème n'est pas la force de l'islam et la crainte de l'islamisation, c'est la faiblesse de la France. Et vous avez tout à l'heure posé une question : pourquoi nos élites sont-elles fascinées par l'Allemagne ? Pour- →

"LE PROBLÈME N'EST PAS LA FORCE DE L'ISLAM ET LA CRAINTE DE L'ISLAMISATION, C'EST LA FAIBLESSE DE LA FRANCE."
Michel Onfray

VILLETTE PIERRICK/ABACA

quoi est-ce qu'on donne encore un texte de Heidegger au bac, alors que dans les années 1930 Hitler est au pouvoir en Allemagne? Pourquoi est-ce qu'on a cette espèce de tropisme germanique en matière de philosophie? Il n'y a pas de philosophes espagnols, il n'y a pas de philosophes italiens, il n'y a que des philosophes allemands. Pourquoi, alors que nous avons gagné la guerre, on se comporte comme si on l'avait perdue? Pourquoi ce syndrome de Stockholm? Pourquoi est-ce qu'on a laissé l'Europe aux mains de l'Allemagne (c'est quand même comme ça que ça s'est passé)? Mitterrand avait beaucoup de choses à se faire pardonner, et avec l'Allemagne il a rendu possible…

E. Z. Je vous ai dit pourquoi on a laissé les Allemands prendre le pouvoir…

M. O. En tout cas on les a laissés faire! Là aussi il faut revenir sur l'Europe, puis sur l'Europe de Maastricht. Ce désir européen se fait contre les nations; je ne vais par réinvoquer le général de Gaulle. Je dis simplement que la crainte aujourd'hui, ce n'est pas l'islamisation, c'est le fait que nous n'osions plus porter nos valeurs. Vous, vous osez! Mais plus personne n'ose! On se fait traiter de fascistes, de nazis, d'antisémites, de collabos, de pétainistes, etc. Donc il y a plein de gens qui ont renoncé. Je pense que c'est d'abord ça, le problème. Et puis je pense que le vrai "grand remplacement", c'est le transhumanisme: ChatGPT c'est vraiment ça la menace.

E. Z. Et voilà! Encore un autre sujet!

M. O. Mais oui, mais c'est la question de l'inculture généralisée, c'est ce qu'on fait à l'école. L'école est problématique non parce qu'il y a des enfants d'origine musulmane, mais parce que les contenus sont problématiques. Les contenus sont des affaires de civilisation. Il y a eu deux personnes dans la campagne qui ont parlé de civilisation: vous, et Mélenchon, dans le discours qu'il a fait à Nantes sous les auspices de Jules Verne. Il y avait chez lui une proposition civilisationnelle. Il parlait de la conquête spatiale, il parlait de l'eau, de la conquête des mers, etc. Et je me suis dit — je précise que je ne suis pas mélenchoniste…

"L'ÉCOLE EST PROBLÉMATIQUE NON PARCE QU'IL Y A DES ENFANTS D'ORIGINE MUSULMANE MAIS PARCE QUE LES CONTENUS SONT PROBLÉMATIQUES."
Michel Onfray

LE DERNIER HOMME DE GAUCHE

E. Z. Vous le fûtes!

M. O. Non, jamais.

E. Z. Ah bon? Je me souviens que dans les années 2007-2008 vous disiez que vous aviez voté Besancenot en 2002!

M. O. Ça je suis d'accord, mais Mélenchon non! On va reprendre les choses…

Une manifestation en faveur des droits des LGBT. La gauche ou la révolution perpétuelle.

E. Z. Mais c'est quand même les trotskistes, c'est les mêmes ! Mélenchon est un ancien trotskiste, Besancenot est un trotskiste.

M. O. Permettez que je réponde. Au moment où, effectivement, je dis de Besancenot qu'il m'intéresse, il vient de faire une chronique dans *Libération* où il fait l'éloge de Louise Michel en disant : *« On en finit avec le trotskisme et on fait un grand mouvement de gauche antilibérale. »* Je suis toujours de gauche antilibérale. J'ai la faiblesse de croire en Besancenot, qui ne veut en réalité que repeindre la vitrine et qui va continuer à faire exactement la même chose. À ce moment-là, comme beaucoup, j'ai cru à Besancenot…

E. Z. Pas moi !

M. O. J'ai dit "beaucoup", je n'ai pas dit "comme tout le monde". Je reviens ensuite sur Mélenchon. Ruquier me dit : *« Alors, pour qui allez-vous voter ? »* Je n'en sais rien ! C'était deux ans avant la présidentielle ! Il me demande : *« Et si Mélenchon y allait ? »* C'était avant qu'il y aille lui-même ! Je lui réponds que oui, ça pourrait m'intéresser. Et voilà le résultat : Michel Onfray a dit une bonne fois pour toutes qu'il voterait Mélenchon !

E. Z. Je n'ai pas dit *« une bonne fois pour toutes »* !

M. O. Je n'ai pas dit que vous l'aviez dit, j'ai dit que c'est ce qui se dit ! Je vous remercie d'ailleurs de rendre possible la mise au point, que je puisse contextualiser. Et donc quand Besancenot a tenu un rassemblement des gauches antilibérales en prenant prétexte de la mort de Louise Michel, qui est l'une de mes héroïnes, je me suis dit que ça m'intéressait.

E. Z. D'accord. Je voulais simplement montrer que vous tombiez dans pas mal de panneaux au nom de cette gauche antilibérale !

M. O. Non, pas du tout ! Et pour Mélenchon c'est exactement la même chose. À un moment donné il décide qu'il y a va. Il part en campagne et on l'entend dire sur France Inter que Cuba n'est pas une dictature. Je me dis que jamais de la vie je ne voterai pour quelqu'un qui dit une chose pareille. Depuis, je n'ai cessé d'accabler Mélenchon, plus d'ailleurs que ses électeurs eux-mêmes. Ça aussi, il faudrait le savoir pour arrêter de répéter que Michel Onfray dit tout et le contraire de tout. À l'époque de Besancenot, j'étais sur une logique de gauche antilibérale, je le suis toujours. À l'époque de Mélenchon, je l'étais, je le suis toujours et encore. À quoi j'ajoute que le problème, c'est l'universalisation. Je ne suis pas universaliste.

Je pense que tous nos problèmes viennent de là. Cette idée que la France dise : *« On a pensé pour la planète entière, tout ce qu'on a décidé ici doit marcher jusqu'au fin fond de l'Amazonie. »* On dit ça au XVIII[e] siècle, il y a des textes terribles au nom de l'universalisme ; sur les singes, sur les Noirs, sur les hommes. Des passages terribles chez Condorcet, chez l'abbé Sieyès, chez tous ces philosophes des Lumières. Je dis simplement que notre universalisme a fait que nous sommes aujourd'hui dans une logique de culpabilité. Nous avons voulu imposer au monde entier notre civilisation et notre culture, ça nous revient aujourd'hui dans le visage.

Arrêtons avec l'universalisme ! C'est au nom de l'universalisme — et au nom d'un certain christianisme dévoyé — qu'il nous a fallu aimer nos ennemis. Pourquoi se met-on à vénérer les Allemands qui nous occupent ? Pourquoi est-ce que les mêmes qui ont collaboré avec les nazis ont ensuite collaboré avec le stalinisme ?

E. Z. Vous allez un peu vite !

M. O. Ce serait très intéressant à creuser ! Bernard-Henri Lévy, par exemple, l'ancien maoïste — quelles thèses défend-il aujourd'hui ? Et feu André Glucksmann ? Ou même Pascal Bruckner, Alain Finkielkraut. Il y aurait quelque chose à dire sur cette fascination pour ceux qui nous ont dominés et possédés.

E. Z. Fascination pour l'empire en général !

M. O. Pas seulement pour l'empire ! Cette fascination pour l'Allemagne nous a été très dommageable. Parce que cette Europe n'a pas été une Europe des nations, c'était une Europe fabriquée à partir de l'Allemagne, parce que Mitterrand en donnait l'autorisation, parce qu'il voulait une idéologie de remplacement à sa gauche qu'il n'a pas su gouverner après 1983.

"JE VOULAIS SIMPLEMENT MONTRER QUE VOUS TOMBIEZ DANS PAS MAL DE PANNEAUX AU NOM DE CETTE GAUCHE ANTILIBÉRALE !"
Éric Zemmour

➔

E. Z. Là, vous partez un peu dans tous les sens! C'est difficile de vous suivre!

M. O. Non, pas du tout!

LE FORT ET LE FAIBLE

E. Z. Je voudrais revenir sur cette fascination pour l'Allemagne. Elle part de la gauche, vous savez? N'oubliez pas les textes de Mme de Staël, ceux de Victor Hugo, de Michelet. Ils admirent l'Allemagne parce que c'est la puissance faible, et que nous sommes la puissance occupante, la puissance napoléonienne. Tout part de là! Cela va amuser les plus jeunes mais, à l'époque, la puissance militariste c'est nous! Et l'Allemagne est vue comme l'antre de la poésie, de la philosophie. Tout le XIX[e] siècle est plein de ça. De ce fait quand les Prussiens nous battent en 1870, c'est un effondrement pour tous ces gens-là! Michelet fait une dépression, il en meurt. Victor Hugo est très mal pendant des semaines. Renan pareil. Tous ces gens de la gauche sont amoureux de l'Allemagne parce que c'est une Allemagne qu'ils ont fantasmée.

Maintenant, il y a un deuxième sujet, le transhumanisme, sur lequel vous vous êtes précipité. Je ne veux pas dire que le transhumanisme n'est pas un sujet, je ne veux pas dire que ce n'est pas important, ni qu'on ne doit pas s'en méfier. Mais ça n'occulte pas l'islamisation de notre pays. Ce sont deux sujets parallèles, disons. Vous me dites encore que l'islamisation ce n'est rien, que c'est nous qui sommes faibles. Oui, d'accord, c'est parce qu'on est colonisable qu'on est colonisé. Vieux mot de Senghor, et qui dit tout. Mais c'est un peu facile.

D'abord je vous rappelle quand même que vous avez participé à cette démolition de notre civilisation, en tapant à bras raccourcis sur le christianisme. Qu'est-ce que c'est que notre civilisation? C'est le christianisme! Elle est née du christianisme. Avec le christianisme ou contre lui, mais ça reste lié. Et vous avez tapé dessus, mis « *des claques à votre grand-mère* », selon le mot de Karl Marx. Aujourd'hui vous nous dites que nous sommes faibles; mais qu'est-ce que vous faites pour être moins faible? Moi je me bats, je me suis battu et j'attendais que vous veniez avec moi dans la tranchée.

"JE VOUS RAPPELLE QUAND MÊME QUE VOUS AVEZ PARTICIPÉ À CETTE DÉMOLITION DE NOTRE CIVILISATION, EN TAPANT À BRAS RACCOURCIS SUR LE CHRISTIANISME."
Éric Zemmour

M. O. Oui.

E. Z. Et vous n'êtes pas venu!

M. O. Non.

E. Z. Je me suis battu tout seul, en tout cas sans vous. Je me suis battu pour notre civilisation. Maintenant vous me dites que notre problème c'est l'universalisme. Vous avez tout à fait raison! Taine l'explique très bien: notre problème c'est le christianisme dévoyé. Nous avons la prétention de croire que notre civilisation peut se répandre partout et peut être acceptée par tous. C'est faux et nous tombons là sur un os qui s'appelle l'islam. Parce que l'islam est une civilisation puissante, assimilationniste, guerrière, belliqueuse — vous le dites vous-même — qui ne veut pas se laisser assimiler. C'est bien de dire que c'est de notre faute, de battre notre coulpe. Mais c'est toujours notre coulpe que l'on bat!

Et on ne voit pas que, en face, il y a des gens qui ont leur façon de penser, leur volonté de conquête, leur héritage culturel, et qui veulent le propager, le défendre, qui font des enfants pour ça, qui les éduquent dans l'islam, etc. Ce n'est pas suffisant de dire qu'on est faible. Chaque fois vous trouvez des chemins détournés pour ne pas affronter la question qui fâche qui est l'islamisation.

Et pourquoi? J'y ai beaucoup réfléchi et je crois avoir trouvé: vous voulez toujours vous voir et vous présenter comme un intellectuel

ARNAUD HEBERT/REA

La cathédrale de Chartres.
La France est née du christianisme.

de gauche — vous le dites vous-même, de gauche et antilibéral. Mais vous n'êtes plus de gauche, Michel Onfray, en tout cas les gens de gauche ne vous reconnaissent pas. Kundera le dit très bien : *« Qu'est-ce que la gauche ? C'est quelque chose qui marche. »* Qui avance. Dès que vous vous arrêtez, vous n'êtes plus de gauche. Et la gauche aujourd'hui, c'est la gauche mélenchoniste, que vous le vouliez ou non, c'est la gauche islamogauchiste, qui a rassemblé le peuple musulman et les gauchistes, les *wokes*, qui sont un peu vos petits-enfants, parce qu'eux aussi tapent sur le christianisme.

Vous ne les reconnaissez pas pour tels, évidemment, parce que vous êtes beaucoup plus intelligent qu'eux mais il n'empêche qu'ils suivent vos pas. Ce nouveau peuple mélenchoniste est le nouveau peuple de gauche. Et vous n'êtes aimé qu'à droite, Michel : vous êtes aimé par *le Figaro*, vous êtes aimé par la droite, par des gens qui m'aiment aussi. Vous êtes détesté par la gauche. Quand vous croyez que vous êtes encore de gauche vous vous leurrez et ça vous pousse à commettre des erreurs.

CHRISTIANISME ET CHRETIENTÉ

M. O. D'abord, vous confondez christianisme et chrétienté. Ce n'est pas exactement la même chose. Et ce n'est pas de votre niveau, si je puis me permettre, de sembler confondre les deux. Ce n'est pas la même chose. J'attaque toujours le christianisme…

E. Z. Le christianisme et donc la chrétienté !

M. O. Non, pas donc. Ce n'est pas aussi simple que ça. Le christianisme ce n'est pas la chrétienté. Vous voyez la différence.

E. Z. Je vois très bien, mais…

M. O. Je pense qu'on peut être chrétien sans défendre la chrétienté ! Il y a des gens qui aujourd'hui au Vatican sont des chrétiens et ne défendent pas la chrétienté. Je pense qu'on peut aussi défendre la chrétienté sans être chrétien…

E. Z. Tout à fait d'accord ! Je ne suis pas chrétien et je défends la chrétienté.

M. O. Si à chaque fois que je fais une phrase vous la commentez, ça va être difficile. J'ai écrit le *Traité d'athéologie*, on me dit aujourd'hui que j'ai bien changé. Non. Je pense exactement la même chose. Dans quelques jours, en librairie, va sortir un livre qui s'appelle *Anima*, où je dis exactement la même chose. Est-ce qu'on a le droit d'être athée dans cette civilisation ? J'appartiens à une civilisation judéo-chrétienne mais je ne suis pas chrétien ! Je suis formaté par un christianisme, la chrétienté en l'occurrence, je réagis comme d'autres ont réagi en créant le féminisme, en créant la laïcité, en créant la justice, en allant au-delà de la charité. Je pense qu'il faut arrêter de croire que parce qu'on est dans un univers judéo-chrétien il faudrait, pour défendre la chrétienté, aller à la messe le dimanche. Je peux toujours attaquer le christianisme et défendre la chrétienté !

E. Z. Oui, vous avez le droit de vous contredire. Baudelaire disait que c'était un droit de l'homme qu'on avait oublié !

M. O. Ce n'est pas une contradiction. Je veux bien que vous n'entendiez pas ce qu'on vous dit mais il faut comprendre que le christianisme suppose une foi, une foi dans la transcendance (Jésus, fils de Dieu, etc.), tandis que la chrétienté suppose que nous défendions la civilisation issue du christianisme. Vous voyez la différence ?

“JE RÉAGIS COMME D'AUTRES ONT RÉAGI EN CRÉANT LE FÉMINISME, EN CRÉANT LA LAÏCITÉ, EN CRÉANT LA JUSTICE, EN ALLANT AU-DELÀ DE LA CHARITÉ.”
Michel Onfray

E. Z. Bien sûr !

M. O. Un peu comme Maurras, en somme, qui pensait qu'on pouvait défendre l'Église sans croire en Dieu…

E. Z. Tout à fait !

M. O. Eh bien vous devriez être plus subtil sur ce sujet, au lieu de me dire que je suis anti-chrétiens donc contre la chrétienté.

E. Z. Pas du tout, j'ai très bien compris.

M. O. Je ne me sens pas en contradiction avec le *Traité d'athéologie*, je changerais peut-être des formules pour éviter de blesser. Il y a des gens qui m'ont dit : *« Vous avez écrit que le Christ n'existait pas historiquement, ça me blesse. »* Je ne pensais pas que ça pouvait blesser des gens. Je le réécrirais peut-être autrement mais la thèse reste la même et on la retrouvera donc en partie dans ce livre, *Anima*. Je pense, cela étant, que la chrétienté peut être un combat plus important qu'il ne l'était il y a trente ans. À quoi j'ajoute, pour répondre à une autre de vos questions, que si j'ai contribué à la destruction, j'ai aussi contribué à la reconstruction, ce que tout le monde semble oublier.

“À CHAQUE FOIS QUE JE FAIS UN TEXTE CONTRE, ON M'INVITE À LA TÉLÉVISION. À CHAQUE FOIS QUE J'ÉCRIS UN TEXTE POUR, ON NE M'INVITE PAS.”
Michel Onfray

J'ai écrit 140 livres. À chaque fois que je fais un texte contre, on m'invite à la télévision. À chaque fois que j'écris un texte pour, on ne m'invite pas. Quand je fais une proposition éthique, par exemple, dans *la Sculpture de soi*, ou érotique, dans la *Théorie du corps amoureux*, ou pédagogique, dans *l'Antimanuel de philosophie*, ou encore bioéthique, dans *Féeries anatomiques*, on n'en parle jamais ! Je n'ai jamais détruit sans construire à côté. Et j'ai proposé une construction à une gauche qui n'en avait rien à faire. Enfin ce n'est pas parce que *Libération* dit que je ne suis pas de gauche, voire que je suis d'extrême droite, que *Libération* a raison, ou *le Monde*, ou que sais-je. Je rappelle que ces gens-là ont défendu la pédophilie, que récemment encore ils défendaient la zoophilie, qu'ils ont défendu Pol Pot, que…

E. Z. C'était la gauche à l'époque ! La gauche c'est le mouvement.

M. O. Je dis simplement que ce n'est pas Laurent Joffrin qui va décider si je suis de gauche ou si je ne le suis pas.

E. Z. Même Joffrin est décalé, maintenant, par rapport à la gauche !

M. O. J'ai tort de donner des noms. Ces journaux-là ne décideront pas si je suis de gauche ou si je ne le suis pas ! Quand vous avez parlé tout à l'heure du XIX^e^ siècle, il y a une partie que vous oubliez, qui est le socialisme libertaire français.

E. Z. Je ne l'oublie pas !

M. O. Tant mieux car c'est le mien ! Ce n'est pas parce que je ne vote pas pour Olivier Faure, Jean-Luc Mélenchon ou Sandrine Rousseau que je ne suis pas un homme de gauche, et donc que je suis un homme de droite. Je persiste à penser que le socialisme français qui n'est pas fasciné par l'Allemagne, pas fasciné par Hegel ; je fais une incise : vous savez que Marx vient rencontrer Proudhon à Paris, il y passe une nuit durant laquelle il essaie d'expliquer la dialectique de Hegel à Proudhon qui, paraît-il, n'y comprend rien. En vérité ce n'est pas qu'il ne comprend pas, c'est simplement que ça ne l'intéresse pas du tout.

Le tropisme intellectuel que nous avons à l'endroit des Allemands fait que nous ne sommes pas capables d'aller voir notre socialisme français. Nous pourrions guérir du socialisme germanique, voire russe, parce qu'il est fasciné par Hegel lui aussi (je pense à Bakounine, à Kropotkine), il y aurait là une vraie gauche et c'est cette gauche qui m'importe. On est très loin de ce que peuvent bien décider les journaux français. Nous aurions pu, vous et moi, travailler ensemble sur ce projet de socialisme libertaire appliqué à l'économie, qui aurait permis de repenser les provinces, les parlements régionaux, la question autogestionnaire, la question du “petit peuple”.

Tenez : si on n'arrive pas à s'entendre sur la définition du peuple, on peut imaginer s'entendre sur le petit peuple, celui qui a des difficultés pour vivre au quotidien. Je persiste à croire que si vous vous adressez à une frange de l'électorat, ce qui a conduit peut-être au chiffre qui est le vôtre, on oublie de parler à

ces gens qui ne voulaient pas aller voter. On a oublié de parler à ces gens qui se sont dit : *« Marine Le Pen est une fasciste, je vais voter pour Macron parce que ce sera contre elle. »* Des gens qui ne voient pas d'alternative sociale. Quand le général de Gaulle a cette proposition sur la participation, c'est très documenté, très charpenté, mais il n'y va pas parce que la droite n'en veut pas. Pompidou n'en veut pas, Giscard n'en veut pas.

E. Z. Les syndicats non plus !

M. O. Non, bien sûr ! On est dans une formule autogestionnaire qui n'intéresse pas les syndicats, qui sont avant tout révolutionnaires.

E. Z. On est d'accord !

M. O. Je ne suis pas de cette gauche révolutionnaire, je suis d'une gauche qui serait anarcho-syndicale, si vous voulez, ou autogestionnaire…

E. Z. Et qui ne marche jamais !

M. O. Elle ne marche jamais, peut-être ! Je pourrais aussi vous renvoyer à vos responsabilités, parce que vous, par exemple, vous auriez pu vous en emparer. Moi, je n'ai jamais été fasciné par le pouvoir.

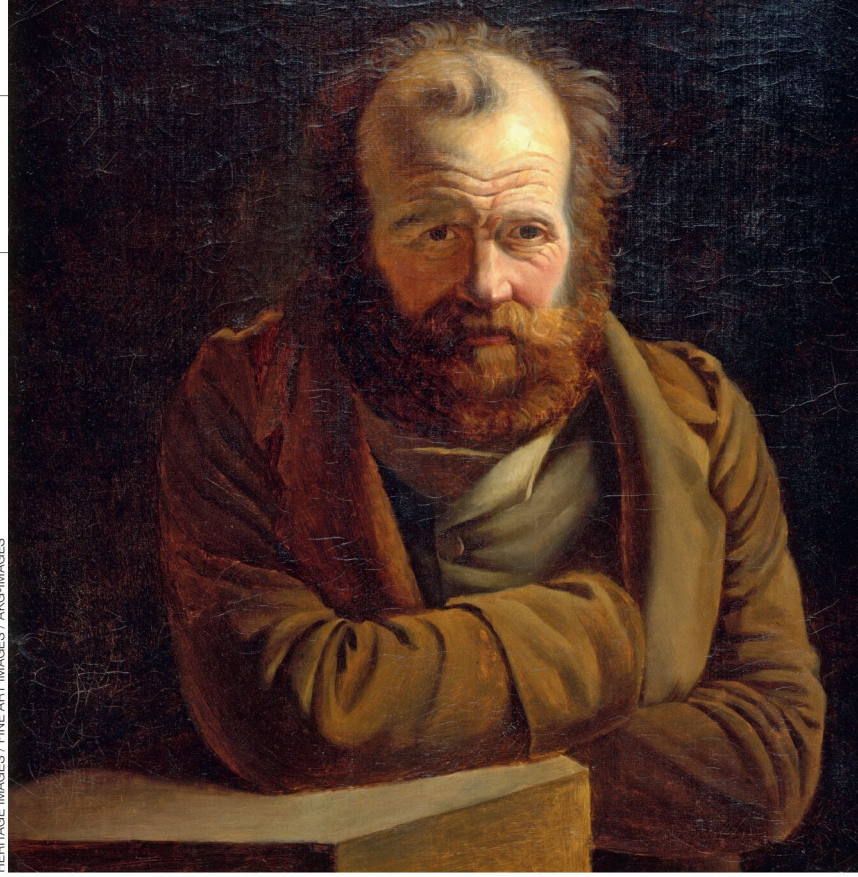
E. Z. Mais je ne suis pas anarcho-syndicaliste, ni anarcho-libertaire !

M. O. Il fallait me le dire quand je vous ai parlé du bras gauche !

E. Z. Mais je vous répète que, d'abord, le social n'appartient pas à la gauche, et ensuite que c'est la gauche qui se définit elle-même. Vous pouvez tout seul, aujourd'hui, dans votre baignoire, répéter *« je suis de gauche »*, en vérité on s'en fiche, parce que personne ne reconnaît que vous êtes de gauche ! Ce sont les gens de droite qui vous aiment. Les gens de gauche vous détestent. Ce n'est pas de ma faute.

M. O. Mais oui, on s'en fiche !

E. Z. Vous avez raison de vous en moquer, mais c'est quand même le sujet. La gauche évolue, elle se polarise autour de thèmes. Au XIX[e] c'était d'abord le roi et la République, puis la question sociale, et puis la guerre et la paix. Et aujourd'hui, la gauche se positionne autour de l'identité, que ça soit avec l'islam et les *wokes* ; à chaque fois ces deux-là s'allient pour détruire la culture française qui est issue du christianisme, ou de la chrétienté, si vous voulez, c'est la même chose. J'en parle sereinement car, moi non plus, je ne suis pas de religion chrétienne. Il n'empêche que quand on s'assimile à la culture française, on se christianise. Si vous voulez appeler ça "chrétienté", ça ne me dérange pas du tout, mais il n'empêche que la chrétienté repose sur le christianisme.



HERITAGE IMAGES / FINE ART IMAGES / AKG-IMAGES

Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), figure de l'anarchisme et du socialisme libertaire.

M. O. Je pense qu'à un moment donné on sort de la chrétienté ; avec la loi Veil sur l'avortement, on en sort. Je défends la loi Veil, mais ce que disait la loi et ce que c'est devenu, ce n'est plus du tout la même chose.

E. Z. On est tout à fait d'accord là-dessus.

M. O. Je défends toujours autant le mariage homosexuel.

E. Z. Et après vous dites que vous défendez la chrétienté !

M. O. Oui !

HERITAGE ART/FINE ART IMAGES/AKG-IMAGES

Victor Hugo. Un politique contestable mais un écrivain de génie.

E. Z. Alors que vous défendez ce qui sort de la chrétienté, ce qui la démolit ! Même si je reprends votre terminologie, vous voyez que ce n'est pas toujours très clair.

M. O. Je ne pense pas que le fait que des homosexuels se marient soit l'occasion de l'effondrement du christianisme. Je pense que le peuple est un peu plus responsable.

E. Z. Vous venez de dire le contraire !

"VOUS SAVEZ TRÈS BIEN QUE DANS L'ISLAM IL N'Y A PAS CE CONTRE-DISCOURS PARCE QUE C'EST UNE RELIGION QUI REPOSE SUR UN TEXTE QU'ON IMPOSE DE FAÇON AUTORITAIRE."
Éric Zemmour

M. O. Non ! Parce que vous confondez encore une fois — et c'est problématique — christianisme et chrétienté ! Il y a dans la chrétienté un ensemble qui contient le christianisme, et la critique du christianisme venant du monde chrétien. Ce n'est pas exactement la même chose.

E. Z. Mais dans le christianisme, il y a déjà la critique du christianisme. Quand Jésus dit : *« Rendez à César ce qui est à César »* ou bien *« Mon royaume n'est pas de ce monde »*, il y a déjà le contre-discours. Mais tout ça vous le savez aussi bien que moi, ne faites pas semblant de ne pas le savoir. Et vous savez très bien que dans les autres civilisations ce n'est pas possible. Vous savez très bien que dans l'islam il n'y a pas ce contre-discours parce que c'est une religion qui repose sur un texte qu'on impose de façon autoritaire et où la discussion n'est pas tolérée.

M. O. Je voudrais juste finir sur cette question en disant ceci : nous arrivons aujourd'hui à la légitimation de la zoophilie. On a vu ça en Espagne et il y a un certain nombre d'antispécistes qui travaillent à ça. On commence avec les animaux "liminaires", avec les surmulots qui ne sont pas des rats, avec cette idée qu'il faudrait apprendre à vivre avec eux, qu'il faudrait respecter les moustiques. Il est bien évident que ça, c'est très antichrétien. Je pense qu'il y a un moment où on s'est dit que la gauche avait échoué, sans doute en 1983, et qu'elle s'est cherché une idéologie de substitution. Elle a trouvé le giscardisme, ce qui est assez extraordinaire ! Mitterrand s'est converti au giscardisme, y compris pour l'Europe.

E. Z. Absolument ! J'ai écrit des dizaines d'articles là-dessus.

M. O. Et plutôt que de dire *« nous avons changé »* à ces gens qui défendent toujours cette gauche-là, on leur dit *« vous n'êtes plus de gauche »*. Soit ! Mais les gens qui disent aujourd'hui qu'on peut acheter des enfants, vendre des enfants, avoir des relations sexuelles avec les animaux, avoir des relations sexuelles avec ses propres enfants, et qui nous disent que c'est ça, être de gauche, je leur réponds : excusez-moi, je ne suis pas de cette gauche-là ! Mais ce n'est pas parce que je ne suis pas de cette gauche-là que je ne suis pas de gauche ! Vous avez les mêmes références que moi en littérature, sauf que vous n'aimez pas Hugo…

E. Z. Si, si, j'aime beaucoup Hugo. Il dit des bêtises en politique mais c'est un immense écrivain !

FANTINE & COSETTE

M. O. Eh bien, prenons Fantine et Cosette. Il se passe quelque chose de très intéressant dans ce couple-là ; avec les Thénardier, il y a une espèce de trio assez formidable. Cette jeune fille contrainte à la prostitution, cette enfant qui est gardée par les Thénardier qui disent : *« la petite est malade, il nous faut de l'argent »*. Il y a un moment où Fantine est obligée de couper ses cheveux et de se faire arracher ses dents de devant. Et puis elle paye. Il y a un passage terrible, elle sourit de toute sa souffrance, elle a la bouche sanguinolente parce que pour soigner sa fille, qui d'ailleurs n'est pas malade, elle a été obligée de sacrifier ses cheveux, de vendre ses dents. Je suis de la gauche de Fantine et Causette, pas de la gauche des Thénardier. Aujourd'hui la gauche, celle de Pierre Bergé nous dit : *« vendez vos dents, louez vos bras, louez vos utérus, vendez vos enfants »*.

Si la gauche aujourd'hui, c'est cette inversion de valeurs qui fait qu'il faudrait défendre les Thénardier. Eh bien…

E. Z. Mais, mon cher Michel Onfray…

M. O. Je ne suis pas de cette gauche-là, et je crois qu'on doit reconstruire une autre gauche.

E. Z. Mais c'est votre gauche !

M. O. Mais non !

E. Z. Mais si ! C'est la gauche libertaire ! C'est la gauche qui repose sur la liberté de l'individu.

M. O. Vous confondez libertaire et libéral libertaire.

E. Z. C'est votre gauche, il faut l'assumer. Vous ne la reconnaissez plus mais c'est la vôtre.

M. O. Non, socialisme libertaire, ce n'est pas la même chose que libéral libertaire.

E. Z. Je suis désolé : les libertaires, c'est la gauche, il faut l'assumer.

M. O. Non.

E. Z. Vous ne pouvez pas dénoncer et la gauche marxiste et la gauche libertaire. Il faut choisir ou alors vous n'êtes plus de gauche. Mais ce n'est pas grave. De toute façon on revient à la discussion du début. Quand vous m'accusez d'avoir fait un tri entre les Français parce que j'ai dit que je voulais le rassemblement des droites — et d'abord, entre parenthèses, si on en croit les sondages, c'est une majorité de Français qui se considèrent comme de droite, donc c'est déjà un rassemblement conséquent…

M. O. Ils sont plutôt contre la gauche que j'évoquais plus haut. Cela n'en fait pas forcément des gens de droite, mais enfin peu importe…

E. Z. Vous savez, les gens se situent encore sur le clivage gauche/droite.

M. O. Non, je ne pense pas.

E. Z. Bref. Je maintiens que ce n'était pas petit, que je ne m'étais pas restreint. Je maintiens aussi que le *« grand rassemblement Maastrichtien »*, pour parler comme vous, ça ne marche pas, ça n'existe pas, ou plus. J'ai fait des dizaines de papiers sur ce sujet, je le connais par cœur. L'alliance entre les républicains des deux rives, comme disait Jean Pierre Chevènement, les patriotes de gauche et de droite qui se rassemblent. Moi aussi j'y ai cru. Seulement à la différence de vous, j'ai compris que ça ne marchait pas. Ça ne marche pas parce qu'il n'y a plus de gauche patriote. Voilà. Il faut vous mettre ça dans le crâne. Ça n'existe pas.

M. O. Si.

E. Z. Non. Je parle en mouvement politique, en phénomène politique, je ne parle pas des individus.

M. O. J'allais vous répondre là-dessus.

E. Z. Il y a des gauchistes patriotes comme il y a des poissons volants, selon le mot célèbre. Ça existe mais ce n'est pas la majorité de l'espèce. Vous ne pouvez pas faire de politique avec des individus, seulement avec des masses et avec des grands mouvements de pensée. Donc ça n'existe plus. Et deuxièmement, cher Michel, qu'est-ce qui s'est passé au second tour, par deux fois, en 2017 et en 2022 ? Les patriotes de gauche, les Chevènement, Montebourg, etc., ils ont voté pour qui ? Ils ont voté pour la patriote de droite ? Non, ils ont voté pour le mondialiste Macron.

Donc votre truc, ça ne marche pas. C'est pour ça que j'ai essayé quelque chose d'autre. C'est-à-dire le rassemblement d'une partie des classes populaires et d'une partie de la bourgeoisie, des élites qui avaient voté Fillon, qui avaient même voté Macron, mais qui comprenaient que la question économique, qui reste très importante évidemment, tout comme la question sociale étaient surmontées, dominées par une question existentielle, qui est la question identitaire, celle de la survie de la civilisation française en voie d'islamisation et de remplacement. Et que sur cette question-là, les catégories sociales qui s'opposaient depuis cinquante ans, dans un clivage droite/gauche classique, pouvaient se rassembler. →

"IL Y A DES GAUCHISTES PATRIOTES COMME IL Y A DES POISSONS VOLANTS, SELON LE MOT CÉLÈBRE. ÇA EXISTE MAIS CE N'EST PAS LA MAJORITÉ DE L'ESPÈCE."
Éric Zemmour

SOTHEBY'S / AKG-IMAGES

C'est ça que j'ai appelé le rassemblement des droites. Ce n'est pas rikiki. Ce n'est pas parce que j'ai fini à 7 % que l'ambition était rikiki. D'ailleurs vous savez très bien que je suis monté dans les sondages jusqu'à 18, 19 %.

Ce n'était donc nullement le fait de diviser les Français — d'autant que, il faut quand même le rappeler, la démocratie, la politique, c'est aussi le conflit. Il fallait des gens qui soient d'accord avec moi, et des gens qui ne soient pas d'accord. Voilà ce que j'ai voulu faire. Et j'ai pensé que vous aviez tout à fait votre place à mes côtés. Et ce n'était pas en invoquant *« le bras gauche, le bras gauche »*, en sautant comme un cabri sur votre chaise, que vous avez contribué à ce salutaire combat.

M. O. Alors vous jouez le jeu des partis, vous jouez le jeu de la politique politicienne…

E. Z. Je me suis présenté…

M. O. Vous voyez : je dis deux mots, vous me coupez. Moi je vous écoute et je me retiens. Autrement je peux faire de même.

E. Z. Pardon, pardon.

> "PEUT-ÊTRE AI-JE L'AUDACE DE CROIRE QUE CE N'EST PAS PARCE QUE LA GAUCHE OFFICIELLE ME DIT QUE JE N'EN SUIS PLUS QUE POUR AUTANT LA GAUCHE EST MORTE."
> Michel Onfray

POUR OU CONTRE L'HOMME PROVIDENTIEL

M. O. Vous êtes passés de l'autre côté et vous pensez désormais en politicien, vous pensez que l'homme providentiel est la solution à tout. Je note d'ailleurs que vous avez écrit un livre qui s'appelle *La France n'a pas dit son dernier mot* et un dernier qui s'appelle *Je n'ai pas dit mon dernier mot*. Si vous faites du syllogisme, la France c'est vous. Passons. Je pense qu'on peut ne pas s'adresser aux partis : qu'en pense Marine, qu'en pense machin, qu'en pense bidule, qu'en pense un tel ? Je le sais parce que nous avons lancé *Front populaire*, et que dès que nous avons voulu faire se rencontrer aussi bien Chevènement que Philippe de Villiers, tout le monde a dit : *« ce n'est pas possible, Front rouge-brun, ça recommence »*, etc. L'échec, ce n'est pas de réunir les Français sur un projet, l'échec c'est de croire qu'on aurait un homme providentiel qui pourrait le faire.

Moi je pense que c'est d'abord le projet qui compte. J'ai écrit un livre qui s'appelle *Déconiser les provinces*. Comme c'était un livre positif, encore une fois personne n'en a parlé. C'est un modèle de composition politique. C'était avant les dernières élections, en 2017. J'avais écrit ça en disant : *« Regardez le projet politique que je propose. »* Qui permettait, non pas de sauter comme un cabri sur ma chaise, mais de dire simplement *« peuple providentiel contre homme providentiel »*. Je pense vraiment toujours à ça. Peut-être ai-je l'audace de croire que ce n'est pas parce que la gauche officielle me dit que je n'en suis plus que pour autant la gauche est morte, que les potentialités de la gauche sont mortes. Je pense qu'on peut avoir une gauche girondine, qu'on peut avoir une gauche libertaire, et vous qui êtes sensible au vocabulaire, vous faites semblant de ne pas avoir entendu.

Je dis bien *« socialisme libertaire »*, ce qui ne veut pas dire libéral libertaire, ce n'est pas pareil. Cohn-Bendit n'est pas mon ami. Le libéralisme libertaire, Joffrin, *Libération*, ce ne sont pas mes amis. Le socialisme libertaire suppose le social avec la liberté. Pas l'un sans l'autre mais l'un avec l'autre. Il faudrait qu'un jour on lise ensemble Proudhon. Les textes de Proudhon sont majeurs et font partie d'un corpus qu'on ne sort jamais parce que tout de suite on vous dit : *« Proudhon a été antisémite. Vous êtes antisémite. »*

E. Z. Ce n'est pas moi qui…

M. O. Pas vous, pas vous, je ne vous fais pas ce procès. Je sais bien que vous ne fonctionnez pas comme ça. Mais que des gens vous disent on ne parlera pas de Proudhon parce qu'il était

Napoléon Bonaparte,
figure zemmourienne de l'homme providentiel.

antisémite, en oubliant que Marx l'avait été, que Fourier l'avait été…

E. Z. Voltaire…

M. O. Schopenhauer, Kant… Ceux qui ne l'ont pas été n'étaient pas nombreux. Parce que je persiste à croire — on va être à front renversé, ça va être moi l'homme d'idée, l'homme de concept — je persiste à penser que le travail du philosophe qui consiste à détruire, et je prends ma part, ne se fait jamais sans le souci de la reconstruction. J'ai probablement péché par arrogance et suffisance, en pensant par exemple qu'un livre comme *la Sculpture de soi*, me permettait de dire: je suis critique à l'endroit de l'idéal ascétique chrétien, car je propose la sculpture de soi. On a dit: *« il est critique, il est antichrétien »*.

Les chrétiens ont dit à une époque que j'étais le maître à penser de Bruno Maigret! J'ai eu droit à des choses comme ça. Bref. Pour en revenir à une certaine gauche du genre de celle qui s'exprime parfois dans *Libération* (je pense au "philosophe" Paul Preciado) qui nous dit en substance *« mangez vos excréments et sodomisez votre chien loup »*, il est évident que ce n'est pas ma gauche. Et je pense que le peuple *old school*, comme je dis, ne peut pas trouver son compte à ça. Alors oui, cette gauche-là me dit que je ne suis pas de gauche. Et ça m'est égal.

Je persiste à penser qu'on doit pouvoir repenser le social à partir d'une organisation nouvelle, je vous renvoie à *Décoloniser les provinces*. La monarchie n'était pas si puissante quand il y avait des parlements provinciaux. Tocqueville écrit dans *l'Ancien Régime et la Révolution* des pages extraordinaires sur le fait que finalement la Révolution française n'a pas touché à l'essentiel parce que de Philippe le Bel à 1789, il y a toujours ce jacobinisme d'avant les jacobins.

E. Z. Bien sûr, je suis d'accord.

M. O. Il y a une positivité chez moi qui me fait penser qu'il y a de la place à gauche, et qu'on peut travailler avec des gens de droite, qui sur ce terrain-là penseraient la même chose. L'essentiel étant de recouvrer une souveraineté, de retrouver un projet politique, et que nous retrouvions le chemin des urnes.

E. Z. Une fois de plus, vous trouvez d'autres sujets pour ne pas traiter le sujet vital, je l'ai déjà dit.

M. O. L'islam? Mais on en parle.

E. Z. Non, non. L'islamisation, pas seulement l'islam. Je ne suis pas obsédé par l'islam; en revanche, je suis hanté par l'islamisation de mon pays, ce n'est pas la même chose.

M. O. Bien sûr.

E. Z. Pour reprendre votre idée ce n'est pas un hasard si la Révolution n'a fait que finir le travail des monarques qui avaient centralisé le pays. C'est parce que la France ne peut pas vivre sans cela. C'est-à-dire que la France est un pays composé de différentes régions, de provinces qui se sont affrontées. Finalement, il y a eu un seigneur plus fort que les autres, qui était le roi de la France. Il s'est imposé aux autres et les a rassemblés derrière lui. Norbert Elias explique bien comment ces seigneurs sont passés de féodaux à courtisans, et comment c'est cela qui a, en réalité, civilisé la France. Parce que ces gens-là, arrivés à la Cour, n'étaient plus des prédateurs qui tuaient et suivaient leurs instincts. Ils ont dû contrôler leurs émotions, leurs passions. C'est ça qui a été donné en exemple à la bourgeoisie et au peuple.

Pour revenir à la discussion du tout début, pour moi, c'est tout ça le peuple français. J'admire donc autant Causette et sa pauvre mère qui souffrent que ces aristocrates magnifiques, un peu arrogants et insupportables mais qui civilisent tout un pays par leur comportement et leur art de vivre. Vous voyez ce que je veux dire? Pour moi c'est tout ça la France, c'est pour ça que je n'aime pas quand on…

M. O. Mais je suis d'accord!

E. Z. On est d'accord là-dessus, très bien. Mais il y a une contradiction dans votre discours. Vous nous dites que l'Europe ce n'est pas bien, qu'il faut retrouver une souveraineté, et en même temps vous nous dites qu'il faut une vraie décentralisation. Mais l'Europe est favorable à ça! C'est l'Europe qui pousse à la régionalisation, précisément pour affaiblir le pouvoir central français.

➔

"NORBERT ELIAS EXPLIQUE BIEN COMMENT CES SEIGNEURS SONT PASSÉS DE FÉODAUX À COURTISANS ET COMMENT C'EST CELA QUI A, EN RÉALITÉ, CIVILISÉ LA FRANCE."
Éric Zemmour

M. O. C'est pourquoi je suis contre cette Europe-là.

E. Z. Moi aussi. Simplement, à la différence de vous, je sais que vous n'auriez personne pour vous suivre si on sortait de cette Europe-là. Parce que les Français ne veulent pas en sortir.

M. O. Il faut faire de la pédagogie.

E. Z. Mais faites de la pédagogie! Moi j'ai choisi mon combat, je pense qu'il est plus vital que de sortir de l'Europe. Surtout que, contrairement à ce que vous croyez, même sans sortir, on peut se battre à l'intérieur. Je vous ai donné l'exemple allemand tout à l'heure. Mais même sans être l'Allemagne; des petits pays comme le Danemark, la Hongrie, la Pologne: ils font ce qu'ils veulent! Et ce sont des pays qui dépendent de…

M. O. Demandez à Giorgia Meloni si elle fait ce qu'elle veut…

E. Z. Je pense que Giorgia Meloni choisit ses angles d'attaque.

M. O. Et Podemos, et Syriza?

E. Z. Regardez le Danemark, je vous dis: leur politique en matière d'immigration, c'est déjà pas mal. Si on pouvait faire ça, ce serait formidable. *Idem* pour la Hongrie. Donc ce n'est pas vrai qu'on ne peut rien faire. En plus, et sans mépris aucun, nous ne sommes pas le Danemark. En vérité, sans la France, il n'y a plus d'Union européenne. Tout le monde le sait. Donc ça devrait nous donner d'autant plus de force pour nous imposer. Ce sont nos gouvernants, je vous le répète, qui ne veulent pas. Et pour en revenir à vos contradictions, vous nous dites qu'il faut de la régionalisation, de la décentralisation. Faites attention: c'est l'Europe que vous détestez qui est favorable à ça. Ils seraient contents, avec vous! Et quand vous dites *« socialisme libertaire »*, on y est en plein.

M. O. Mais non!

E. Z. Mais si! Vous avez gagné la bataille culturelle dans les années 1980 et maintenant vous nous dites qu'ils sont méchants, qu'ils font n'importe quoi…

M. O. Non, moi je vous parle de dentifrice pour vous dire qu'on a perdu.

E. Z. Ça c'est autre chose. Mais là on a un véritable problème qui se résume ainsi: des gens vraiment pauvres malgré 800 milliards d'euros de dépenses sociales. Pourquoi? Parce que notre système ne fonctionne plus, parce que nous ne produisons pas assez. À cause de nos élites, je vous suis là-dessus, à cause de quarante ans de politiques économiques favorables uniquement à la consommation, au nom d'ailleurs du social, de la gauche, de l'humanitarisme. On a sacrifié l'industrie, contrairement aux Allemands. Résultat: nous avons des gens, comme vous dites, qui manquent de dentifrice, qui manquent de tout.

On a ce paradoxe: des charges beaucoup trop élevées et des salaires trop bas. J'ai expliqué ça pendant toute la campagne. Vous disiez tout à l'heure que, quand vous faisiez un livre positif, les médias n'en parlaient pas. Je souriais, en me disant *« on a au moins un point commun »*. Moi j'ai passé mon temps à parler d'économie et de social et les journalistes disaient que j'étais obsédé par l'immigration, que je ne parlais que de ça.

M. O. Je vous réponds sur la question de l'Europe. Oui, cette Europe maastrichtienne, qui pense qu'il faut une souveraineté uniquement pour l'Europe, avec son drapeau, son hymne, sa monnaie, etc., c'est un État impérial.

E. Z. Tout à fait.

M. O. C'est ce qui se passe en Russie et en Ukraine: c'est une guerre impérialiste. Il est évident que cette Europe-là n'est pas la mienne. Et que cette Europe, vous avez raison, a envie que des nations disparaissent. Et de même il est exact qu'un certain nombre de régionalistes sont des gens qui sont opposés à l'État. Telle n'est pas ma position. Le dernier Proudhon fait l'éloge de l'État. Il dit qu'on ne peut pas, dans une société libertaire, faire l'économie de l'État, qui est la garantie du socialisme libertaire. Moi je ne suis pas de ceux qui disent qu'il faut travailler à la disparition de l'État. Les libéraux libertaires le souhaitent.

E. Z. En tout cas ils le souhaitent le plus faible possible.

"SANS LA FRANCE, IL N'Y A PLUS D'UNION EUROPÉENNE. TOUT LE MONDE LE SAIT. DONC ÇA DEVRAIT NOUS DONNER D'AUTANT PLUS DE FORCE POUR NOUS IMPOSER."
Éric Zemmour

XAVIER DE TORRES/MAXPPP

Une foule musulmane en prière, à Paris.

M. O. Jusqu'à disparition. Et puis on laisse faire le marché et l'affaire est réglée. Je ne suis pas de ce côté-là. Une autre organisation de la nation est possible. Pas du tout pyramidale, parisienne et jacobine, avec ce que ça suppose de pouvoirs concentrés à Paris. Mais avec cette idée qu'il y a des pouvoirs partout en région. Il faudrait trouver une formule. Je n'ai pas la science infuse, il faudrait travailler avec des fiscalistes, des économistes, des juristes, des gens qui nous diraient comment on peut effectuer la liaison entre un pouvoir autogestionnaire dans des régions avec des parlements et la possibilité d'un État, parce qu'effectivement on ne peut pas dire qu'on va voter tous ensemble dans les campagnes pour savoir si on déclenche une guerre nucléaire. Il faut une incarnation, et je ne suis pas contre le fait qu'il y ait un homme à la tête de l'État. Mais il doit être au service du peuple, alors qu'aujourd'hui on s'aperçoit que le peuple est au service du monarque.

E. Z. Vous faisiez le distinguo tout à l'heure, pour me taquiner, entre l'homme providentiel et le peuple providentiel. Sauf qu'il n'y a pas de peuple providentiel sans homme providentiel. Qui fait les référendums? Ce sont uniquement les hommes providentiels: Bonaparte et de Gaulle. Les républicains classiques détestent le référendum, ils préfèrent leurs jeux parlementaires. Seul l'homme providentiel, que vous rejetez, fait parler le peuple, et en appelle au peuple. Et d'ailleurs aujourd'hui, on le voit très bien, la seule élection que les Français respectent, et pour laquelle ils vont voter, c'est l'élection de l'homme providentiel, c'est-à-dire du président de la République. Ils ont compris que les autres élections sont moins importantes. Je veux dire par là, et vous l'avez compris, que vous ne pouvez pas faire l'économie de l'homme providentiel si vous voulez vraiment un peuple providentiel.

Évidemment, je ne me compare pas aux grands noms que j'ai cités mais je suis parti dans une forme d'homme providentiel; je conteste d'ailleurs votre analyse de tout à l'heure: je n'ai pas essayé de m'arranger avec les partis. Ils me l'ont même fait payer très cher, ils se sont tous liés contre moi et n'ont eu de cesse de me taper dessus. Je suis parti à la présidentielle pour avoir une masse électorale derrière moi et pour pouvoir changer la donne partisane. J'ai finalement échoué mais ça ne condamne pas la démarche.

M. O. Si on échoue, il faut se demander pourquoi. On ne peut pas dire qu'on a échoué et que ce n'est pas de notre faute.

E. Z. Je n'ai pas dit que ce n'était pas ma faute. J'ai dit que ce ne sont pas mes fautes, que je recense dans mon livre (j'ai fait un chapitre qui s'appelle *« Mea-Culpa »*) qui m'ont fait perdre. Ça peut paraître paradoxal, mais c'est mon analyse. Je pense qu'il y a un enchaînement, je le répète partout, excusez-moi, mais c'est la vérité: à la veille de la guerre en Ukraine, les sondages me donnent au second tour, et la dynamique électorale est pour moi. Fermons cette parenthèse. Oui, j'ai commis des erreurs, mais elles ne furent pas déterminantes. Pour moi, ça ne remet pas en cause mon approche et ma démarche.

ISLAM, ISLAMISME, ISLAMISATION...

G. L. Je me permets d'intervenir de nouveau. Plusieurs fois Éric Zemmour a parlé d'islamisation. Vous avez dit *« parlons-en »*, mais on n'en a pas parlé pour l'instant *[rires]*. L'objectif était aussi d'avoir un échange sur la civilisation. Que voulez-vous répondre à Éric Zemmour qui plaçait ce thème en haut de ses priorités? Qu'est-ce qui ne vous a pas convaincu dans son discours à ce sujet pendant la présidentielle?

"EFFECTIVEMENT ON NE PEUT PAS DIRE QU'ON VA VOTER TOUS ENSEMBLE DANS LES CAMPAGNES POUR SAVOIR SI ON DÉCLENCHE UNE GUERRE NUCLÉAIRE."
Michel Onfray

DAVID ROSSI/LA PROVENCE/MAXPPP

Le visage de la banlieue française. Délinquance et communautarisme.

M. O. Il a raison sur le fait qu'on l'a beaucoup canardé, et que c'était difficile d'avoir un vrai débat, parce que sur un certain nombre de sujets, comme les enfants handicapés à l'école, c'était difficile pour lui de parler. Le fait qu'on a débattu m'a valu beaucoup de problèmes, et j'assume. La preuve : on débat à nouveau.

G. L. Qui vous en a voulu d'avoir débattu avec Zemmour pendant la présidentielle ?

M. O. Pas pendant, tout le monde a confondu. C'est comme avec Mélenchon chez Ruquier, vous répondez à une question comme ça en passant : *« S'il se présentait, pourquoi pas »*, et ça devient *« il a toujours voté pour Mélenchon »*. J'ai dit que ça avait été ponctuel, qu'il n'était pas encore candidat, et que quand il l'est devenu, j'ai fait savoir que je ne voterai pas pour lui. Et Eugénie Bastié me dit à la fin de l'émission : *« Au fait, où en êtes-vous avec Éric Zemmour ? S'il se présentait, est-ce que vous pourriez voter pour lui ? »* J'ai dit alors qu'on en avait déjà parlé, le fameux dîner, et que si Éric devait muscler son bras gauche, la perspective gaulliste, l'autogestion, le pouvoir aux provinces, et tout ça, alors on pourrait effectivement, etc. Et là, ça devient dans la dépêche de l'Agence France-Presse, on sait tous comment elle fonctionne : *« Michel Onfray n'exclut pas de voter Éric Zemmour. »* Et juste après c'est : *« Michel Onfray VA voter Éric Zemmour. »* Éric n'était pas encore candidat que j'avais déjà voté pour lui !

Donc je sais comment fonctionne la presse, et comment elle a fonctionné pour Éric, et l'espèce de mauvaise foi qu'il a eu à affronter sur plein de sujets : les juifs sauvés par Vichy, les handicapés dans les écoles… À chaque fois je voyais bien les ficelles du truc, qui permettaient de dire : *« Vous voyez bien, il est homophobe, il est antisémite, il est raciste… »* Bref ! Sur la question de l'islamisation, si on arrive à la tête de l'État, il faut être pragmatique. On ne peut pas simplement dire qu'il faudrait pouvoir séparer l'islam de l'islamisme. Je sais qu'Éric Zemmour pense qu'islam et islamisme, c'est la même chose, que c'est une question de degré, pas de nature. Moi je pense que c'est une question de nature.

Nombre de musulmans avec lesquels je parle du Coran ignorent le Coran. Ils ignorent la biographie du prophète, ils ignorent les hadit. J'ai lu l'autre jour que 70 % des gens ne savent pas placer dans l'ordre chronologique le judaïsme, le christianisme et l'islam. Vous voyez où les gens en sont, en termes de culture ; il y a vraiment un gros problème. Je pense qu'il y a plein de musulmans qui ont une foi qui n'a pas grand-chose à voir avec la théologie mais qui est une espèce de tradition : on fait le ramadan, on fait ceci, on ne fait pas cela.

Je pense qu'il y a un défaut de pédagogie républicaine, il y a un discours qu'on devrait pouvoir leur tenir et qu'on ne leur tient pas, parce qu'on ne sait plus le tenir — c'est le drame des marquisiens dont je parlais tout à l'heure. Parce que dès qu'on veut parler de l'islam, on est islamophobe. Voilà pourquoi Éric s'en est pris plein la figure. Dès qu'il parlait de l'islam, on ne l'entendait plus. Je pense qu'il faut parler. Je pense qu'il faut se pencher sur cette question : est-ce qu'il y a une différence de nature ou de degré ? Moi je pense que ce n'est pas la même chose. Je pense qu'il y avait plein de chrétiens au Moyen Âge qui n'avaient pas grand-chose à voir avec les grands inquisiteurs et qui se demandaient comment des choses comme celles-ci pouvaient avoir lieu.

En plus de ça il y a beaucoup de délinquance chez tous ces gens qui sont dans l'islamisme. Il y a des liaisons avec la mafia, avec le pouvoir, l'argent, le business, avec des choses vraiment pas terribles. Or il y a plein de fidèles qui ne se reconnaîtraient pas dans ce genre d'islam. Donc je pense qu'il faut faire ce travail

en évitant toute forme de globalisation, d'amalgame, en évitant des phrases du style, *« on ne leur a pas donné l'occasion d'être des islamistes mais si on la leur donnait, ils la prendraient! »* Imaginer qu'un musulman c'est un islamiste potentiel à qui on n'a pas donné l'occasion de poser des bombes, je trouve ça évidemment dangereux.

Je me répète mais si on se contentait d'honorer nos valeurs, à l'école, à la télévision, dans la publicité, partout, ce serait plus simple. Les pubs, ce sont des vecteurs idéologiques de propagande incroyable. Le cinéma c'est exactement la même chose. Si on arrêtait de faire des films de propagande, des publicités de propagande, si on arrêtait de faire de la propagande à la télévision, dans les téléfilms, à l'école, dans l'édition, etc., on cesserait de marcher sur la tête. Mais j'ai bien vu dans l'édition, on revient avec mes manuscrits et on me dit : *« On a vu avec l'avocat, il faudrait enlever ceci, cela. »* Je réponds toujours : *« Il n'y a aucun problème, je n'enlève rien et je payerai les procès. »*

Je ne vais pas commencer à faire ce genre de choses. Je pense au contraire que le problème est là. Le problème est dans cette espèce de passivité, au sens physiologique, qui est la nôtre ; cette façon que nous avons de dire *« nous sommes soumis, nous acceptons toutes vos propositions »*. Si nous avions un certain nombre de valeurs, si nous ne transigions pas, surtout, sur ces valeurs ! Parce que, une fois élu, il ne s'agit plus de faire de la théorie ou de jouer petit bras. Il ne faudra pas seulement fermer trois mosquées problématiques, mais dire qu'il y a tout un tas de choses qu'on ne va plus faire, notamment tout ce qui relève de l'islamogauchisme, du "wokisme"… Mais les maastrichtiens n'ont pas intérêt à cela, ils jouent du "wokisme", ils ont besoin de l'islamo-gauchisme, ils ont besoin de gens qui disent *« l'islam c'est l'islamisme »*. Tant qu'on est dans cette criminalisation de l'adversaire le débat n'est pas possible et alors l'effondrement de la France, plus que son islamisation, devient inéluctable.

E. Z. Je reprends votre dernière phrase car elle m'amuse beaucoup ; vous parlez de maastrichiens et d'islam, je vous rappelle quand même que c'est la Commission de Bruxelles qui fait l'éloge du voile et de l'islam. Quant à l'islam et l'islamisme, je ne suis pas le seul à le dire, Tareq Oubrou, imam de Bordeaux, modèle d'imam modéré, ami d'Alain Juppé, dit exactement la même chose que moi. L'islamisme, c'est un islam en action. Et Rémi Brague, le plus grand spécialiste français de l'islam, dit exactement la même chose. L'islamisme, c'est un islam pressé et l'islam, c'est un islamisme patient. C'est la même chose, il y a tout dans le Coran. Et comme moi, vous l'avez lu et vous avez dit vous-même que deux tiers des sourates étaient racistes, homophobes, dangereuses…

M. O. Non, je n'ai pas dit les deux tiers.

E. Z. Je vous assure que si.

M. O. Je ne peux pas l'avoir dit, j'ai distribué je ne sais combien de fois un feuillet sur lequel figuraient les sourates en question ; ça ne fait pas les deux tiers. Deux tiers d'un coran, ça fait un livre.

E. Z. Vous disiez vous-même que le Coran était un livre dangereux.

M. O. Pas les deux tiers.

E. Z. Je vous retrouverai la phrase, mais peu importe. Je considère qu'islam et islamisme c'est exactement la même chose. Rémi Brague raconte que, pendant l'épisode Dae'ch, il y avait des querelles, des polémiques, entre l'État islamique et l'université Al-Azhar du Caire qui disait qu'ils ne respectaient pas l'islam. Les gens de Dae'ch leur envoyaient alors des sourates ou des textes sur la vie du Prophète, le bon modèle ; Dae'ch a gagné largement cette bataille de sourates puisque, évidemment, il y a tout ce qu'il faut dans le Coran pour légitimer leurs actions. Il y a même tout ce qu'il faut, vous parliez de délinquance, pour légitimer la délinquance quand elle va à l'encontre des infidèles. C'est une sorte d'islam un peu sommaire où il faut faire comme le Prophète et piller, égorger les infidèles. Donc tout ça c'est l'islam.

M. O. Il y a aussi dans le Coran matière à prouver l'inverse.

E. Z. Oui, mais je vous rappelle qu'elles sont chronologiquement plus vieilles et donc régies →

"L'ISLAMISME, C'EST UN ISLAM PRESSÉ ET L'ISLAM, C'EST UN ISLAMISME PATIENT. C'EST LA MÊME CHOSE, IL Y A TOUT DANS LE CORAN."
Éric Zemmour

par la règle de la suppression, qui veut que ce soit les plus récentes qui l'emportent dans l'islam.

M. O. Je connais l'argument mais c'est faux. On est incapable de dater les sourates.

E. Z. Demandez aux spécialistes, vous verrez que ce n'est pas faux. Je fais un autre distinguo. Il y a l'islam, religion à la fois belliqueuse et totalitaire, qui enserre la vie de tous les fidèles, religion toujours inégalitaire (on dit les hommes et les femmes mais il y a aussi l'opposition entre les fidèles et les infidèles, entre les hommes libres et les esclaves), religion de la soumission, soit le contraire de la liberté. Tout ceci beaucoup de musulmans le savent, les musulmans les plus lucides le savent. Et d'un autre côté il y a ces musulmans qui peuvent très bien avoir, en France, une pratique détachée de l'islam, de ses traditions, une pratique de l'intérieur, du domicile, qui ne s'affirme pas dans la rue, une pratique qui était d'ailleurs celle des musulmans qui venaient en France dans les années 1960-1970, parmi lesquels pas mal de Kabyles. Je les connais bien, je viens d'Algérie et mon père était ami avec beaucoup d'entre eux. Ces gens-là avaient une pratique discrète de l'islam. Ceux-là sont tout à fait français et ont une pratique française.

M. O. Donc ce ne sont pas des islamistes impatients ?

E. Z. Je n'ai pas dit le contraire. Je dis simplement qu'aujourd'hui cette assimilation n'est plus possible en raison du nombre. Il y a une telle accumulation de gens venus de ces pays-là, dans les banlieues et jusque dans les plus petites villes de France, où aujourd'hui tout le monde est sous le contrôle de l'islam, que ceux qui voudraient s'en détacher et avoir une pratique à la française, c'est-à-dire discrète, de cet islam, ne peuvent plus. Je vous raconte une anecdote : c'était il y a trois semaines, je me baladais dans les rues quand une dame et sa fille m'arrêtent ; la dame devait avoir 60 ans, la fille 25. Elles me disent : *« Nous sommes toutes les deux musulmanes et on voulait vous saluer. »* Et la dame la plus âgée poursuit : *« Moi j'ai connu la France dont vous parlez, j'ai connu la France des années 1960 et c'est vous qui avez raison. La religion c'est à la maison, nous on fait comme ça, on est Kabyles. Et les jeunes aujourd'hui ont tort d'afficher leur islam. »*

"LES MOSQUÉES SONT DE PLUS EN PLUS NOMBREUSES. VOUS SAVEZ QU'IL Y A PLUS DE 2 500 MOSQUÉES AUJOURD'HUI EN FRANCE, MICHEL ? IL Y A UN SIÈCLE, IL Y EN AVAIT DEUX !"
Éric Zemmour

Donc oui, il y a eu, il y a encore des musulmans qui pratiquent comme cela. Mais ils sont de plus en plus rares parce que le nombre, toujours le nombre, fait que cette assimilation à la française n'est plus possible. C'est pour ça que je parle d'islamisation ; ça veut dire que l'islam s'affiche. On voit des femmes voilées, on voit des gens en *qamis* aller à la mosquée. Pourquoi ils s'habillent comme on le faisait au VII^{e} siècle dans le désert si ce n'est pas pour islamiser le paysage et le pays ? Pourquoi ils ne s'habillent pas comme vous et moi ? Les mosquées sont de plus en plus nombreuses. Vous savez qu'il y a plus de 2 500 mosquées aujourd'hui, Michel ? Il y a un siècle, il y en avait deux !

Je parle en termes de civilisation et je pose le problème à long terme. Je dis : le sujet majeur sur lequel je pense qu'on peut toujours se rassembler, même si je n'ai pas réussi pendant la présidentielle, c'est sauver la France de l'islamisation. Je pense que c'est un combat qui, de jour en jour, se perd. Ça devient de plus en plus urgent. Mais manifestement on a toujours d'autres sujets sur lesquels s'écharper et c'est ça, le reproche que je vous fais. D'aller chercher toujours d'autres sujets, qui vous paraissent toujours plus importants pour ne pas traiter ce sujet majeur.

BARBARA VIOLLET

Éric Zemmour avec humour : "La Constitution de 1958 n'est pas exactement anarchiste et libertaire."

FAIRE DIVERSION

M. O. Je ne fais pas de hiérarchie.

E. Z. Moi si.

M. O. C'est toute la différence. Je ne dis pas que c'est secondaire, je dis qu'il y a en effet une sorte de forteresse assiégée…

E. Z. Tout à fait.

M. O. C'est un peu comme avec ceux qu'on appelle les Black Blocs. Si vraiment il y avait une volonté politique de régler ce problème, il n'y aurait plus l'islamisation, il y aurait juste à résorber des poches particulières de résistance à la République. Ce à quoi j'ajoute que l'islam, c'est un débat, l'immigration c'en est un autre. Même si c'est lié, on est d'accord. Je pense que tout le monde est d'accord pour dire aujourd'hui qu'il faut maîtriser les flux. Mais après, vous mettez le curseur où ?

E. Z. Je me permets de vous interrompre : 320 000 entrées légales l'année dernière. Pour vous donner une comparaison, en 2010, c'était 200 000 et dix ans avant c'était 100 000. Donc vous dites que tout le monde est d'accord pour réguler les flux ; en réalité, personne n'est d'accord. Donc ça explose de partout. Et je ne vous parle que des entrées régulières.

M. O. Je précise donc : le peuple pense majoritairement qu'il faut réguler les flux.

E. Z. Vous avez raison. C'est même à 70 % dans tous les sondages.

M. O. Et les élites pensent effectivement qu'il faut ouvrir les vannes, laisser arriver, etc. Moi je crois beaucoup au référendum. On se demandait tout à l'heure comment faire, comment articuler. C'est extrêmement simple : on sollicite les gens, ils donnent leur avis et on fait ce qu'il faut faire. C'est pour ça que je pense que la solution passe par le général de Gaulle de la Constitution de 1958.

E. Z. C'est ce que j'ai proposé, mon cher Michel.

M. O. Avec la possibilité de dire : *« Je suis démis par le peuple. »* Je ne dis pas ça pour vous, vous n'êtes pas au pouvoir. Mais pour ceux qui l'ont été depuis trente ans, cette façon qu'ils ont de dire : *« la Ve République, la Constitution, le Conseil constitutionnel… »* On voudrait leur rétorquer : *« Arrêtez, c'est un chiffon de papier ; ce que le général de Gaulle a fait, vous avez tout défait, vous avez tout massacré, le septennat, la fin de la conscription… »*

E. Z. On est bien d'accord.

M. O. Donc le sujet il est plutôt là, c'est-à-dire…

E. Z. Revenir à la Constitution de 1958-62.

M. O. Et voilà.

E. Z. On est d'accord. Mais alors pardonnez-moi : ce n'est pas exactement une Constitution *« anarchiste et libertaire ». [Rires]* Je vous taquine.

M. O. Je dis "socialiste et libertaire". À quoi j'ajoute que le général de Gaulle était un grand lecteur des socialistes français du XIXe siècle, notamment Fourier, ce qu'on dit assez peu. La grand-mère du général de Gaulle fait un papier élogieux au moment de la mort de Proudhon, que le général de Gaulle connaissait bien. Il s'est entouré de gens comme Jacques Debû-Bridel, il connaissait très bien le socialisme français, y compris, parce que sa culture était →

"LE GÉNÉRAL DE GAULLE ÉTAIT UN GRAND LECTEUR DES SOCIALISTES FRANÇAIS DU XIXe SIÈCLE, NOTAMMENT FOURIER, CE QU'ON DIT ASSEZ PEU."
Michel Onfray

PEDERSEN BRITTA/DPA/ABACA

Elon Musk. La vision transhumaniste de l'existence est-elle appelée à dominer la planète ?

immense, le christianisme social du XIXe siècle dont nous parlions, Lacordaire, etc. Il y a chez le général de Gaulle la volonté de résoudre cette tension entre la République et la monarchie, qui consiste à dire : *« Le monarque que je suis sera élu au suffrage universel direct, moyennant quoi, si vous ne voulez plus de moi, parce que c'est quand même vous qui décidez, quand je perds les élections, je m'en vais, si je fais un référendum et que je le perds je m'en vais aussi. »* Je dis que la formule est magique et qu'elle a été détruite par les maastrichtiens.

E. Z. Ce ne sont pas seulement les maastrichtiens. La gauche n'a jamais accepté la Constitution de la Ve parce qu'elle la trouve, à raison, bonapartiste.

M. O. Vous avez raison. J'appelle maastrichtiens des gens d'avant Maastricht, un peu comme, pour moi, les jacobins ont préexisté au jacobinisme historique.

E. Z. Tout est dans Maastricht alors !

M. O. Non bien sûr mais, par exemple, Pompidou, avec sa réforme sur les banques, est un maastrichtien avant l'heure. Dès que le général de Gaulle s'en va, c'est fini. Ça commence avec Pompidou, ça continue avec Giscard et jusqu'à Macron. Ils défendent exactement la même thèse. Ce gaullisme-là, l'articulation entre *« c'est le peuple qui décide »* (la gauche), et *« c'est le monarque qui exécute »* (la droite) ne me semble pas incompatible avec le socialisme libertaire.

E. Z. Vous faites des pirouettes là !

M. O. Non pas du tout.

E. Z. Je vous assure, vous faites des pirouettes. Moi je veux bien, j'aime les pirouettes intellectuelles !

M. O. Tout le monde est contaminé par l'idée que de Gaulle est un fasciste, que c'est le coup d'État permanent.

E. Z. Pas moi !

M. O. Non, pas vous.

E. Z. Mais accordez-moi que c'est un bonapartiste autoritaire. Ce qui ne me gêne pas, au contraire !

M. O. Il n'est pas autoritaire puisque c'est le peuple qui décide.

E. Z. Je n'ai pas dit que c'était un dictateur. Autoritaire ça veut dire que…

M. O. Des autoritaires qui disent au peuple : *« quand vous ne voulez plus de moi je m'en vais »*, je n'en connais pas beaucoup.

E. Z. Pour moi c'est la démocratie, mais on peut être autoritaire et démocrate. Churchill est autoritaire et démocrate. De Gaulle aussi. Je vous évoquais tout à l'heure les 25 ou 30 pages de politique économique de ses *Mémoires d'espoir*, il y a un passage amusant, je vous invite à le regarder, ça va vous plaire en ces temps où on ne parle que concertation avec les syndicats. Il écrit : *« J'ai décidé la politique économique et j'ai dit aux Français : toutes ces mesures sont à mettre en œuvre demain. »* *[Rires]* Donc les syndicats…

M. O. Le président préside, le gouvernement gouverne.

E. Z. Je ne vous dis pas ça pour critiquer. Au contraire, j'aime ça. Je suis bonapartiste d'essence.

M. O. Ce n'est pas pareil. J'ai toujours pensé que c'était l'un ou l'autre. Où est l'équivalent

du référendum chez Napoléon? Où est le fait de s'en aller si le peuple n'est pas d'accord?

E. Z. Bonaparte fait des plébiscites et le peuple est à 80 % avec lui. Vous savez, s'il avait fait des référendums jusqu'en 1814, il les aurait gagnés sans problèmes. Après non.

M. O. C'est de la politique fiction.

E. Z. Vous connaissez le mot célèbre: on demande à une dame pour quel régime elle est. La monarchie? La république? Et elle dit : *« Oh mais moi je suis d'accord pour que ce soit la République à condition que le roi soit Bonaparte. »* Après il est davantage influencé par les anciens, les rois, il devient un roi, vous avez raison, mais parce que l'Europe entière est monarchique. Il devient empereur.

M. O. Ce n'est pas pareil.

E. Z. C'est parce qu'on a un grand territoire.

M. O. L'empire est impérialiste, par définition; la monarchie n'est pas forcément impérialiste.

E. Z. Pour moi la monarchie française est impérialiste. Je peux le démontrer sans problème mais Geoffroy Lejeune va pousser des hauts cris. Pour revenir à de Gaulle, on a un point d'accord fondamental et c'est exactement ce que j'ai proposé pendant la campagne. J'étais même le seul à m'opposer à Laurent Fabius qui, lui, a fait des déclarations scandaleuses, que personne n'a relevées. J'y ai consacré un chapitre dans mon livre. Fabius a carrément dit qu'à partir de maintenant (je pense qu'il avait bien vu ce qui se profilait si j'arrivais au second tour) le Conseil constitutionnel contrôlerait non pas seulement la constitutionnalité des lois votées par le Parlement, ce qui est déjà un coup de force constitutionnel par rapport à la volonté de De Gaulle et de Michel Debré, mais aussi les textes issus du référendum! Il se donnait le pouvoir d'aller contre 1962, d'aller contre la jurisprudence du Conseil de l'époque et surtout de maîtriser complètement la volonté du peuple et de décider, lui, ce qui est démocratique ou pas. C'était sidérant et il n'y a que moi qui me suis opposé à cela. Vous auriez dû vraiment me soutenir là-dessus parce que c'est un point essentiel de la bonne marche de nos institutions. Beaucoup plus important que nos débats sur l'Europe.

M. O. Ou l'islam!

E. Z. Ah non!

M. O. Si l'on revenait à des institutions solides, on réglerait facilement ce problème.

LE CAIRE OU LA CALIFORNIE

E. Z. Cher Michel... Si on a 25 millions de musulmans on aura une souveraineté islamique, une république islamique. Vous serez content, on sera souverainiste, mais le pays deviendra un pays musulman et islamisé.

M. O. Et ils seront très rapidement balayés par les nouvelles technologies, par le transhumanisme, par les Gafam qui font déjà la loi et qui font aussi les élections.

E. Z. Vous m'amusez. Ils ne font pas la loi en Iran, ils ne font pas la loi en Arabie saoudite, ils ne font pas la loi en Algérie. Le peuple impose sa civilisation et c'est ce qui va arriver en France.

M. O. Pour le coup vous me parlez de dictatures.

E. Z. L'islam génère toujours des dictatures.

M. O. C'est un autre sujet. Vous me parlez de l'Iran ou de l'Algérie, je ne suis pas sûr que les élections soient franchement libres et que les gens qui sont au pouvoir soient choisis par le peuple.

E. Z. Je suis d'accord.

M. O. Cela dit je ne sais pas ce qui se passe en Iran. De même, on ne sait pas ce qui se passe en Chine. Je ne les vois pas laisser le transhumanisme aux Américains.

E. Z. Pour les Chinois, je suis d'accord. ➔

"LES GAFAM NE FONT PAS LA LOI EN IRAN, ILS NE FONT PAS LA LOI EN ARABIE SAOUDITE, ILS NE FONT PAS LA LOI EN ALGÉRIE."
Éric Zemmour

M. O. On apprendra peut-être un jour que le laboratoire de Wuhan faisait partie d'un dispositif qui permet de travailler avec les transhumanistes…

E. Z. Je ne sais pas, je ne maîtrise pas, j'ai déjà du mal avec la situation française.

M. O. Je pense que c'est déjà le cas. Les Indiens y travaillent, la Chine y travaille, les Américains y travaillent, le Canada y travaille, l'Europe n'y travaille pas pour des raisons…

E. Z. … éthiques ?

M. O. Oui absolument ; une sorte de morale mal placée, je dirais. Mais c'est ce vers quoi nous allons. On voit ChatGPT, ça va à toute allure ; il y a SpaceX, Neuralink. Elon Musk est en train de "pucer" des truies ou des singes pour les faire penser comme il faut.

E. Z. Encore une fois, je ne vous dis pas que ce n'est pas un sujet important mais…

M. O. Je pense que la civilisation est plus en danger avec le transhumanisme qu'avec l'islamisation. Je pense que l'Europe, c'est fini. C'est ça la différence entre nous. Moi je pense que la France c'est fini, c'est ainsi, voilà. On ne restaure pas un paradis perdu.

E. Z. Et après vous me dites qu'on aime tous deux le peuple français ! Moi j'essaie de le sauver !

M. O. Moi le temps qui me reste à vivre je vais continuer à aimer le peuple français, je vais continuer mon travail de réflexion et d'éducation populaire en disant : *« Sortez de tout ce qu'on vous enseigne. »*

E. Z. Mais vous leur dites qu'ils sont morts ! Moi je leur dis : *« Si jamais vous continuez, vous êtes morts. »* Ce n'est pas le même discours. Il y a une tentative de sauver ce qui peut l'être encore.

M. O. Ça s'appelle l'optimisme.

E. Z. Non, ça s'appelle l'énergie. Je ne suis malheureusement pas optimiste.

M. O. Mais vous pensez que c'est pensable, alors que ça n'est pas pensable.

E. Z. Évidemment si on se dit tous comme vous… On m'a tellement reproché mon pessimisme que ça m'amuse de vous voir me traiter d'optimiste ! Pourquoi pas, après tout ? Moi aussi je pouvais rester à CNews, j'étais tranquille, je gagnais bien ma vie, j'étais moins insulté, un peu moins, disons. Mais à un moment je me suis dit que je ne pouvais pas laisser ça à mes enfants. Je ne peux pas accepter que ma fille soit un jour voilée, donc j'ai décidé d'aller me battre. C'est tout.

M. O. Je ne pense pas qu'il y ait à craindre que votre fille soit voilée. En revanche je pense que votre fille aura à gérer des problèmes avec ChatGPT et son monde.

E. Z. Je ne crois pas. ChatGPT, elle saura régler ça.

M. O. Je ne le pense pas. Quand l'intelligence sera donnée aux machines, on n'aura plus l'occasion de résister à ce à quoi on devrait pouvoir résister.

E. Z. C'est de la science-fiction, tout ça.

M. O. Non. Je pense que la science-fiction c'est de ne pas voir ce qui se passe. Les gens les plus riches du monde travaillent à ce projet de civilisation. Ils ont l'argent que, par exemple, n'ont plus les États-Unis. C'est Elon Musk et SpaceX qui peuvent envoyer dans l'espace ce que les États-Unis ne peuvent plus envoyer.

E. Z. Si Elon Musk envoie ce qu'il envoie dans l'espace c'est parce que c'est subventionné par le gouvernement américain et par la Nasa.

M. O. Parce qu'ils ont des intérêts communs…

E. Z. Oui. Mais ils ont plus de moyens qu'Elon Musk, contrairement à ce que vous dites.

M. O. Bref : tout ce monde tire dans le même sens. Alors, si vous pensez que ceci est moins dangereux, pour l'avenir de l'humanité, que les gens qui islamisent la société française…

"QUAND LE 'TITANIC' A HEURTÉ L'ICEBERG ET QU'IL COMMENCE À COULER, L'IDÉE DE DIRE : 'COMMENT PEUT-ON FAIRE POUR QU'IL NE COULE PAS ?' EST UNE IDÉE FAUSSE."
Michel Onfray

SIETE_VIDAS/GETTY IMAGES/ISTOCKPHOTO

Le mont Saint-Michel en majesté. Un héritage qui nous oblige tous.

PASSAGERS DU "TITANIC"

E. Z. Je parle de la France, je ne parle pas de l'humanité. Vous parlez de l'humanité, moi j'ai déjà du mal à défendre et à sauver la France. Vous êtes comme les écolos, vous êtes beaucoup plus ambitieux que moi. Je reste modeste. Si je pouvais déjà sauver la France, je serais content.

M. O. Tout à l'heure vous parliez du judéo-christianisme; la configuration judéo-chrétienne, ce n'est pas que la France.

E. Z. Disons que c'est l'Europe.

M. O. Non, pas seulement.

E. Z. L'Occident, si vous voulez.

M. O. Ça rajoute l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada. Et puis ça ajoute aussi l'Amérique du Sud, parce que le catholicisme est présent là-bas. Ça fait quand même beaucoup. Je pense que quand vous avez tout ça contre un projet civilisationnel judéo-chrétien, il me semble que le danger ce n'est pas l'islam.

E. Z. Oui mais l'Amérique du Sud, les États-Unis, l'Australie ne sont pas envahis par l'islam comme nous. Nous, nous sommes en train d'être remplacés. L'Europe et la France sont en train d'être remplacées. Les autres, non.

M. O. L'islam débarrasse l'Europe.

E. Z. Je ne vous le fais pas dire.

M. O. Eh bien c'est comme ça…

E. Z. Eh bien moi, je ne m'y résous pas. C'est le fond de notre discussion. Peut-être que finalement je vais échouer, peut-être que je n'arriverai pas à mon but mais, au moins, j'aurai essayé. Quand j'aurai 80 ans, si Dieu me prête vie jusque-là, je pourrai me regarder en face en me disant: *« Au moins, tu as essayé. »* Je ne me voyais pas rester confortablement dans mon siège. C'est ce qui nous différencie.

M. O. Je n'ai pas ce désir-là. Je comprends que vous l'ayez eu, je ne fais pas la critique de ça. Je dis simplement que je ne l'ai jamais eu et que je ne l'aurai jamais. Parce qu'à un moment, quand le *Titanic* a heurté l'iceberg et qu'il commence à couler, l'idée de dire: *« Comment peut-on faire pour qu'il ne coule pas? »*, est une idée fausse. Je ne vais pas dire sotte. Seulement voilà, c'est trop tard.

E. Z. J'essaie de sauver les gens qui sont sur le *Titanic*. Et surtout la culture qu'il y a sur le *Titanic*.

M. O. Je pense de mon côté qu'il nous reste à vivre une vie d'esthète sur le pont. En disant: *« Ça ne passera pas par moi. »*

G. L. Un mot pour conclure. Il y a deux ans et demi, vous auriez été d'accord avec ce détachement?

E. Z. Non. Il y a dix ans, peut-être. J'ai dressé le même constat et puis je me suis dit: *« Maintenant qu'est-ce que je fais? »* ●

ABOLITION
DE
LA
PEINE
MORT.

Splendeurs et misères de l'engagement

Pourquoi y aller ? Pourquoi, à un moment donné, l'intellectuel sent-il en lui le désir de descendre dans l'arène ? Et comment faire, alors, pour voir sa plume se changer en sabre, pour voir sa propre personne devenir vraiment autre ? Y a-t-il un tribun dans chaque écrivain ? *« Écrire, c'est se parler à soi-même et parler à une foule »*, notait en substance Cesare Pavese. Le fossé entre les deux univers, la littérature et la politique, n'est pas si large et il a souvent été franchi, notamment en France. Comme le rappelle Éric Zemmour dans son dernier ouvrage, *« Thiers, Lamartine, Hugo, Tocqueville, Chateaubriand, Barrès, Zola, Clemenceau, Aragon, Malraux, de Gaulle, autant d'écrivains en politique, autant de politiques qui savent écrire »*. L'histoire enseigne cependant que ces aventures ne furent pas toutes couronnées de succès, que les lecteurs ne font pas forcément des électeurs et que, s'il arrive que le mot *« chien »* puisse mordre, il n'en reste pas moins que le verbe et l'action sont des choses bien distinctes.

AKG-IMAGES / ERICH LESSING

Février 1848. Alphonse de Lamartine défend le drapeau tricolore.

François-René, vicomte de Chateaubriand (1768-1848). Grand nom de la littérature française, il fut aussi ministre, ambassadeur…

Pourquoi des intellectuels en politique

Le constat est fait, il est connu, il est terrible. Il faut désormais agir, passer à l'action, redresser les ruines. Il faut traduire en politique les aspirations populaires. Aujourd'hui, l'impatience gagne les "intelligences sensibles" et les pousse à se mettre au service de la seule cause qui vaille : le réel.

Par Bérénice Levet*

Le fossé entre les Français et leurs représentants est abyssal. La raison est profonde et vient de loin. Dès les années 1950-1960, la technocratie a commencé de l'emporter sur la politique. L'impératif de l'adaptation et du changement a prévalu sur celui de la continuité historique. Certes, le traumatisme de la Seconde Guerre mondiale était tel que laisser le vieux monde derrière soi semblait le seul mandat légitime. Or, le vieux monde, c'était les nations, les singularités nationales. Regardées comme des principes de division, d'antagonismes dévastateurs, les identités des peuples furent décrétées meurtrières. Et par conséquent comme ce qui devait être dépassé si l'on voulait garantir la paix aux générations à venir. L'obsolescence de la nation fut ainsi programmée.

L'Europe s'est ainsi reconstruite sur cette base, le dépassement, l'abolition des peuples, de leur histoire, de leurs mœurs particulières au profit d'une grande entité, l'Union européenne abstraite, sans passé, sans mémoire, tout entière tournée vers l'avenir et la fraternité des peuples. On rappellera le mot de Jean Monnet dans un discours prononcé à Washington, en 1952, véritable faire-part de décès des nations: *« Nous coalisons non des États, nous unissons les hommes »*, autrement dit l'unité de base de l'Europe devenait l'individu délié de toute histoire, réduit à ses droits subjectifs, reconduit à sa condition pré-sociale, pré-politique. Lorsque, en 1949, il publie *l'Enracinement*, de Simone Weil, Albert Camus écrit: *« Il me paraît impossible d'imaginer pour l'Europe une renaissance qui ne tienne pas compte des exigences que Simone Weil a définies dans* l'Enracinement *»*. Parmi ceux-ci, l'enracinement, l'inscription dans un lieu et dans une histoire, s'imposait comme *« le besoin le plus important et le plus méconnu de l'âme humaine »*. Il venait même couronner tous les autres besoins, car un homme déraciné, faisait apparaître Simone Weil, sombre dans l'atonie, vit dans l'insignifiance. Son existence tout entière devient exsangue. Et la philosophe d'énoncer une sorte d'impératif que les responsables de la France libérée devront observer: *« Que les hommes qui se proposeront au pays pour le gouverner reconnaissent publiquement certaines obligations répondant aux aspirations essentielles du peuple, éternellement inscrites au fond des âmes »*.

PHOTOS: V. ISORE/IP3PRESS/MAXPPP - BRIDGEMAN IMAGES

"C'EST UNE ERREUR DE PENSER QUE LES PEUPLES NE VEULENT PLUS DE POLITIQUES, PLUS DE REPRÉSENTANTS, PLUS D'INSTITUTIONS."

En dépit de ce remarquable avertissement, l'Europe et singulièrement la France se sont rebâties non seulement sur l'oubli de ces besoins de l'âme, mais même sur leur disqualification.

C'est une erreur de penser que les peuples ne veulent plus de politiques, plus de représentants, plus d'institutions. Seulement, ils veulent des politiques qui gardent confiance dans l'action. Des politiques qui n'abandonnent pas leur pouvoir de décision à des entités extérieures, à des instances supranationales. Des politiques qui, plutôt que de les sommer de s'adapter au monde comme il est, comme il va, auraient eux-mêmes l'audace de se détourner du droit chemin dessiné par l'Union européenne, le FMI, les cours de Bourse. Droit chemin économique, mais non moins civilisationnel. Car le "bon →

PHOTOS : ALEXIS DUCLOS/SIPA ; TALLANDIER / BRIDGEMAN IMAGES

élève de Bruxelles" ne se doit pas seulement de satisfaire à des critères monétaires, il doit aussi se convertir à un modèle diversitaire, *« inclusif »*. Il doit transcrire dans ses textes de loi et faire prévaloir dans ses mœurs les *« droits des diversités et des minorités »*.

Les Français, autrement dit, comme chacun des peuples européens au demeurant, veulent des politiques qui se regardent non comme de dociles exécutants mais comme les obligés de leur peuple, de la nation, de la patrie, cette réalité historiquement constituée dont ils ont brigué la responsabilité. Et l'on doit faire résonner ce beau et noble mot de responsabilité : les Français demandent des politiques déterminés à répondre de la France, devant les vivants naturellement, mais aussi devant les morts et devant ceux qui viendront après nous. De la France, et pas seulement de la *« planète »* comme ils disent, non plus des *« valeurs »* universelles qui n'acquièrent de réalité qu'incarnées, mais de cette réalité charnelle qu'est notre pays. C'est cela le Bien commun et il n'est pas qu'horizontal.

Seul le peuple ukrainien aurait droit à l'intégrité de son territoire ?

En somme, les Français demandent, ce qui n'a rien d'extravagant, des politiques qui entendent demeurer ou plutôt, au regard de la dépossession, redevenir souverains. Rappelons à cet égard, l'échange entre Jacques Pilhan et Hubert Védrine, en 1992, alors que se déroulait la campagne du référendum sur le traité de Maastricht. Les enquêtes d'opinion se multipliaient, chaque jour plus défavorables au oui, et le conseiller en communication de François Mitterrand forcé de conclure : *« Les Français ne comprennent pas pourquoi on leur dit que la souveraineté, ce n'est pas bien »*. Et heureusement, ils le comprennent moins que jamais.

Ce n'est pas sans grincement de dents, soit dit en passant, que depuis le 24 février 2022, on assiste au spectacle d'Européens, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, en tête, se faire le chantre de l'indépendance de l'Ukraine. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes aurait donc quelque légitimité et vertu ? L'enjeu est philosophique, anthropologique, existentiel : deux idées de l'homme s'opposent ici. D'un côté, des peuples attachés à leur mode de vie, à leurs mœurs, à leurs paysages et qui aspirent à les voir préservés, sauvés, continués. De l'autre, des élites qui se regardent

Bernard-Henri Lévy. Grande conscience universelle, infatigable redresseur de torts, il n'a jamais caché son mépris à l'endroit des esprits rétifs à son catéchisme.

comme mandatées pour changer le monde, le transformer, le *« réinventer »*, selon la dernière table de la loi progressiste et dans un arc qui va de Reconquête! à LFI, en passant pas les Verts, d'Emmanuel Macron à Anne Hidalgo, de Sandrine Rousseau à Jean-Luc Mélenchon; raison pour laquelle les ruines ne leur font nullement peur — au contraire, ils les regardent s'amonceler avec jubilation; raison pour laquelle également ils sont beaucoup plus proches les uns des autres.

L'élite politique, économique, culturelle continue de sacrifier au péché originel de la modernité, qui est de prêter des vertus, toutes les vertus à la déliaison, à la désaffiliation. Autrement dit, l'absolutisation de l'émancipation, qui va de pair avec le sacre de l'individu-monade — d'où des politiques occupées à étendre à l'infini la liste des *« droits »* de l'individu (IVG constitutionnalisée, euthanasie qui à n'en pas douter sera consacrée). Un individu érigé en mesure de toute chose, individu réduit à lui-même et non le *« je »* aristocratique, à la Corneille, qui au travers de ses choix et de ses actes engage une certaine idée de l'homme, de l'humanité, de ce que celle-ci peut de grand, de noble.

Face à ces élites autosatisfaites, on a un peuple qui, lui, sait les vertus protectrices des liens, leur saveur aussi, et y est "attaché", au sens affectif du terme. L'enracinement, l'inscription dans un lieu et dans une histoire n'immobilise pas, mais porte, soutient, commande. *« Un peuple,* disait Montesquieu, *connaît, aime et défend toujours plus ses mœurs que ses lois »*, parce que ces dernières sont instituées quand les premières sont inspirées.

Nos élites restent inféodées à ce que le philosophe Vincent Descombes appelle des *« nœuds mentaux »*, c'est-à-dire des associations d'idées moralement qualifiées, ainsi de l'enracinement, de l'assimilation, coupables, forcément coupables. L'identité nationale, *« point de douleur »* par excellence de la conscience progressiste. À l'inverse, l'ouverture, le métissage, la *« créolisation »*, l'*« inclusion »*, la *« diversité »*, les *« minorités »*.

Lorsque, en 2017, je publiais *le Crépuscule des idoles progressistes*, je voulais croire que les nœuds commençaient à être dénoués, que les idoles étaient déjà à demi renversées, vivaient leurs tout derniers jours. Le spectacle de désolation était si éclatant que leur destitution ne pouvait plus tarder. Et d'ailleurs, la colère montait dans les rangs des progressistes, qui sentaient le sol trembler sous leurs pas. Le peuple brisait leurs idoles et ils étaient en colère: l'homme n'était décidément pas à la hauteur de leur idéal, il avait besoin de racines, de mémoire, d'histoire(s) et avait la hardiesse de commencer à le faire savoir…

Souvenons-nous de Bernard-Henri Lévy fulminant contre les Britanniques votant en faveur du Brexit: *« Comment ce pays, pourtant immunisé par Lewis Carroll, a-t-il pu suivre des illusionnistes qui, tel le lapin blanc d'Alice, sont "en retard, toujours en retard"* [puisque leurs idées retardent d'un siècle] » Comment ne pas songer à George Orwell se disant heureux d'*« avoir reçu un type d'éducation »* qui ne le faisait pas *« ressembler à ces intellectuels de gauche "éclairés" au point de ne pouvoir comprendre les plus élémentaires émotions »*, et grâce à laquelle il éprouvait un *« sentiment de sacrilège si on ne se mettait pas au garde-à-vous quand on jouait le* God save the King *»*.

UNE PENSÉE PEUT RESTER LONGTEMPS SOUTERRAINE, TRAVAILLANT LENTEMENT NOTRE ÂME, AVANT QU'UN ÉVÉNEMENT EXTÉRIEUR CENTUPLE SOUDAIN SA FORCE.

Conforter les gens ordinaires, leur dire de ne plus douter d'eux-mêmes

Mon propos dans ce livre était de rendre leur légitimité aux aspirations populaires — enracinement, inscription et attachement à une histoire et à un lieu, droit à la continuité historique, à une école vouée à la transmission — en en faisant apparaître les fondements. Ces exigences étaient conspuées par les belles âmes? Il me paraissait essentiel de restituer le socle anthropologique qui avait été ignoré, méprisé, arasé par l'idéologie progressiste. Contre la tentative de diabolisation des gens ordinaires, de leurs hantises — insécurité économique et culturelle, *« dépossession »*, selon le mot de Christophe Guilluy — et de leurs aspirations, contre l'effort de *« démoralisation »*, de disqualification morale, il convenait, me semblait-il, de répliquer et de revenir à l'humaine nature et condition. Simone Weil me guidait: *« Il arrive qu'une pensée* […], écrivait-elle, *travaille sourdement l'âme et pourtant n'agit sur elle que faiblement. Si l'on entend formuler cette pensée hors de soi-même* […] *Elle en reçoit une force centuplée et peut parfois produire une transformation intérieure »*. Intérieure et extérieure aussi, car il s'agissait bien pour moi de conforter les gens ordinaires dans leurs diagnostics et leurs revendications. Ils ne devaient plus douter d'eux-mêmes, douter du bien-fondé de leurs exigences: non, il n'est rien de crispé, rien de frileux, rien de *« nauséabond »*, dans l'attachement à son mode →

PHOTOS : AUGUSTIN LE GALL/HAYTHAM-REA ; GRANGER / BRIDGEMAN IMAGES

de vie, à la physionomie de son pays, dans la fidélité à des us et coutumes, dans le patriotisme.

Il ne s'agissait donc pas de *« convertir »* le peuple à nos idées, de nourrir et aiguillonner les passions, au mieux tristes, au pis viles, des hommes, comme nos adversaires tentent de le faire accroire, mais au contraire de revenir à l'expérience concrète des hommes de chair et de sang. C'est là peut-être que la référence à Antonio Gramsci égare, ou plutôt joue contre eux. En acceptant l'analogie avec la conquête des peuples par les idées libérales, progressistes, nous concédons que, nous aussi, nous poursuivrions pour fin de fabriquer une nouvelle forme d'humanité. Que nous aussi travaillerions à façonner, à modeler l'opinion, à la convertir à une certaine conception de l'homme. Or, autant cela était vrai pour l'homme des temps modernes, l'homme-monade, atome du libéralisme, autosuffisant, l'homme des droits de l'homme, car lui n'existe pas ; lui est introuvable. Lui est pure construction. Qu'on le veuille ou non, naître, c'est entrer dans un monde, c'est-à-dire une civilisation, qui nous précède, à laquelle nous devons la langue que nous parlons, l'épaisseur temporelle, historique qui n'est pas donnée avec la seule vie mais transmise par la famille, l'Église, la nation et fait de nous des hommes, des êtres qui ne sont aplanis sur le seul présent, nous désincarcère. Nous sommes par naissance endettés.

L'impatience nous gagne, et le désir de passer aux travaux pratiques

À l'inverse, l'idée de l'homme que nous servons ne loge pas dans quelque ciel des Idées, mais ici-bas. Elle nous rapatrie dans le monde concret, réel — c'est bien pourquoi, plutôt que de donner audience à leurs seuls *« cabinets de conseils »*, nos hommes politiques, s'ils entendaient réellement de nouveau gouverner au nom du peuple et pour le peuple, auraient tout intérêt à ouvrir les yeux, tendre l'oreille à cette réalité qui ne cadre peut-être pas avec leur homme rêvé, qui les déçoit sans doute, mais enfin qui est la seule réelle.

Nous revenons à l'âme humaine. Nous appelons à une réconciliation avec l'homme tel qu'il nous est donné — non que nous renoncions à toute grandeur, à toute noblesse, car l'homme est bel et bien cette créature également capable du Bien et du Mal et une civilisation s'apprécie à la carrière qu'elle ouvre en chacun à la poursuite du Vrai, du Bien et du Beau — mais il n'appartient à aucun de nous de *« refaire »* l'homme, de le *« réinventer »*.

Les hommes ne sont pas de la matière que l'on façonne selon une ni même des Idées. Et c'est bien ce qui nous a perdus depuis tant d'années. La prédominance des experts, des technocrates procède de la confusion de l'action et de la fabrication. Les peuples, leur résistance ne sont regardés que comme des archaïsmes. Tout à l'ivresse de les *« réinventer »*, on les forcera à être libre. Et c'est ainsi que l'écologie s'est présentée comme la bonne nouvelle pour les politiques toujours avides de grande marche en avant…

Alors évidemment, je n'ignore pas le sens et le programme de cette notion d'hégémonie culturelle regardée comme préalable au triomphe dans les urnes : il s'agit de convaincre toujours davantage de la légitimité des aspirations qu'on dira conservatrices — même si le besoin de continuité historique, de stabilité, de

Manifestation de "gilets jaunes". Une France condamnée à l'invisibilité reprenait des couleurs.

préservation, de limites anthropologiques comme géographiques n'est en rien contraire au goût du nouveau, du renouvellement, pourvu que le nouveau soit enrichissement et fécondité. Mais pour être victorieuse, cette bataille doit être menée également sur le terrain, dans la confrontation avec la rugueuse réalité. Les peuples sont las des beaux discours.

Pourquoi donc des intellectuels en politique, me demanderez-vous? L'objet et l'enjeu promis par le titre que j'ai choisi semblent loin? Nullement. Car si précisément Éric Zemmour est entré en politique, si Michel Onfray s'y prépare et s'y certains d'entre nous céderaient volontiers à la tentation, c'est que la lassitude, l'impatience nous gagnent. Et le désir de passer aux travaux pratiques, de donner une traduction politique à ces aspirations populaires nous anime. De fait, le travail théorique est accompli. L'état des lieux est établi et rigoureusement. Les maux français sont ainsi amplement, et avec sagacité, diagnostiqués, et depuis quelques années désormais. Nous n'ignorons rien de la décomposition française, de l'archipellisation française, du malheur français, de l'identité malheureuse, du malaise dans la démocratie. Bref, on vit mal dans le monde rêvé des libéraux-libertaires. Jusqu'à quand allons-nous regarder les ruines s'amonceler, les peuples montrer des signes de révolte et tristement rentrer chez eux?

CHARLES PÉGUY : "MA RÉPUBLIQUE EST EN UN SENS AVANT TOUT UNE RÉPUBLIQUE OÙ ON LAISSERA LES GENS TRANQUILLES."

Parler de crépuscule du progressisme était sans doute hâtif en 2017. Emmanuel Macron devait être porté à la présidence de la République et son programme était sans ambiguïté: il s'agissait d'*« adapter la France au monde »*, autrement dit de parachever le programme de déstructuration entamé par ses prédécesseurs. Il le fut de nouveau en 2022. Toutefois, et la chose est incontestable, nous sommes dans un entre-deux. Le mouvement des "gilets jaunes", en 2018, a fait date. Enfin, par la grâce d'une chasuble phosphorescente, cette France, condamnée à l'invisibilité depuis des décennies, devenait pleinement visible. Les gens ordinaires, la majorité ordinaire disait son refus de vivre dans le monde qu'on leur bâtit depuis les années 1960, qui passe par pertes et profits les besoins et les aspirations des peuples. Les Français voient ce qu'ils voient, ils vivent ce qu'ils vivent. Villages exsangues, déserts médicaux, services publics congédiés, lieux de sociabilité disparus, commerces aux rideaux baissés. Le mouvement contre la réforme des retraites en cours au moment où j'écris s'inscrit dans la filiation de cette manifestation d'ampleur.

Et les peuples attendent, scrutent non pas l'homme providentiel mais l'homme, ou la femme, réellement disposé et déterminé à remettre l'église au centre du village, au propre comme au figuré. Et le désir de passer aux travaux pratiques, les chatouiller? Je l'ai laissé entendre: il n'est qu'une cause aujourd'hui à servir, le réel. Et ce réel, il réclame une faculté, comme l'a si magnifiquement établi Hannah Arendt, puisant son inspiration dans la Bible: un cœur intelligent, ou une intelligence sensible. Autre nom en somme de l'esprit de finesse, quand l'esprit de géométrie guide nos politiques. Relisons le *Livre des rois*. Salomon vient d'être désigné comme le successeur de son père sur le trône du royaume d'Israël, *« la nuit suivante, Dieu* [lui] *apparut et lui dit:* "Demande! Que puis-je te donner?" » Salomon répondit à Dieu: *« Seigneur, mon Dieu, c'est Toi qui fais régner Ton serviteur à la place de David, mon père, moi qui ne suis qu'un tout jeune homme et ne sais comment gouverner* [...] *Il Te faudra donc donner à Ton serviteur un cœur qui ait de l'entendement pour gouverner Ton peuple, pour discerner le bien et le mal ».*

Se laisser bousculer par le réel

Des philosophes, des penseurs en politique? La chose ne va pas sans danger — Aristote le premier nous en avertit. Alors quiconque parmi nous s'y risque doit adresser semblable prière. Telle est sans doute la leçon que l'exemple et l'échec électoral d'Éric Zemmour à la présidentielle de 2022 nous administrent à nous autres, intellectuels. Je ne crois pas en effet que la guerre en Ukraine soit la cause première de sa défaite. Non plus le mépris du peuple que lui prête Michel Onfray. En revanche, une foi excessive dans les idées. Or, la politique demande de se laisser étonner, bousculer, inquiéter par le réel. Quoi qu'il en soit, sachons répondre à l'appel du peuple et faisons-lui confiance. Rendons-lui les clefs de son destin, cessons de vouloir le *« réinventer »*, et cela passe par une revitalisation de la vie locale. Faisons nôtre le programme de Charles Péguy: *« Ma république est en un sens avant tout une république où on laissera les gens tranquilles ».* ●

** Bérénice Levet est philosophe. Dernier ouvrage paru: Le courage de la dissidence. L'esprit français contre le wokisme (L'Observatoire).*

Zemmour, les médias, la parole et l'action

L'image d'Éric Zemmour, avant et pendant la campagne présidentielle, s'est construite d'abord à travers son rapport si particulier aux médias. Une surexposition qui s'est finalement retournée contre lui.

Par Vincent Coussedière*

Il y a dans le rapport de Zemmour aux médias un mélange unique de lucidité et d'aveuglement. Lui-même homme de médias, s'étant construit et ayant construit sa carrière grâce à eux, il a su les instrumentaliser autant qu'il a accepté qu'ils l'instrumentalisent. Dans son dernier livre, c'est finalement ces mêmes médias qu'il rend responsables de son échec, mais c'est aussi devant eux qu'il vient de nouveau comparaître pour faire sa promotion. On peut reconnaître à Zemmour une forme de courage lorsqu'il accepte les invitations des talk-shows les plus regardés mais aussi parfois les plus hostiles. On peut aussi éprouver une forme d'agacement qu'il ne

TF1/TMC

Éric Zemmour sur le plateau de TF1. L'essayiste a su instrumentaliser les médias pour bâtir son personnage public.

sélectionne pas davantage ses émissions et se dire que, décidément, "Zemmour n'a rien compris".

Quel contraste entre le sentiment que le lecteur peut avoir une fois le livre de Zemmour refermé, le sentiment d'avoir lu un témoignage éclairant et parfois profond sur l'époque, vue à travers l'aventure d'une campagne présidentielle, et le sentiment que le spectateur éprouve lors de ses prestations dans les talk-shows. Si on prend l'exemple de son récent passage dans l'émission de Léa Salamé sur France 2, de la connivence des animateurs et des invités, des sourires entendus lorsqu'il parle, saisis immédiatement par la caméra du réalisateur, de l'humour et de l'ironie dont il fait les frais, de toute cette obscénité "bien-pensante", ne peut-on craindre qu'elle rejaillisse finalement sur celui qui a accepté de se prêter au jeu? Quelle que soit la qualité des réparties de Zemmour, la vulgarité de la "forme" ne finit-elle pas par absorber le contenu? Le spectateur reste alors sur le sentiment désagréable d'avoir vu un homme prétendant réinsuffler de la noblesse dans la politique faire le pitre avec les autres, riant à l'humour le plus lourd et le plus attendu, faisant semblant de ne pas voir qu'il est essentiellement orienté contre lui.

Ceux qu'il a représentés et qui ont voté pour lui pourraient éprouver le même sentiment de honte dont il a parlé lors du fameux débat de Marine le Pen en 2017. *« Pas au niveau »*, n'avait cessé de répéter Zemmour: pas au niveau d'une candidate au deuxième tour de l'élection présidentielle. "Pas au niveau", pourraient se répéter certains en le voyant participer à ce genre de talk-show, au niveau d'une éventuelle deuxième candidature et d'un redressement du parti Reconquête!

Il a brisé l'omerta médiatique sur de nombreux sujets

Au-delà de la polémique, qu'il serait facile de retourner ainsi contre Zemmour, ce qui est véritablement en question, c'est sa réflexion sur les médias et sur la parole politique. Il croit ne pas se soumettre aux médias en leur disant de temps à autre leurs quatre vérités, comme lors de ses vœux à la presse début 2022. Il le relate dans son livre et en fait — en partie à juste titre — une fierté. Il est vrai qu'il a compté en brisant l'omerta médiatique sur de nombreux sujets, permettant que d'autres s'engouffrent dans la brèche qu'il avait heureusement ouverte.

Mais l'exercice a des limites depuis longtemps pointées par la critique médiatique, celle d'un Ellul, d'un Debord, d'un Baudrillard ou d'un McLuhan. Dans les médias le médium est le message, la forme est le contenu, elle est ce que le spectateur retiendra. En devenant un personnage public essentiellement construit médiatiquement, pire, en devenant, comme il le dit lui-même dans son dernier livre, un personnage dont les médias raffolent, Zemmour s'est mis dans la main de ceux-ci. Ils sont tout à fait prêts à lui conserver la place qu'il a forgée avec eux, une place à part, celle occupée autrefois par Jean-Marie le Pen, celle de la "part maudite", celle qui garantit une forme d'équilibre du système. Zemmour a forgé sa propre marionnette médiatique sans avoir besoin de la fameuse émission de Canal Plus pour cela.

SP/ÉDITIONS DU CERF

VINCENT COUSSEDIÈRE : "ZEMMOUR A FORGÉ SA PROPRE MARIONNETTE MÉDIATIQUE SANS AVOIR BESOIN DE LA FAMEUSE ÉMISSION DE CANAL PLUS."

Cette naïveté par rapport à la suprématie de la forme sur le contenu, cette "immanence médiatique" de Zemmour a fait sa force, le rendant capable de rivaliser sur les plateaux avec les intellectuels médiatiques les plus chevronnés tels un BHL, un Cohn-Bendit, etc. Zemmour s'est affirmé comme un maître de la dialectique médiatique. Mais cette force médiatique n'est pas politique, si l'on entend par celle-ci non ce qu'elle est devenue, bavardage et agitation, mais capacité d'agir et de gouverner. →

CHARLET, BERNARD / FONDS FRANCE-SOIR / BHVP / ROGER-VIOLLET

Charles de Gaulle en conférence de presse. Le fondateur de la Ve République avait théorisé le silence médiatique comme condition de la réussite de son action.

Le défi de la présidentielle est bien celui-ci: reconquérir une capacité d'action et de gouvernement égarée depuis longtemps. Ce défi, les Français l'ont très bien compris et ne jugent pas de la capacité d'un homme à gouverner seulement par son brio médiatique, ou, lorsqu'ils en jugent ainsi, c'est par défaut. Lorsque Zemmour reproche à Marine le Pen et à Emmanuel Macron d'avoir évité la campagne médiatique, alors que lui ne s'est pas dérobé aux débats qu'on lui proposait, il ne voit pas que sa force est aussi sa faiblesse. Fait uniquement par les médias, il peut inversement être défait par eux. Il ne pourra briser cette logique que s'il parvient effectivement à construire un parti, mais il devra trouver pour cela un rapport plus équilibré aux médias, en étant à la fois dedans et dehors.

La vérité n'est pas toujours bonne à dire

Cette surestimation de soi dans sa capacité à contourner le pouvoir d'imposition de la forme médiatique pour faire passer un contenu se double chez Zemmour d'une confiance excessive dans la nécessité de dire toujours la "vérité". Il revient sur ce point dans son livre en renouvelant son incompréhension du problème. Il entend devancer les objections en mentionnant qu'il n'ignore rien des pensées d'un Gracian ou d'un Machiavel sur la nécessité du mensonge en politique. Comme s'il fallait choisir entre les deux extrêmes de la sincérité et de l'authenticité "rousseauiste" d'un côté (ce que d'ailleurs Rousseau ne prônait pas en politique, recommandant l'action en *« secret »* du *« grand législateur »*...), du cynisme et du mensonge de l'autre. De Gaulle, le de Gaulle théoricien comme le de Gaulle praticien du pouvoir, aurait dû faire réfléchir Zemmour, lui qui ne manque pas une occasion de se référer au grand homme.

Chez de Gaulle, le silence est une condition de l'action, laquelle repose tout autant sur ce qui n'est pas dit que sur ce qui est dit. La grande politique, tout comme la guerre, est *« tout un art d'exécution »*, qui réclame aussi de savoir se taire. De Gaulle parlait après avoir agi autant qu'il parlait avant d'agir. Comment ne pas comprendre la contradiction d'un système de sélection des prétendants à la grandeur basé sur la surenchère verbale, surenchère qui détruit les conditions qui permettraient d'agir? Car l'action n'apprécie pas cette fameuse transparence dont chacun fait aujourd'hui une vertu politique, et si l'homme d'État ne doit pas mentir au peuple, cela ne signifie pas qu'il doive tout dire et croire que la vérité est toujours bonne à dire. Comme l'expliquait de Gaulle: *« Un homme d'État ne devrait jamais mentir au peuple. D'autre part, il devrait faire très attention à ce qu'il dit et au genre de vérité qu'il présente, à l'heure à laquelle il la présente et à la manière dont il la présente. »*

De Gaulle n'a jamais parlé avant que les conditions ne soient réunies pour qu'il parle, c'est-à-dire afin que sa parole renforce un processus commencé au niveau de l'action. Combien de fois, pressé par ses soutiens d'intervenir dans l'affaire algérienne et de revenir au pouvoir, a-t-il différé, en faisant valoir qu'il était trop tôt et que la situation n'était pas mûre? La parole n'est qu'une des armes du politique qui doit par ailleurs s'appuyer sur les forces existantes, et ne pas sous-estimer les effets contre-productifs qu'il y aurait à trop parler. Les philosophes ont peur de parler pour ne rien dire, les hommes d'action ont peur de parler pour ne rien faire. Les idéologues, eux, croient que dire c'est faire et que faire c'est dire. Zemmour a lancé durant cette campagne présidentielle la course à l'échalote à qui aura les mots les plus durs et les plus alarmants sur la situation liée à l'immigration.

ZEMMOUR, ZÉLATEUR DE NAPOLÉON ET DE DE GAULLE, N'A PAS MÉDITÉ CE MOT DU SECOND SUR LE PREMIER : "NAPOLÉON A DÉCLINÉ DÈS QU'IL A CESSÉ DE DÉROUTER."

Or il n'est pas certain qu'on se mette en position de dénouer une situation au bord de la guerre civile par une campagne électorale qui assène la "vérité" du grand remplacement. Les Français le sentent instinctivement, c'est pourquoi ils ont mesuré leur soutien à Zemmour et, dans le camp national, ont donné davantage leur vote à Marine le Pen. Les Français n'ont pas besoin d'être convaincus de la situation alarmante liée à l'immigration. Certes, ils attendent

des solutions, mais ils attendent surtout quelqu'un capable de les mettre en œuvre. Ils attendent un tempérament, capable d'allier la plus grande fermeté à la plus grande souplesse, la politique du gros gourdin et de la main tendue. Car ils savent que lorsqu'on s'approche d'une situation de guerre civile, ce sont les qualités du chef de guerre décrites par de Gaulle et pratiquées par lui qui s'imposent.

La ruse et la dissimulation font partie de ces qualités, au contraire de la transparence et de la sincérité louées aujourd'hui. Dissimuler certaines finalités de l'action relève de la tactique, ne pas tout dire permet l'effet de surprise. Zemmour, zélateur de Napoléon et de de Gaulle, n'a pas médité ce mot du second sur le premier: *« Napoléon a décliné dès qu'il a cessé de dérouter. »*

Reconquérir la capacité de gouverner

Zemmour n'a pas dérouté. Il a fait ce que ses adversaires les plus avertis attendaient de lui. La place reconnue autrefois au secret s'est perdue. On revendique le secret de la vie privée mais on prône la transparence de l'action politique. Zemmour, croyant revenir à la grande politique, reste prisonnier de ce renversement. Il réclame le secret et la protection de sa vie privée, mais se vante et est vanté, même par ses adversaires, de sa sincérité lorsqu'il est question de politique, oubliant que l'action politique est pleine de silences et de retraits qui la rendent possible. La première "reconquête" sera celle de la capacité de gouverner, laquelle suppose de mesurer la nature de l'autorité. Là encore de Gaulle: *« L'autorité ne va pas sans prestige, ni le prestige sans l'éloignement. »* Comment rétablir ce prestige et cet éloignement à l'âge de la proximité et de la sincérité médiatiques? En nous proposant dans son dernier livre une énième "confession politique", il semble que Zemmour n'ait toujours pas résolu cette question. Soyons juste, il est loin d'être le seul. ●

** Vincent Coussedière est professeur agrégé de philosophie et essayiste.*

minelli
VANS
SAN MARINA
undiz
Brioche Dorée
HEM
Janie Purup
YVES ROCHER
-50%
TOUT

À la recherche du peuple perdu

C'est une petite phrase qui a fait beaucoup parler. En distinguant *« la foule »* du *« peuple »*, en disant que la première n'avait pas la légitimité du second, Emmanuel Macron a lancé un débat à la fois juridique, politique et philosophique. Car, derrière la volonté présidentielle de ne pas laisser le dernier mot aux manifestations parfois violentes contre une réforme adoptée par les élus de la nation, se cache une question: qu'est-ce que le peuple et comment s'exprime-t-il encore, de nos jours? En théorie, il n'y a que lui qui décide, et rien ne se décide sans lui. En pratique, c'est souvent autre chose. Les "gilets jaunes", était-ce le peuple? Et les "manifs pour tous"? Qui décrète que le peuple vote mal, qu'il n'est plus seulement populaire mais qu'il devient dangereusement *« populiste »*? Pour certains, il est sacré; pour d'autres, il n'existe pas; on l'invoque à tout bout de champ ou on s'en méfie comme de la peste; il a toujours raison ou il est analphabète... Difficile d'y voir clair. Dans les pages qui suivent, Mathieu Bock-Côté et Frédéric Rouvillois nous emmènent à la découverte du peuple, cet objet familier et inconnu.

MARIOGUTI/GETTY IMAGES/ISTOCK

Une foule française, tout à la fois réalité charnelle et notion fantasmée.

Le peuple et la foule

Ce qui caractérise Jupiter, notre Dieu tonnant, ce n'est pas simplement la verticalité et l'omnipotence qu'il tient de son élection au suffrage universel, c'est aussi le caractère lapidaire de ses formules, la fameuse *imperatoria brevitas* héritée de Bonaparte et dont il nous a donné encore un bel exemple. Explications.

Par Frédéric Rouvillois*

La foule n'a pas de légitimité face au peuple qui s'exprime par ses élus, a déclaré Emmanuel Macron le 21 mars dernier. C'est beau comme du Cicéron, ou comme du Victor Hugo, dont Brigitte, peut-être, lui avait chuchoté à l'oreille les vers célèbres de *l'Année terrible*: *« Quant à flatter la foule, ô mon esprit, non pas! / Ah! Le peuple est en haut, mais la foule est en bas! »* Le peuple est en haut, et la foule, en bas, l'une doit obéir et l'autre, être obéi. Sans discussion. Eh bien, pourquoi pas… mais à quel titre? Et d'abord, de quoi parle-t-on?

Commençons par le commencement, par ce que l'on peut supposer comme le plus facile: le peuple. Enfin une évidence! Incontournable! *Le peuple*, dont la Constitution nous rappelle qu'il est le souverain, qu'il *« proclame solennellement son attachement aux Droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale »* et qu'il se situe au centre du jeu démocratique, puisque le principe de la République est le *« gouvernement du peuple, par le peuple et*

Le peuple français. Présent partout mais défini nulle part !

KONRAD K./SIPA

pour le peuple ». Le peuple est donc partout, omniprésent dans sa toute-puissance. Nous voici rassurés : il n'y a plus qu'à savoir ce que l'on entend par "peuple", et tout ira bien. Mais c'est là que les choses se gâtent.

L'un des intellectuels organiques de notre temps, Pierre Rosanvallon, avait publié jadis un ouvrage à succès sur l'histoire de la représentation démocratique, *le Peuple introuvable*. Et tel est en effet le sentiment, accompagné d'une légère panique, que l'on éprouve lorsque, compulsant fébrilement les recueils de lois ou les traités classiques de droit constitutionnel, on constate que ce peuple supposé être partout et au-dessus de tous ne se trouve nulle part, et que personne ne prend la peine de se demander qui il est : de le "définir" autrement que par les pouvoirs qui lui sont reconnus — et que, théoriquement, il s'est attribués à lui-même, puisqu'il est (supposé être) l'auteur de la Constitution, et indirectement, de l'ensemble des textes adoptés sur le fondement de celle-ci.

Pour échapper à ces difficultés, il est d'usage, dans les facultés de droit, de remonter à la Révolution et d'expliquer aux étudiants qu'à l'époque serait apparue une distinction commode, correspondant à deux manières très différentes de concevoir, en démocratie, le titulaire de la souveraineté. On distinguerait ainsi la nation, pure abstraction à laquelle un courant libéral hérité de Montesquieu attribuerait dans sa totalité une souveraineté qualifiée de nationale, du peuple, réalité concrète correspondant à l'ensemble des citoyens, qu'un courant inspiré par Rousseau et bientôt confondu avec le jacobinisme considérerait comme le seul titulaire légitime d'une souveraineté qualifiée de populaire.

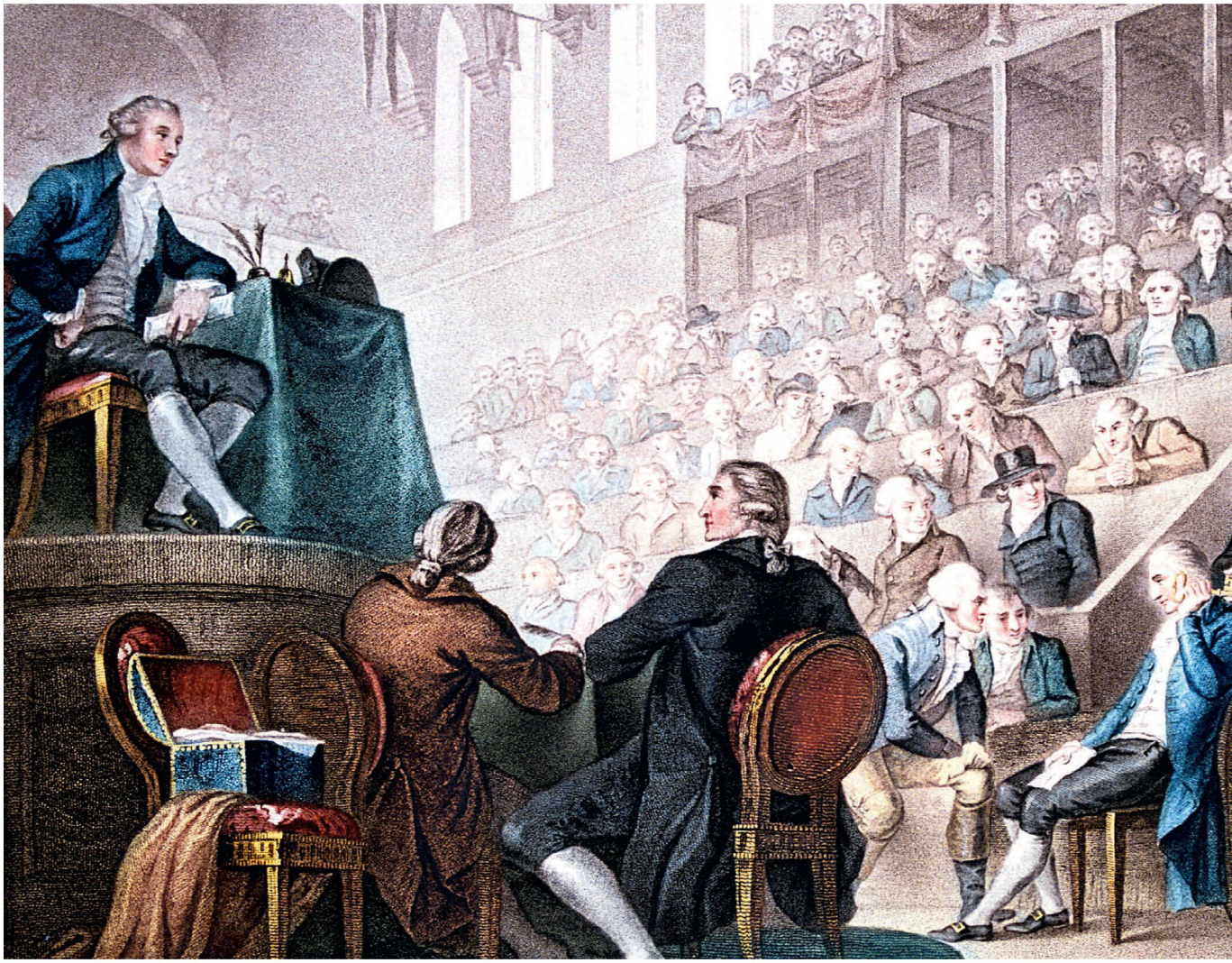
C'est pour empêcher les inévitables débordements d'une populace superstitieuse, inculte et majoritaire que la Révolution bourgeoise, sous la houlette du très élitiste abbé Sieyès, aurait eu cette idée de génie, qu'elle va inscrire dans la Constitution du 3 septembre 1791 : celle-ci dispose en effet que la souveraineté *« appartient à la Nation » « de qui seule émanent tous les pouvoirs »* et qui, par définition, *« ne peut les exercer que par délégation »*, par l'entremise de représentants qu'ils vont donner corps à ce qui n'est qu'une abstraction. D'où l'on en déduit *a contrario* que le peuple, lui, est une réalité tangible, qui n'aurait pas besoin de représentants pour agir.

Oui, mais voilà : on a beau lire et relire les textes, nulle part cette distinction ne se trouve établie, et la Constitution de 1791 elle-même utilise indifféremment les termes de peuple et de nation, par exemple lorsqu'elle affirme que, la souveraineté appartenant à la nation, *« aucune section du peuple* [...] *ne peut s'en attribuer l'exercice »*, que les représentants de la nation sont *« élus par le peuple »*, et que c'est *« au nom du peuple français »* que ces derniers prêtent le serment d'*« être en tout fidèles à la Nation »*.

BARBARA VIOLLET

FRÉDÉRIC ROUVILLOIS : "LE PEUPLE, CE SONT LES CITOYENS, MAIS LES CITOYENS NE SONT AUTRE CHOSE QUE CE QUE DIT LE PEUPLE..."

Aux étudiants débutants, à qui l'on évite prudemment de révéler les fragilités de la belle distinction introductive – celle qui permettait de définir le peuple – on explique ensuite qu'après la chute de la Monarchie constitutionnelle et la proclamation de la République, la Convention adopte le 24 juin 1793, une nouvelle Constitution, qui ne proclame plus la souveraineté de la nation mais bien celle du peuple, dont l'article 7 de l'Acte constitutionnel donne (enfin) une définition : *« Le peuple souverain est l'universalité des citoyens français. »* Ouf ? Le problème de cette définition, c'est qu'elle renvoie à une autre notion juridique, le citoyen, lui-même défini aux articles 4 à 6, c'est-à-dire par le peuple →



BRIDGEMAN IMAGES

qui en est l'auteur, c'est-à-dire par les citoyens qui le composent, etc.

Le peuple, ce sont les citoyens, mais les citoyens ne sont autre chose que ce que dit le peuple, qui peut ainsi réduire cette catégorie (et donc se restreindre lui-même) à presque rien (par exemple en excluant les femmes, les domestiques, les prêtres et les moines, les nobles et les suspects), ou à l'inverse, l'étendre (et donc s'étendre) à l'infini : à Rome, le *Populus romanus* va ainsi se trouver monstrueusement gonflé par l'édit de Caracalla qui, en 212, reconnaît la citoyenneté romaine à tous les habitants de l'empire. Sous la Révolution, le baron prussien et jacobin fanatique Anacharsis Cloots, futur président de la Convention et future victime de la guillotine, publie en 1792 un ouvrage où il assure que la fusion parfaite des différents peuples en un seul corps, *« la Nation unique »*, permettra d'établir *« la République universelle »*. Plus proche de nous, certains hommes marqués par le saint-simonisme ont estimé qu'il suffirait de faire participer les électeurs des États membres de l'Union européenne à une même votation référendaire pour en faire des citoyens européens et, du coup, pour créer un peuple européen.

Si ce peuple est introuvable, c'est parce qu'il n'existe qu'à travers les textes juridiques qui le définissent et dont il est fictivement l'auteur. Fictivement, puisque nul ne saurait être le créateur d'une chose qui, après avoir été créée, lui conférerait l'existence : Œdipe peut être le mari de sa mère, mais il ne saurait en être le père. Et si on est tenté ici de regarder du côté de la mythologie, c'est que ce peuple au sens juridique semble à bien des égards avoir été construit sur le modèle de la divinité. Comme elle, ce peuple est un "représenté" qui n'existe que par ses "représentants", à travers ce qu'ils disent et ce qu'ils font, en particulier lorsqu'ils invoquent son nom pour utiliser la force contre la foule, et rappellent comme un mantra que lui et lui seul a le droit d'en faire usage, mais uniquement à travers eux.

Eux qui, au fond, usurpent jusqu'à ce titre de représentants, puisque ce qu'ils prétendent représenter n'est qu'une "représentation" dont ils sont eux-mêmes les créateurs. Car ce sont eux qui font et modifient la loi et qui, ce faisant, définissent ce qu'est ce peuple qu'ils sont censés représenter, alors qu'il n'est rien que le produit indéfiniment malléable de leur volonté — de la même manière que la divinité est définie par le clergé qui en tire le pouvoir qu'il exerce sur les fidèles.

« Il ne saurait exister de peuple avant l'expression législative de sa

Procès de Louis XVI à la Convention nationale, en décembre 1792, au nom du peuple souverain.

volonté », écrit Bruno Daugeron : mais cette expression suffit-elle à le faire exister, alors que seuls ceux qui "représentent" le peuple sont habilités (par eux-mêmes, et non par lui) à établir quelle est sa volonté, et dans quel sens elle pourrait changer ? Les aruspices romains, chargés de dire ce que les dieux entendaient exprimer par le vol des hirondelles, conféraient-ils par là-même à ces dieux une existence et une réalité ?

Selon le théoricien du populisme de gauche Ernesto Laclau, le peuple au sens juridique ne serait qu'un *« signifiant vide »*, éventuellement susceptible d'être déterminé par les revendications du *« peuple sociologique »* lorsque celui-ci est à même d'accéder aux fonctions de représentants. Ou par les intérêts de n'importe quelle oligarchie dominante dans le cas contraire… On vient de parler des aruspices : sans doute, comme les autres prêtres romains, devaient-ils se retenir de rire lorsqu'ils se croisaient, chacun sachant ce que savait l'autre à propos de la toute-puissance des dieux et de leur propre capacité à en déchiffrer la volonté. N'est-ce pas aussi ce que font les représentants du *« peuple souverain »* ?

Un ensemble d'hommes parlant la même langue, ayant les mêmes mœurs

Et la foule, alors ? Si l'on considère qu'elle rassemble, sur un même espace et en un même instant, un grand nombre de personnes ayant pour la plupart en commun des intérêts, des objectifs, des préoccupations, des modes d'expression et même des ressemblances extérieures — puisqu'on ne fait pas foule avec des gens trop dissemblables —, alors on pourrait presque dire que cette foule, c'est le peuple. Le peuple au sens commun, dans son acception vulgaire, c'est-à-dire populaire, ou ancienne ; le peuple ou la nation, d'ailleurs, que Faustin Hélie définissait, à la fin du XIX[e] siècle, comme *« un ensemble d'hommes parlant la même langue, ayant les mêmes mœurs et doués de certaines qualités morales qui les distinguent des autres groupes de même nature »*.

Jusqu'à 1789, jusqu'à ce qu'on les utilise, indifféremment, pour désigner l'abstraction appelée à remplacer le roi comme titulaire de la souveraineté, les mots *« peuple »* et *« nation »* désignaient des réalités concrètes : des communautés de personnes situées sur un même territoire, pratiquant généralement une même religion et parlant une même langue ; c'est ainsi que les définit le Dictionnaire de l'Académie française dès sa première édition, en 1694. Les termes, quasi synonymes, sont l'un comme l'autre fréquemment utilisés au pluriel : le Dictionnaire de l'Académie donne pour exemple *« les peuples de Provence, du Dauphiné, etc. »*, les ouvrages de l'époque évoquent *« les peuples de France »*, *« le peuple de Normandie »*, *« la nation normande »* ou *« la nation gasconne »*, tandis que les rois usent fréquemment de ce pluriel, Henri IV écrivant à Sully que rien n'est si important que *« le soulagement de mes peuples »*, Louis XVI déclarant le 23 juin 1789 vouloir faire *« tout le bonheur de mes peuples »*, et Charles X utilisant encore l'expression dans son acte d'abdication signé à Rambouillet le 2 août 1830, où il se dit *« profondément peiné des maux […] qui pourraient menacer mes peuples »*.

DES FOULES, PEUT-ÊTRE, MAIS RASSEMBLÉES PAR QUELQUE CHOSE D'INFINIMENT PLUS TANGIBLE QU'UN CONTRAT SOCIAL IMAGINAIRE.

"Les peuples", autrement dit des gens, des personnes concrètes, de chair et de sang, réunies sous l'autorité de l'État royal mais constituant dans ce cadre des sous-ensembles caractérisés par une même base géographique, historique et culturelle, à rebours de l'approche abstraite des constitutions révolutionnaires. Des foules, peut-être, mais rassemblées par quelque chose d'infiniment plus tangible qu'un contrat social imaginaire, ou même que ce *« plébiscite de tous les jours »* que mentionnera Ernest Renan dans sa fameuse conférence sur la nation.

Après la révolution de juillet 1830 et la reconnaissance implicite de la souveraineté populaire par un Louis-Philippe qui prend le titre de *« roi des Français »*, le pluriel disparaît des discours officiels et des dictionnaires : celui de l'Académie française, en 1835, se contente de citer *« le peuple français »*. Mais la dimension concrète du peuple se fraie un nouveau passage à travers l'apparition d'une distinction, →

promise à un bel avenir, celle qui oppose le pays légal au pays réel… L'un des premiers à l'utiliser, en 1834, n'est autre que François Guizot, alors ministre de l'Instruction publique ; il distingue ainsi le pays légal, *« qui représente la France »*, du pays réel, qui est la France : *« la masse immense des cultivateurs »*, *« des hommes probes et laborieux »* et des pères de famille. D'un côté les représentants, définis par la loi, de l'autre, la foule innombrable des représentés, les premiers étant investis *« par nos institutions du droit de parler en son nom »*, et l'objectif du ministre étant de faire en sorte qu'il y ait *« une parfaite harmonie entre les deux »*.

Mais le plus souvent, ceux qui utilisent la formule le font pour mettre en relief le décalage, en même temps que l'inconsistance du pays légal : c'est ce que fait l'écrivain légitimiste Alfred Nettement quatre ans après Guizot pour décrire, à propos des Cent-Jours, *« quelle est l'impuissance de ce qu'on appelle le pays légal quand le moment est venu où le grand pays, le pays réel, se résout à se montrer. Dans ce temps-là,* […] *la France légale arrêtait aux barrières la France réelle qui voulait aller saluer son roi. Elle ne réussit pas à l'arrêter longtemps »*. Où l'on note qu'il est déjà question de manifestations, de barrières, de forces de l'ordre et de l'impuissance du peuple juridique lorsque la foule est bien décidée à quelque chose.

COMME DANS N'IMPORTE QUEL SYSTÈME POLITIQUE, LA LÉGITIMITÉ RELÈVE FONDAMENTALEMENT DE LA CROYANCE, DE L'ACTE DE FOI.

Les élus nous représentent en vertu d'une règle dont ils sont les auteurs

Et c'est même là tout le problème, comme le reconnaît le président Macron en opposant à la foule désobéissante le peuple légitime auquel elle devrait (par conséquent) se soumettre respectueusement… Se soumettre au peuple ? Autrement dit, redisons-le, à ses représentants, ou plus exactement à ceux qui se présentent comme tels, puisqu'ils ne représentent le peuple qu'en vertu d'une règle dont ils sont eux-mêmes les auteurs. Le peuple n'a jamais dit lui-même, en personne, que ses représentants légitimes, ceux auxquels il fallait

FEURAY VINCENT/ABACA

Des "gilets jaunes" à Saint-Brieuc (Bretagne), en janvier 2019. La colère discrédite-t-elle forcément la foule ?

obéir sans rechigner, au doigt et à l'œil, étaient ceux qui seraient élus au suffrage universel selon un scrutin majoritaire à deux tours pour aller siéger à l'Assemblée ou s'installer à l'Élysée.

Du reste, même s'il l'avait dit, cela ne changerait rien : de quel droit, en effet, devrions-nous lui obéir, à lui ou à ses (prétendus) représentants ? Car au fond, tout bien réfléchi, il n'y a aucune raison incontestable qui fonderait une telle obligation, pas plus qu'il n'y en a au principe de la souveraineté populaire. Comme dans n'importe quel système politique, la légitimité relève fondamentalement de la croyance, de l'acte de foi : et on revient du coup au parallèle entre la divinité et la figure du peuple souverain, qui font l'objet d'une même anthropomorphisation, et à qui l'on prête la même infaillibilité.

Comme la divinité, en effet, ce peuple invisible est supposé doté d'une volonté collective propre : une volonté, cohérente, construite, qui peut ainsi être comprise et interprétée : au lendemain des élections législatives incertaines de 1988, le journaliste Serge July s'était émerveillé de ce que le peuple, *« avec l'intelligence mystérieuse qui le caractérise »*, ait choisi de donner *« une victoire limitée au Parti socialiste »* ; en juin 2022, d'autres éditorialistes expliquèrent que le peuple, en n'offrant au président qu'une majorité relative à l'Assemblée nationale, avait entendu réaffirmer sa confiance dans son projet, mais en lui recommandant la prudence et la mesure.

Cette opposition toujours supposée entre le pays légal et le pays réel

Quant à cette "mystérieuse" volonté, elle est, comme celle de la divinité, infaillible et incontestable — même lorsqu'au premier abord elle paraît injuste ou incompréhensible. Au soir de chaque élection, semblables à Job remerciant Dieu même lorsqu'il l'accable de malheurs, les politiciens se prosternent humblement devant le peuple, le remercient de s'être prononcé et déclarent que, quoi qu'il ait dit, ils respecteront scrupuleusement sa décision, forcément bonne puisque c'est lui qui l'a exprimée. Le vrai croyant ne peut contester les décisions du Tout-Puissant. Dans le *Contrat social*, Rousseau assure d'ailleurs que la *« volonté générale »* est toujours telle qu'elle doit être et que le peuple souverain ne saurait errer : voilà pourquoi il faut lui obéir, tenir pour parfait ce qu'il a dit et contraindre à l'obéissance les impies qui refuseraient de se soumettre. Ceux-là, insiste-t-il, *« on les forcera à être libres »* en les y contraignant *« par toute la force du corps social »* : c'est-à-dire, plus concrètement, par celle des agents de ses représentants.

Mais ceux qui ne croient pas dans ce peuple fictif, ceux qui ne voient pas pourquoi il faudrait le considérer comme souverain et lui obéir aveuglément, devraient-ils pour autant se soumettre à la foule, c'est-à-dire au peuple réel ? C'est ce que laissent entendre les populistes, de droite comme de gauche, qui commencent par expliquer que le peuple-fiction n'est que l'instrument de ceux qui sont censés le représenter, alors qu'eux-mêmes représentent en réalité (tout en les dissimulant) des forces, des groupes, des intérêts qui n'ont strictement rien à voir avec le peuple véritable : qui lui sont même hostiles, de la même manière que le pays légal, sous la monarchie de Juillet, était perçu comme secrètement opposé au pays réel. Et ils en déduisent, ces populistes contemporains, que c'est au peuple véritable qu'il appartient de se gouverner et de décider souverainement de ce qui le concerne.

Mais là encore, la perplexité s'impose : d'abord, parce que le peuple en question n'est pas non plus très déterminé : c'est ainsi que les populistes de gauche le conçoivent comme *« une construction politique rejetant toute forme d'essentialisme »*, comme un artefact biberonné à l'idéologie post-marxiste, mais dépourvu de racines, d'histoire, de culture et d'identité propres : un peuple rêvé, un pays réel pas plus concret que le pays légal, en somme, et dont la légitimité intrinsèque ne serait pas moins incertaine.

En définitive, il n'y a aucune raison plausible de remplacer une divinité par une autre. Et puisqu'il faut obéir, et il le faut, autant se fier à la raison plutôt qu'à la croyance. À la raison qui nous apprend que le pouvoir légitime est celui qui s'avère capable de sauver le pays et d'assurer le bien commun, comme le général de Gaulle le redisait en juin 1946 dans le discours de Bayeux : *« Les pouvoirs publics ne valent en fait et en droit que s'ils s'accordent avec les intérêts supérieurs du pays. »* ●

** Frédéric Rouvillois est un essayiste, romancier et juriste français.*

Les trois peuples

Quand on parle du peuple, tout le monde ne parle pas de la même chose. Mais quelle que soit la définition qu'on en donne, le peuple est le grand malmené de la politique contemporaine.

Par Mathieu Bock-Côté*

Qui pose la question du peuple en politique butte inévitablement sur celle des nombreuses définitions qu'on en propose, et qui s'entrechoquent. Et ce n'est pas nécessairement céder aux délices de la polysémie que de le noter, car elles sont porteuses chacune d'une conception particulière de la légitimité, et engendrent des discours politiques qui, pour se recouper souvent, ne se superposent pas nécessairement.

On recensera aisément trois grandes définitions du peuple. D'abord le peuple historique, communauté de mémoire et de culture inscrite dans la longue durée. Le peuple ainsi entendu a une dimension organique. On pourrait aussi parler du peuple identitaire. Ensuite le peuple civique. Il réfère alors à l'ensemble des membres d'une communauté politique, qui se confond globalement avec le corps électoral.

Normalement, ces deux premières définitions du peuple s'emboîtent, le premier rendant généralement possible la constitution du second — les deux, toutefois, s'identifient rarement parfaitement, ce qui ouvre la question des minorités (entendues ici en tant que

VUK VALCIC/SOPA IMAGES/ZUMA/REA

Opposants au Brexit. Ils n'ont eu de cesse de moquer leurs adversaires.

communautés historiques et non pas en tant que communautés formées par les vagues migratoires des dernières décennies — la question des "minorités" ouvre alors la question de l'aménagement de leurs droits, de leur quête d'autonomie, ou même de leur droit à la sécession et à l'indépendance, pour accéder à leur tour à la pleine existence politique, à la pleine existence nationale).

La troisième définition du peuple est la plus difficile à définir adéquatement. Il s'agit du peuple entendu au sens des "classes populaires", du "commun des mortels", du grand nombre, dont parlaient chacun à leur manière Aristote et Machiavel.

Les temps présents, globalement, malmènent ces trois définitions du peuple. Le régime diversitaire qui se déploie dans le monde occidental traite partout le peuple comme une catégorie désuète, faisant obstacle à l'avènement des temps nouveaux. Ce sont ces processus de disqualification qu'il nous faut ici examiner.

Le langage même sera mis à mal

Le peuple historique (on peut parler indistinctement ici du peuple historique français, du peuple historique danois, du peuple historique québécois, tellement la situation ici décrite est présente partout en Occident) est aujourd'hui frappé dans son existence même par l'immigration massive, qui arrive par vagues et qui dépasse largement ses capacités d'intégration, ce qui entraîne la formation de communautarismes. Cela entraînera surtout, au fil du présent siècle, sa mise en minorité sur son propre territoire, ce qui revient pratiquement à une forme de dépossession grave ; il deviendra à terme étranger chez lui. Le peuple historique se fera même déposséder de son identité à la suite de la dissociation de plus en plus marquée entre la nationalité identitaire et la nationalité juridique dans la mesure (l'existence de populations juridiquement "nationales" mais qui ne sont ni acculturées ni assimilées est une réalité partout présente en Occident). Le peuple historique deviendra une composante minoritaire du peuple politique, appelée ensuite à déconstruire son identité, car sa prétention à constituer la référence fondatrice de la communauté politique sera interprétée comme une manifestation de suprémacisme ethnique, assimilable à ce qu'on appelle aujourd'hui la suprématie blanche.

C'est à la lumière de la révélation diversitaire qu'il faut désormais transformer intégralement la communauté politique et son substrat démographique. Le langage sera mis à mal : le mot "Français", par exemple, perdra sa signification. Comment nommer ceux qui sont français depuis toujours et ceux qui se sont assimilés à eux au fil du temps ? Certains proposeront de parler de "Français de souche", mais le terme est jugé infamant et vaut à celui qui l'utilise l'étiquetage à l'extrême droite et la transformation en paria. Je tiens pour acquis qu'on assimile à l'extrême droite ou qu'on extrême-droitise aujourd'hui tous ceux qui refusent d'une manière ou d'une autre la mise en minorité de leur propre peuple dans leur pays. La conscience identitaire des peuples historiques d'Europe et d'Occident est d'ailleurs désormais résiduelle, ou à tout le moins, il est obligatoire de la percevoir comme telle. Ceux qui s'entêtent à s'y référer sont accusés de s'accrocher à une identité qui n'existerait plus et qui, même, n'aurait jamais existé. D'ailleurs, c'est l'argument censément rassurant joué contre ceux qui redoutent la submersion migratoire : dans la mesure où le peuple historique n'aurait jamais existé

BARBARA VIOLLET

MATHIEU BOCK-CÔTÉ : "LE PEUPLE HISTORIQUE DEVIENDRA UNE COMPOSANTE MINORITAIRE DU PEUPLE POLITIQUE, APPELÉE ENSUITE À DÉCONSTRUIRE SON IDENTITÉ."

TONY FRENCH/ALAMY STOCK PHOTO

et ne serait qu'une illusion idéologique propre aux nationalistes, il ne pourrait donc être submergé. Le raisonnement est imparable : puisque vous n'existez pas, vous ne risquez pas de disparaître. Le régime diversitaire, de ce point de vue, est construit de telle manière à ce que le changement de peuple qui est au cœur de son dispositif idéologique ne puisse être nommé. Le simple constat de ce changement relèverait même de la mentalité conspirationniste et raciste.

Une forme d'individualisme pathologique

Le peuple politique, lui, est dépossédé aussi par la mise à mal de la souveraineté nationale et de la souveraineté démocratique. La première est disqualifiée par ce que John Fonte a déjà appelé le progressisme transnational, qui s'appuie sur le thème de la mondialisation des enjeux collectifs pour justifier la constitution de mécanismes de gouvernance globale. Cela suppose d'abord la désubstantialisation de l'État-nation, qui n'est plus considéré qu'à la manière d'une unité administrative résiduelle, chargée d'appliquer chez elle les diktats du "droit international" qui se présente aujourd'hui comme une forme de légitimité supérieure, reposant sur la vérité révélée des "droits humains". On y verra avec, une forme d'utopie globaliste qui s'incarne à la fois dans les structures onusiennes et celles de l'Union européenne. On pourrait même dire mondialiste, mais les commissaires politiques responsables du lexique politique autorisé ont décrété que ce terme relèverait de l'imaginaire complotiste et bien évidemment, de l'extrême droite — on assimilera d'ailleurs à terme à l'extrême droite tous ceux qui s'opposent à la fin de la souveraineté nationale.

L'imaginaire mondialiste repose d'ailleurs sur une forme de basculement épistémologique : il ne voit plus le monde sous le signe de la diversité des peuples mais de l'interchangeabilité des populations, ce qui favorise évidemment la promotion de l'immigration massive — un pays peut désormais être étranger à la population qui le com-

Prière de rue, à Paris. Le peuple "de souche" étant une illusion idéologique, nous apprend-on, il ne saurait y avoir de remplacement.

pose. Mais le peuple politique est aussi mis à mal par les transformations internes de la communauté politique, à travers la désubstantialisation accélérée de la souveraineté populaire, accusée de servir de masque à la tyrannie de la majorité. Il faudrait aussi la démanteler et la dissoudre dans la logique de la multiplication des droits, qui favorise à la fois une forme d'individualisme pathologique et la formation de communautarismes qui s'appuient sur la logique des droits individuels pour faire valoir des revendications identitaires ou ethno-communautaires. Le Canada est probablement le laboratoire le plus avancé de ce renversement de la définition de la démocratie.

Le peuple social, ou, si l'on préfère, le peuple du grand nombre, est quant à lui victime d'une dépossession sociologique majeure: il s'agit d'une majorité de dépossédés, qui redoute le déclassement, faisant l'expérience d'une précarité croissante qui lui fait perdre les acquis historiques de la classe moyenne. Je tiens ici pour acquis l'essentiel des dernières réflexions de Christophe Guilluy à ce sujet, qui me semblent globalement valables des deux côtés de l'Atlantique. À l'autre bout du spectre sociologique, on assiste à la formation d'une élite mondialisée et mondialiste qui n'est pas loin de vivre dans une société parallèle, détachée du commun des mortels, comme on peut le voir en Californie ou dans les autres lieux du monde qui se prennent pour l'avant-garde de l'humanité. Ce sont ces élites qui favorisent l'immigration massive pour disposer dans les métropoles de nouveaux domestiques, lui permettant de recréer un ordre social à son avantage exclusif.

Mais j'aimerais porter ma réflexion surtout sur les conditions culturelles et anthropologiques du peuple du grand nombre. Ce peuple est généralement jugé inadéquat, inadapté aux exigences de la modernité, d'un monde qui deviendrait de plus en plus complexe. On l'accuse de conservatisme culturel. L'État thérapeutique, avec son expertocratie autoproclamée, entend ainsi le rééduquer. On veut ainsi mettre à jour ses représentations sociales jugées dépassées, surtout sur les questions touchant à ce qu'on appelle l'identité de genre. Il faut le rééduquer pour remplacer une anthropologie par une autre. Dès lors, l'expertocratie entend reconstruire intégralement les processus de socialisation, ce qui présuppose sa déconstruction culturelle. On voit les résultats de cette entreprise avec l'effondrement sociologique des classes moyennes mais, surtout, avec l'effondrement psychique des jeunes générations, qui ne disposent plus des balises protectrices qu'étaient les traditions, les habitudes, les coutumes, et, plus largement, des grands repères culturels qui permettaient de former la subjectivité autour d'une verticalité véritable.

CELUI QUI VEUT FAIRE PRIMER LA SOUVERAINETÉ POPULAIRE SUR LE GOUVERNEMENT DES JUGES SERA ACCUSÉ DE VERSER DANS UN POPULISME "MAJORITARISTE".

Qui attrape une phobie finit souvent par les attraper toutes

La désinstitutionalisation du peuple et, plus particulièrement, des trois catégories qui la composent entraîne une dislocation tout à la fois du corps social et du corps politique. Le régime diversitaire a décidé de nommer populisme la réaction de ceux qui ne consentent pas à ce mouvement. Le populisme identitaire est jugé particulièrement condamnable. Celui qui s'en rend coupable ou qui en est seulement soupçonné sera la cible d'un procès politico-médiatique permanent en extrême-droitisation. On cherchera même, dans certains cas, à le poursuivre tout simplement devant les tribunaux. Celui qui se rend coupable de populisme "anti-supranationaliste" ne vaut guère mieux, comme on l'a vu avec le traitement réservé aux partisans du Brexit. De même, au moment de la dernière élection présidentielle, il aura suffi à certains candidats de vouloir faire primer le droit national sur le droit européen pour être expulsés du périmètre de la respectabilité républicaine. Celui qui veut faire primer la souveraineté populaire sur le gouvernement des juges sera quant à lui accusé de verser dans un populisme majoritariste, conduisant à la tyrannie de la majorité. Celui qui se désole de la →

Le Hongrois Viktor Orbán et ses partisans sont la cible d'un procès politico-médiatique permanent en extrême-droitisation.

ATTILA VOLGYI/XINHUA-REA

déconstruction des mœurs ou, plus simplement, de l'anthropologie occidentale sera accusé de verser dans un populisme phobique — les phobies sont nombreuses et qui en attrape une finit généralement par les attraper toutes. Ce populisme serait un conservatisme dans la mesure où il entraverait l'avènement de la prochaine étape dans l'histoire de l'humanité. Il sera dès lors légitime de condamner aux marges de la cité ceux qui s'en rendent coupables, de les exclure du périmètre de la respectabilité démocratique, de les censurer, de les rééduquer, de rééduquer leurs enfants et même de les retourner contre leurs parents. L'espace politique est construit de manière à les marquer, à les stigmatiser, et, puisqu'on les croit finalement possédés par le démon de l'intolérance, on multipliera contre eux les séances d'exorcisme, comme s'il fallait les en délivrer.

Quant à moi, je ne suis pas de ceux qui revendiquent le terme de populiste. Le renversement du stigmate ne me semble pas être une stratégie aussi efficace qu'on l'affirme en certains milieux. Mais la restauration du peuple dans les trois dimensions que je viens d'évoquer me semble absolument essentielle. Un peuple ne saurait accepter d'être mis en minorité chez lui, et condamné à perdre jusqu'à l'usage de son nom. Un peuple ne saurait consentir à la perte de sa souveraineté nationale non plus qu'à la confiscation de sa souveraineté démocratique. Il ne saurait non plus être soumis à une perpétuelle entreprise d'ingénierie sociale transformant la société en camp de rééducation à ciel ouvert au profit d'une élite autoproclamée qui multiplie les signes de vertu ostentatoires et qui réhabilite sans le dire la figure du despotisme éclairé ou, du moins, qui croit l'être.

LE PEUPLE NE SAURAIT ÊTRE SOUMIS À UNE PERPÉTUELLE ENTREPRISE D'INGÉNIERIE SOCIALE TRANSFORMANT LA SOCIÉTÉ EN CAMP DE RÉÉDUCATION À CIEL OUVERT.

C'est la question du régime qu'il nous faut globalement rouvrir, pour restaurer aussi les conditions de l'action politique. ●

** Mathieu Bock-Côté est chroniqueur et essayiste.*

FONDS DE DOTATION
SOS Chrétiens d'Orient

POUR LES AIDER À VIVRE SUR LEUR TERRE, TRANSMETTEZ VOTRE PATRIMOINE AUX CHRÉTIENS D'ORIENT

Offrez un avenir aux chrétiens d'Orient en leur transmettant votre patrimoine via le Fonds de dotation SOS Chrétiens d'Orient. Prolongez votre engagement !

LEGS - DONATIONS - ASSURANCES-VIE

Complétez et retournez ce coupon à :

Fonds de dotation SOS Chrétiens d'Orient
10, rue du Dôme – 92 100 Boulogne-Billancourt

☐ Je souhaite recevoir en toute confidentialité la brochure « Legs, donations et assurances-vie»

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
Code postal : ..... Ville .....
Téléphone : |_|_| |_|_| |_|_| |_|_| |_|_|
Courriel : .....@.....

Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données personnelles vous concernant. Votre adresse peut être communiquée à des organismes agréés par SOS Chrétiens d'Orient. Vous pouvez cependant vous y opposer en cochant cette case. ☐

FONDS DE DOTATION
SOS Chrétiens d'Orient

Pauline Visomblain
Chargée des libéralités
01 45 26 83 89
pauline.visomblain@fddsosco.fr

« Je me tiens à votre entière disposition pour vous écouter et répondre à toutes vos questions en toute confidentialité. Je peux aussi venir vous rencontrer. Notre entretien restera totalement confidentiel. »

CONCLUSION

D'un débat à l'autre

Le débat a donc eu lieu. Il est difficile de dire s'il aura permis à Éric Zemmour de convaincre Michel Onfray qu'il avait eu tort de ne pas participer avec lui à l'aventure de la présidentielle. Les deux protagonistes se sont quittés en excellents termes, ce qui est toujours une bonne chose, au moins pour eux. Pour le lecteur, pour l'électeur, pour ce peuple de France dont il a beaucoup été question dans ces pages, il est plus important de s'arrêter sur la dernière image évoquée dans le débat : celle du *Titanic*. Nous sommes à bord du *Titanic*, nous disent-ils tous deux. Michel Onfray considère qu'il est trop tard, que nous allons couler, qu'il faut profiter des heures qui nous restent avant qu'une autre histoire s'écrive, qu'elle soit islamiste ou transhumaniste. Éric Zemmour veut croire qu'il peut sauver les passagers et même tout le décorum, que ça se décide ici et maintenant. Derrière les idées mobilisées, il y a une question de tempérament, de culture personnelle. *« Le vent se lève, il faut tenter de vivre »*, écrivait Paul Valéry. C'est une question posée à chacun d'entre nous. Que voulons-nous pour nous-mêmes ? Que voulons-nous pour la France — celle que nous avons reçue, celle que nous avons à transmettre ? Une chose est certaine : l'histoire continue, petite ou grande, et nous continuerons de la chroniquer le plus fidèlement possible. ●

"Grands débats" numéro 11, à paraître mi-juin.

VALEURS ACTUELLES

Fondateur Raymond Bourgine
24, rue Georges-Bizet 75116 Paris
Pour obtenir votre correspondant, composer directement le 01.40.54 suivi des quatre chiffres entre parenthèses.
Abonnements : 09.69.39.66.46.
www.valeursactuelles.com

GROUPE VALMONDE
Président Charles-Antoine Rougier

COMMISSION ÉDITORIALE
Président Charles Villeneuve
Jean-Claude Dassier, Tugdual Denis, Geoffroy Lejeune, Catherine Nay, François d'Orcival, Charles-Antoine Rougier.

RÉDACTION
Directeur de la rédaction Geoffroy Lejeune
Directeur adjoint de la rédaction Tugdual Denis (1150)
Directeurs délégués de la rédaction
Arnaud Folch (1151), Cyril de Beketch (1207)
Rédacteurs en chef France : Raphaël Stainville (1160), Mickaël Fonton (1157).
Grandes enquêtes : Bastien Lejeune (1163).
Monde : Antoine Colonna (1149).
Économie-Finance : Frédéric Paya (1155).
Culture : Laurent Dandrieu (1136).
Chef de rubrique Art de vivre : Véronique André.

France Grand reporter : Charlotte d'Ornellas (1139).
Reporter : Patricia de Sagazan (1182).
Économie et Entreprises Rédacteur en chef adjoint : Marie de Greef-Madelin (1152).
Chef de service politique économique : Josée Pochat (1166).
Culture Reporter : Olivier Maulin (1206).
Histoire François d'Orcival (1169).
L'incorrect Anne-Laure Debaecker (1165).
Hors-séries Rédacteur en chef : Yves Le Bescond (1168).
Iconographie Chef de service : Patrick Iafrate (1192).
Adjoints : Barbara le Tourneur du Breuil (1211), Romain Rouger (1167).
Documentation Chef de service et responsable de la diffusion numérique : Marie Vercelletto (1196).

CHRONIQUEURS
Catherine Nay, Franck Ferrand, Philippe Barthelet.

RÉALISATION ET FABRICATION
Rédacteur en chef technique Nicolas Gigaud (1187).
Secrétaires de rédaction Diane Manière (1208), Patrick Mané (1188), Emmanuelle Barbou des Places (1199), Josiane Ruiz (1189), Isabelle Wlassikoff-Gross (1272).
Rédacteurs-graphistes Fabrice Fournier (1183), Nicolas Lemay (1184), Christian Cibrélus-Érambert (1274).
Premier rédacteur-graphiste Yves Le Bescond (1168).
Responsable de la photogravure Olivier Aujean (1148).

ADMINISTRATION – GESTION – DÉVELOPPEMENT
24, rue Georges-Bizet 75116 Paris. Fax : 01.40.54.11.81.
Président du Directoire, directeur de la publication Charles-Antoine Rougier

PUBLICITÉ
Directeur commercial et communication Paul Valadier (06.11.73.68.07).
Directrice commerciale Marine Burrus (06.11.73.68.07).
Directeur de publicité Julien Medioni (06.10.25.20.08).
Planning medias.figaro 01.56.52.20.60.

DIFFUSION – ABONNEMENTS – LIBRAIRIE
Directeur des ventes et fabrication Gilles Marti.
Chargé du marketing digital Charles Bonnet (1193).
Service diffusion Valérie Dubuy (1159), Sophie Roland (1135), Fatiha Pochet (1115).
Service abonnements : 09.69.39.66.46.
Ventes kiosques (01.40.54.12.19) — e-mail : gilles.marti@valmonde.fr

SERVICE ABONNEMENT
CS 20011, 59895 Lille Cedex 9.Tél. : 09.69.39.66.46.
France : 1 an, 4 n°s, 27,90 €. Tarif étranger : nous consulter

Copyright 2021 - Valeurs actuelles - Grands débats. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus. Sauf dans les cas où elle est autorisée expressément par la loi et les conventions internationales, toute reproduction totale ou partielle du présent numéro est interdite et constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du code pénal. ADAGP, Paris 2021, pour les œuvres de ses membres.

Impression Roto France **N° de commission paritaire** 0925 C 79794
N° ISSN 0049-5794
Valmonde et Cie, SAS au capital de 1 410 497 €
Associé unique PIDEVMEDIAS FRANCE.
RCS Paris B 775 658 412 **Siret** 775 658 412 00 165
Origine du papier : Allemagne
Taux de fibres recyclées : 0 % Certification : PEFC
"Eutrophisation" Ptot : 0,016 kg/tonne

Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
PEFC 10-31-1282
pefc-france.org

LE TRI + FACILE

La Manif Pour Tous devient

LE SYNDICAT DE LA FAMILLE

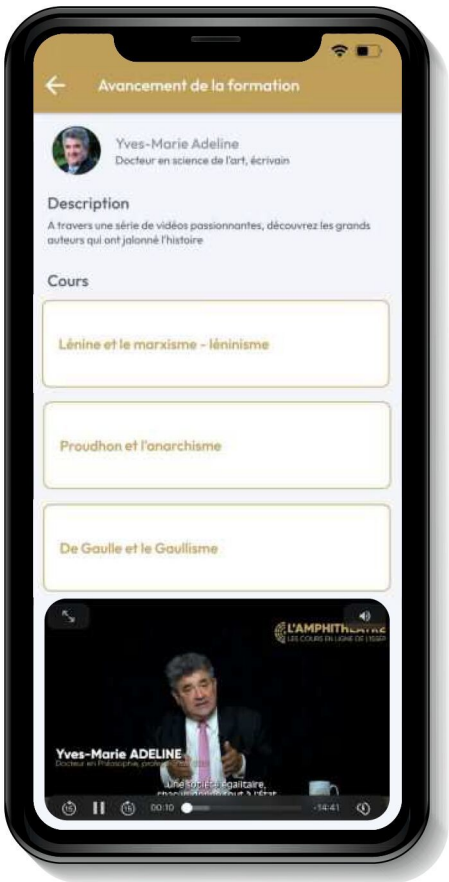
Parce qu'on a tous besoin de la famille,

syndiquez-vous !

lesyndicatdelafamille.fr

L'ISSEP LANCE SON APPLICATION DE COURS EN LIGNE

Des centaines de vidéos de cours proposées par nos meilleurs professeurs !



EXPLOREZ LE SAVOIR, OÙ QUE VOUS SOYEZ !

Profitez de l'offre de lancement à 6,99€/mois au lieu de 12,99€/mois

ISSEP
L'AMPHITHÉÂTRE

Téléchargez maintenant l'application

TÉLÉCHARGER SUR App Store

TÉLÉCHARGER SUR Google Play

Établissement supérieur privé · n°UAI 0694371B · issep.fr